

LA RÉGLEMENTATION NOTARIALE

SES RÉPERCUSSIONS
SUR LES OPÉRATIONS BANCAIRES DES NOTAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 7 décembre 1939, à 14 heures

PAR

Pierre THORAL

Président : M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, Professeur.

Suffragants : { *M. MOREL, Professeur.*
 { *M. ESMEIN, Professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE B. DEY

162, RUE SAINT-JACQUES (v^e)

1939

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA RÉGLEMENTATION NOTARIALE

SES RÉPERCUSSIONS
SUR LES OPÉRATIONS BANCAIRES DES NOTAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 7 décembre 1939, à 14 heures

PAR

Pierre THORAL

Président: M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, Professeur.

Suffragants : { *M. MOREL, Professeur.*
 { *M. ESMEIN, Professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE B. DEY

162, RUE SAINT-JACQUES (v^e)

1939

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



LA RÉGLEMENTATION NOTARIALE

SES RÉPERCUSSIONS SUR LES OPÉRATIONS BANCAIRES DES NOTAIRES

Introduction

Il existe des traités complets du notariat mais, à notre connaissance, la question des rapports des notaires avec les banques n'a fait l'objet, jusqu'à ce jour, d'aucune étude spéciale.

Et cependant, le sujet ne manque pas d'intérêt, tant en raison de son aspect pratique que par la multiplicité des problèmes qu'il soulève.

« La différence est grande » notait déjà le garde des Sceaux THEVENET, dans son rapport au Président de la République sur le décret du 30 janvier 1890 « entre le notaire de l'an XI, simple rédacteur des actes, conseillé désintéressé des clients, et le notaire d'aujourd'hui, dont la sphère d'action s'est démesurément agrandie, qui n'est plus seulement le fonctionnaire public chargé par la loi, de donner l'authenticité aux conventions, mais qui s'est fait le conseil privé et incessant des parties, l'arbitre de leurs différends, le négociateur de leurs intérêts et souvent le dépositaire quotidien de leur fortune ».

Depuis 1890, la sphère de l'activité notariale s'est encore élargie. Dans les grandes villes, les études sont souvent d'importantes agences d'affaires où se traitent les opérations les plus variées.

De ce fait, les notaires sont appelés à recevoir dans leurs caisses, pour le compte de leurs clients, des fonds parfois considérables. La garde de ces fonds, leur maniement, entraînent

nécessairement des relations de plus en plus nombreuses entre les notaires et les banques.

En principe les notaires ne peuvent conserver ces fonds plus de six mois. Passé ce délai, ils sont tenus, aux termes de l'article 2 du décret du 30 janvier 1890 de consigner à la caisse des dépôts et consignations, les sommes dont ils se trouvent être détenteurs, pour le compte de leurs clients. Les auteurs du décret susvisé ont voulu par cette prescription, éviter l'accumulation des fonds dans les études, accumulation qui n'irait pas sans présenter de graves dangers, en raison des tentations de spéculation ou de détournement qu'elle serait susceptible de provoquer.

Mais d'une part, le délai de six mois peut être prolongé pour une nouvelle période d'égale durée sur demande écrite des parties intéressées faite dans le mois précédant la première échéance, et, d'autre part ce délai est déjà suffisamment long pour permettre de massives constitutions d'encaisses.

Naturellement pour la garde de ces fonds, pour leur manie-
ment, les notaires ont recours aux offices des banquiers.

Notons ici que les notaires, comme tous autres particuliers ont le droit le plus absolu de se faire ouvrir un compte en banque pour leurs opérations ou besoins personnels.

Ils auraient pu songer à utiliser ce compte pour y déposer les fonds de leurs clients. Mais une telle pratique, outre qu'elle serait contraire aux principes d'une saine gestion comptable, irait à l'encontre de la prohibition édictée par l'art. 12 de l'ordonnance de 1843 aux termes duquel il est interdit aux notaires de « placer en leur nom personnel des fonds qu'ils auraient reçus ».

Aussi les notaires ont-ils soin généralement de séparer nettement leurs opérations personnelles de celles réalisées pour le compte de leurs clients.

Les comptes dont l'ouverture peut être demandée par eux pour les besoins de leurs clients sont essentiellement des comptes de dépôts, comptes-courants, comptes de dépôts de fonds, comptes de caisse, comptes de chèques, etc..., en un

mot des comptes comportant seulement des dépôts de fonds, productifs ou non d'intérêts, à l'exclusion de toute opération de crédit.

Le seul service que le notaire puisse en effet demander à son banquier, pour les besoins de sa clientèle, est d'assurer dans les meilleures conditions de sécurité et de commodité la garde et le paiement des fonds que lui ont déposés ses clients.

Ce qui vient d'être dit des dépôts de fonds s'applique également, quoiqu'avec certaines réserves, aux dépôts de titres. Les notaires peuvent se trouver détenteurs de valeurs appartenant à leurs clients, par exemple de valeurs provenant d'une succession et que le notaire conserve en attendant de pouvoir en faire régulièrement la remise aux ayants droits. Si cette remise ne peut être effectuée pour une cause quelconque, le notaire en attendant qu'elle devienne possible, a intérêt à remettre ces titres chez son banquier (1).

Enfin signalons que les notaires agissant comme intermédiaires de leurs clients, peuvent réaliser auprès des Banques des opérations diverses, achats et ventes de titres et surtout souscriptions aux émissions en cours.

En laissant aux notaires la faculté de conserver par devers eux les fonds versés depuis moins de six mois par leurs clients ou touchés pour leur compte, les auteurs du décret du 30 janvier 1890 entendaient que les notaires assumeraient eux-mêmes dans leur caisse personnelle et à leurs risques et périls, la garde de ces fonds à moins qu'ils ne préférèrent les consigner volontairement avant l'expiration du délai légal, mais il n'avait pas été dans leur intention d'en permettre le dépôt dans des banques.

Cependant, une pratique contraire s'est depuis longtemps établie et il faut bien reconnaître qu'il était difficile qu'il en fut autrement. Les notaires ne sont pas outillés en effet pour

(1) Il y a lieu de noter qu'en ce qui concerne les titres, il n'existe pas, comme pour les sommes, de textes prévoyant la consignation par les notaires à défaut de remise aux intéressés dans un certain délai.

conserver dans leurs caisses des sommes aussi considérables que celles dont il leur arrive d'être détenteurs. Le dépôt en banque leur assure à cet égard une sécurité.

Aussi la chancellerie admit-elle le maintien de cette pratique (1).

Cependant il n'eut pas été sans danger de laisser aux notaires la liberté la plus complète à cet égard. La sécurité qu'assure le dépôt en banque n'est vraie que si la Banque dépositaire présente les plus solides garanties. Tolérée dans l'intérêt de la clientèle, la pratique des dépôts ne devait pas constituer, pour celle-ci, un risque supplémentaire. C'est dans ce but qu'une circulaire du Garde des Sceaux aux Procureurs Généraux en date du 15 février 1924, en même temps qu'elle apportait une consécration officielle à la pratique adoptée par les notaires, en restreignait le libre exercice en désignant limitativement les établissements où les dépôts étaient autorisés.

Après avoir, dans ladite circulaire, rappelé qu'en principe les notaires sont tenus de conserver par devers eux, sous leur responsabilité directe et personnelle, s'ils ne préfèrent les consigner, les fonds qu'ils ont reçus depuis moins de six mois, le Garde des Sceaux ajoute : « le principe étant ainsi posé, il n'entre pas dans mes intentions d'interdire d'une façon absolue la pratique des dépôts qui, si elle est prudemment conçue, ne peut que donner aux clients une sûreté supplémentaire. Mais c'est sous la réserve que les dépôts ne puissent être effectués que dans des conditions excluant pour le public, comme pour les notaires eux-mêmes, le moindre risque ». Et le Mi-

(1) M. RENAULT, député, a posé au Ministre de la Justice la question écrite suivante : « pour quelles raisons les intérêts des sommes appartenant aux clients et détenues par les notaires depuis moins de six mois sont-ils la propriété des notaires, alors que les intérêts des sommes déposées par les notaires à la Caisse des dépôts et consignations appartiennent aux clients ».

Réponse : En permettant aux notaires d'effectuer dans certains établissements le dépôt de ces fonds, dépôt auquel ils sont incités par l'attrait d'un intérêt modique la Chancellerie a surtout en vue l'intérêt de la clientèle qui trouve ainsi plus de garanties de sécurité (Q. 10.924. J. O., 20 déc. 1930. Déb. Parl. Chambre, p. 3839).

nistre de la Justice prescrit, en conséquence aux notaires qui croient devoir pour leur propre sécurité et celle de leurs clients déposer les fonds dont ils ont la garde, sans aller jusqu'à les consigner, de n'effectuer ces dépôts qu'au Trésor public (1) ou à la Banque de France.

Les prescriptions du Garde des Sceaux ne furent que médiocrement observées, bien que des instructions en date des 18 septembre et 2 décembre 1924, 19 décembre 1925, 24 mars 1926, 10 septembre et 15 novembre 1928 eussent progressivement allongé la liste des établissements autorisés à recevoir les dépôts des notaires.

Aussi, le Ministre de la Justice, dans une nouvelle circulaire en date du 24 décembre 1930, après avoir constaté qu'en dépit des prescriptions antérieures, de nombreux notaires persistaient à déposer dans des banques privées les fonds détenus par eux depuis moins de six mois, dut-il insister auprès des Procureurs généraux pour que ceux-ci tinssent fermement la main à l'exécution des instructions ministérielles.

Les établissements autorisés à recevoir les dépôts des notaires sont actuellement les suivants : la Banque de France, la Caisse des dépôts et consignations, substituée à cet égard, depuis 1928, à la caisse centrale du Trésor et aux trésoreries générales, les bureaux de chèques postaux, le Crédit Foncier de France et les caisses de Crédit agricole.

Depuis le renforcement du contrôle notarial obtenu grâce aux dispositions du décret du 16 mars 1931, les prescriptions ministérielles relatives au dépôt par les notaires des fonds non soumis à la consignation sont aujourd'hui très généralement observées.

L'extension du rôle du notaire n'a pas été sans entraîner des abus, des désordres et quelques pénibles scandales et sans faire naître à l'encontre tant des notaires que de leurs clients, des risques et des dangers.

(1) La caisse des dépôts et consignations a été substituée à cet égard en 1928 au Trésor public.

Pour réprimer les uns, pour prévenir les autres, toute une réglementation nouvelle est née, dont l'objet est d'interdire aux notaires certaines opérations jugées plus particulièrement dangereuses, d'imposer aux études des règles strictes de comptabilité et d'établir sur les opérations notariales un contrôle disciplinaire rigoureux.

Cette réglementation ne va pas sans affecter les relations constantes que les notaires entretiennent avec les banques soit pour le compte de leurs clients soit pour la gérance de leur patrimoine propre.

Le but du présent travail sera d'étudier l'influence de cette réglementation sur ces relations.

Dans le cours de ce travail nous appellerons opérations bancaires, les opérations, de quelque nature qu'elles soient, traitées *avec une banque*, et plus spécialement nous appellerons opérations bancaires des études, les opérations traitées par le notaire pour le compte de sa clientèle et opérations bancaires personnelles du notaire celles traitées par celui-ci pour son compte personnel ; les premières intéressent le patrimoine des clients du notaire et les secondes le patrimoine personnel de celui-ci.

Il nous est apparu qu'avant d'aborder le fond même de notre sujet, il ne serait pas sans intérêt de rappeler brièvement les principes généraux de l'organisation notariale, telle qu'elle résulte de la loi fondamentale du 25 ventôse, an XI et des lois postérieures, en insistant plus particulièrement sur ceux de ces principes spécialement en rapport avec l'objet même de notre étude, et notamment sur les incompatibilités et prohibitions édictées à l'encontre des notaires, sur la discipline du notariat, sur les règles relatives à la comptabilité notariale et sur celles concernant le contrôle et l'inspection des études.

Ce sera la matière de notre chapitre I^{er}.

Puis nous étudierons dans un chapitre second les répercussions de cette réglementation sur les relations entre banquiers et notaires, ces derniers agissant pour le compte de leurs clients (opérations bancaires des études) et dans un chapitre troisième les répercussions de cette réglementation sur les rela-

tions entre banquiers et notaires lorsque ces derniers agissent pour leur compte personnel (opérations bancaires personnelles des notaires).

Enfin dans un quatrième et dernier chapitre nous examinerons s'il est possible de remédier aux inconvénients qu'entraîne la confusion des opérations des notaires avec les banques, d'une part, lorsqu'ils agissent pour le compte de leurs clients, d'autre part, lorsqu'ils agissent pour leur propre compte et de supprimer ou tout au moins réduire les incompatibilités et les interdictions résultant de l'organisation notariale actuelle.

CHAPITRE I

La profession notariale. Sa réglementation.

Nous n'entreprendrons pas d'étudier, par le détail, l'ensemble des dispositions législatives ou réglementaires qui constituent l'organisation notariale.

Une telle étude nous entraînerait très au delà du cadre que nous nous sommes fixé.

Nous nous bornerons à rappeler brièvement les dispositions fondamentales de la matière et nous insisterons plus particulièrement sur les prohibitions et incompatibilités édictées à l'encontre des notaires, la discipline du notariat et les règles relatives à la comptabilité des études.

SECTION I.

Notions générales.

NOTIONS HISTORIQUES.

Les origines du notariat sont fort anciennes. Chez les Phéniciens, les Egyptiens, les Hébreux, les Grecs, on trouve déjà des personnages connaissant l'art, assez peu répandu à cette époque, de l'écriture et qui se chargeaient de constater par écrit les conventions et les engagements.

A Rome, ce rôle fut tout d'abord confié à des esclaves publics (*servi publici*) ; plus tard, furent institués des tabel-

lions, sortes d'officiers publics dont la mission consistait à *noter* les intentions des contractants, d'où leur nom de notaires (*notarii*).

Toutefois, la seule intervention des tabellions était insuffisante pour conférer à l'acte le caractère d'authenticité ; il fallait pour cela que l'acte fut transcrit sur des registres officiels (*publica monumenta*) destinés à recevoir copie des jugements et des actes passés par les citoyens.

En France, on trouve les premières traces du notariat à partir du règne de Charlemagne. Celui-ci institua, pour recevoir et constater les volontés humaines, des fonctionnaires publics, sortes de magistrats, appelés *judices chartularii*.

Mais ce n'est qu'à partir de Saint Louis que l'institution des notaires se précise et revêt un caractère voisin de celui qu'elle a conservé. Ce roi, reprenant l'œuvre de Charlemagne, institua, dans la prévôté de Paris, soixante offices de notaires « pour recevoir les actes de la juridiction volontaire et leur donner, par leur attestation, la force et le sceau de l'autorité publique ».

L'institution, par la suite, ne fit que se développer. Philippe IV, en 1302, établit des notaires dans tous ses domaines, et par l'ordonnance d'Amiens de 1304, apporta un premier essai de réglementation notariale.

Henri IV, en 1597, rendit héréditaire les offices des notaires.

A la veille de la Révolution, on distinguait en France trois sortes de notaires :

1^o *Les notaires royaux*, institués en vertu de provisions délivrées par le Roi ; ils instrumentaient dans le ressort des juridictions royales (bailliages ou sénéchaussées) auxquelles ils étaient attachés.

2^o *Les notaires seigneuriaux*, nommés par les seigneurs justiciers pour instrumenter dans l'étendue de la justice dont ils dépendaient.

3^o *Les notaires apostoliques* plus spécialement chargés de dresser les actes ecclésiastiques, notamment ceux constatant les transmissions de bénéfices.

Une des caractéristiques de l'institution notariale sous l'Ancien Régime, est que les notaires étaient considérés comme des officiers de justice instrumentant au nom du juge dans le ressort duquel ils étaient établis.

La Révolution modifia profondément l'organisation du notariat.

La loi du 6 octobre 1791 abolit la vénalité et l'hérédité des offices de notaires ; elle crée des notaires publics, auxquels elle confère la qualité de *fonctionnaires* et dont elle fait des délégués du pouvoir exécutif et non plus du pouvoir judiciaire.

La loi du 6 octobre 1791 fut remplacée par celle du 25 ventôse an XI qui a organisé le notariat tel qu'il existe encore aujourd'hui.

Il ne sera question dans cette étude que de la réglementation notariale de droit commun, abstraction faite des régimes spéciaux applicables aux notaires d'Alsace-Lorraine et des colonies qui font l'objet d'une réglementation spéciale notamment en ce qui concerne la vénalité des offices, le droit de présentation, les cautionnements, etc.

LES PRINCIPAUX TEXTES LÉGISLATIFS RELATIFS AU NOTARIAT.

Malgré un assez grand nombre de modifications qui lui ont été apportées par des textes postérieurs, la loi du 25 ventôse an XI constitue encore le monument législatif sur lequel repose, dans ses grandes lignes, l'institution notariale moderne. On peut dire de cette loi qu'elle est le véritable code du notariat. C'est elle qui détermine les fonctions, le ressort et les devoirs des notaires, la forme et la conservation des actes, le régime et la discipline du notariat.

Des modifications importantes ont été apportées à la loi de ventôse par la loi du 12 août 1902 qui a remplacé par des textes nouveaux un certain nombre de ses dispositions.

Des modifications de détail ont fait l'objet de plusieurs lois

plus récentes ; loi du 21 février 1926 autorisant l'impression et la dactylographie des actes notariés (art. 13 et 15 de la loi du 25 ventôse an XI) ; loi du 24 février 1936 relative aux conditions d'accession aux fonctions de notaire.

L'ordonnance royale du 4 janvier 1843 est venue régler, dans le détail, la discipline notariale en créant et organisant les chambres de discipline dont la loi du 25 ventôse an XI (art. 50), s'était bornée à poser le principe.

Des décrets des 17 avril 1927 et 17 décembre 1935 ont modifié certains articles de l'ordonnance de 1843, concernant l'organisation des chambres de notaires.

Une autre série de textes, particulièrement importants eu égard à l'objet particulier de notre étude, est constituée par le décret du 30 janvier 1890 réglementant la comptabilité des études de notaires, le décret du 22 octobre 1910, complétant les articles 3 et 7 du décret susvisé et le décret du 16 mars 1931 (lui-même modifié sur certains points par les décrets des 24 mai 1933 et 17 décembre 1935) instituant des commissions chargées du contrôle et de l'inspection de la comptabilité des notaires.

Enfin, plus récemment, une loi du 25 janvier 1934, complétée par un règlement d'administration publique du 12 juillet 1934, lui-même modifié par un décret du 5 août 1935, a créé et réglementé, pour répondre aux vœux maintes fois formulés des intéressés, des caisses communes de garantie, chargées d'assurer le remboursement des dépôts effectués dans les études notariales.

CONDITIONS D'ACCESSION AU NOTARIAT.

Nous rappellerons brièvement que, pour être admis aux fonctions de notaire, il faut :

- 1^o jouir de l'exercice des droits de citoyen ;
- 2^o avoir satisfait aux lois sur le recrutement de l'armée ;
- 3^o être âgé de 25 ans accomplis ;
- 4^o justifier d'un temps de stage ;

5° avoir subi avec succès les épreuves d'un examen professionnel et obtenu de la Chambre de discipline un certificat de moralité (loi du 25 ventôse an XI, art. 35 à 43, modifiés par loi du 12 août 1902).

Le stage consiste à travailler dans une étude de notaire. Sa durée est, en principe, de six années entières et non interrompues, dont deux au moins en qualité de premier clerc. Toutefois, le temps de stage est réduit de quatre années, dont une au moins en qualité de premier clerc, si le candidat justifie du diplôme de docteur ou de licencié en droit, ou du certificat d'élève diplômé d'une école de notariat reconnue par l'Etat (loi du 25 ventôse an XI, art. 36 modifié par loi du 21 août 1936).

Des dispenses partielles de stage peuvent être accordées par le Garde des Sceaux aux membres des tribunaux civils ou des cours ayant au moins deux ans de fonctions, aux avoués et avocats ayant au moins deux ans d'inscription au tableau, aux receveurs et agents supérieurs de l'administration de l'enregistrement, aux greffiers en chefs des cours et tribunaux civils, licenciés en droit, ayant exercé leurs fonctions pendant cinq ans au moins (loi du 25 ventôse an XI, art. 37 modifié par loi du 12 août 1902).

Mais les bénéficiaires de la dispense doivent néanmoins subir avec succès les épreuves de l'examen professionnel obligatoire pour tous les candidats.

Cet examen qui comprend des épreuves écrites et des épreuves orales est passé au chef-lieu du département dans lequel l'aspirant est au stage, devant une commission de cinq membres au moins comprenant : le président ou le syndic de la chambre des notaires du chef-lieu qui en a la présidence, un ou plusieurs notaires délégués par les chambres du département et un agent supérieur de l'enregistrement (loi du 25 ventôse an XI, art. 42 modifié par loi du 12 août 1902).

NOMINATION DES NOTAIRES.

Aux termes de l'article 45 de la loi du 25 ventôse an XI, les notaires devaient être nommés par le Premier Consul, qui leur délivrait une commission énonçant le lieu fixe de la résidence.

Aujourd'hui, les notaires sont nommés par un décret du Président de la République rendu sur la présentation du ministre de la Justice.

Dans les deux mois de sa nomination, le notaire nouvellement promu doit, sous peine de déchéance, prêter serment à l'audience du tribunal de 1^{re} instance de sa résidence (loi du 25 ventôse an XI art. 47).

Il ne peut exercer qu'à compter du jour de la prestation de serment (*id.* art. 48).

Il doit également, avant d'entrer en fonctions déposer sa signature et son paraphe au greffe de chaque tribunal de 1^{re} instance de son département et au secrétariat de la mairie de sa résidence.

Pour les notaires à la résidence d'une cour d'appel, le même dépôt doit être effectué au greffe de tous les autres tribunaux de 1^{re} instance du ressort de la Cour (loi du 25 ventôse an XI, art. 49).

Cette disposition a pour but de permettre aux juges d'authentifier et de légaliser la signature des notaires sur les actes qui doivent être exécutés hors du ressort de leur résidence.

FONCTIONS ET ATTRIBUTIONS DES NOTAIRES.

L'article 1^{er} de la loi du 25 ventôse an XI donne des notaires la définition suivante : « Les notaires sont des fonctionnaires publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité pu-

blique et pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions.

La première attribution des notaires, comme l'indique le texte rappelé ci-dessus, est de recevoir et constater les conventions auxquelles les parties désirent ou doivent faire conférer l'authenticité.

A côté de cette fonction essentielle, le notaire possède de nombreuses autres attributions de nature très diverse (délivrance de certificats de propriété, dépôt de testaments olographes, établissement des actes de notoriété, partages et inventaires, ventes publiques, etc...) qu'ils tiennent de la loi et d'autres encore que la jurisprudence leur a reconnues.

En outre soit à l'occasion de ses fonctions légales, soit même en dehors le notaire est souvent mandataire privé des parties. Etant en raison de ses fonctions au courant et de la loi et des affaires personnelles de ses clients, il est devenu leur conseiller et accomplit pour leur compte et avec eux un certain nombre d'opérations qui ne rentrent pas dans leurs attributions légales.

Le rôle du notaire est donc double, fonctionnaire public dans le premier cas et conseiller privé des parties dans le second.

Qu'il agisse comme fonctionnaire public ou comme conseil privé, le notaire se trouve fréquemment détenteur de fonds appartenant à ses clients.

Il peut en être ainsi tout d'abord à l'occasion d'actes reçus par le notaire ou qu'il est appelé à recevoir. Les cas les plus fréquents sont ceux des dépôts effectués après un acte d'emprunt reçu par le notaire ou après un contrat de vente. Les formalités hypothécaires, les opérations de transcription exigent des délais assez longs. En attendant leur réalisation, le notaire est constitué dépositaire des sommes prêtées ou du montant de la vente et n'en fait la remise à l'emprunteur ou au vendeur qu'une fois l'hypothèque inscrite ou la transcription opérée.

Dans les règlements de succession, les notaires conservent

généralement, en attendant le partage, les fonds provenant de l'actif successoral ; de même, ils détiennent normalement, en attendant la célébration du mariage, les fonds constitués en dot.

Il peut arriver, d'autre part, que le notaire soit constitué sequestre de sommes litigieuses ou encore de fonds dotaux soumis à une obligation d'emploi.

Très souvent encore, les notaires se chargent de la gestion des biens et de la fortune des propriétaires qui ne peuvent ou ne veulent s'en occuper eux-mêmes. De ce fait, ils sont amenés à percevoir des fermages, à toucher des loyers ou des intérêts.

Ce rapide aperçu permet d'entrevoir l'importance des opérations de caisse que peuvent réaliser certaines études. Dans les villes importantes, il arrive que les notaires se trouvent détenteurs, pour le compte de leurs clients, de sommes considérables. La garde de ces fonds, leur gestion, leur maniement supposent nécessairement l'intervention des banques et l'on conçoit ainsi toute l'ampleur que peuvent revêtir les opérations bancaires de certaines études.

Il convient cependant de signaler, à cet égard, qu'aux termes de l'article 2 du décret du 30 janvier 1890, les notaires doivent consigner à la caisse des dépôts et consignations les sommes qu'ils détiennent depuis plus de six mois, pour le compte de tiers à quelque titre que ce soit, avec faculté toutefois de conserver ces sommes pour une nouvelle période de six mois, sur demande écrite des intéressés faite dans le mois précédant la première échéance semestrielle. Ce sont donc seulement les fonds reçus depuis moins de six mois qui peuvent donner lieu à des dépôts en banque et nous avons vu (1) que des circulaires du Ministre de la Justice ont limitativement désignés les banques ou caisses publiques où les notaires ont la possibilité de déposer les fonds de leurs clients.

(1) V. *supra*, p. 9.

SECTION II.

Des incompatibilités et prohibitions édictées à l'encontre des notaires.

FONCTIONS INCOMPATIBLES.

Aux termes de l'article 7 de la loi du 25 ventôse an XI « les fonctions de notaires sont incompatibles avec celles de juges, commissaires du Gouvernement (aujourd'hui procureurs de la République) près les tribunaux, leurs substituts, greffiers, avoués, huissiers, préposés à la recette des contributions directes et indirectes, juges, greffiers et huissiers des justices de paix, commissaires de police et commissaires aux ventes ».

Dans le but de soustraire le notaire à des risques et de donner ainsi plus de sécurité au public, des dispositions postérieures ont étendu le nombre de ces incompatibilités.

Une ordonnance du 14 avril 1819 a interdit aux notaires de remplir les fonctions d'agent de change.

L'ordonnance du 20 novembre 1822 réglementant l'exercice de la profession d'avocat, a déclaré cette profession incompatible avec les fonctions de notaire (art. 42).

Il est de même interdit aux notaires d'exercer les fonctions d'agent d'assurance (décision Min. Justice, 6 mars 1860) commissaire priseur (Ord., 21 juillet 1822), conservateur des hypothèques (loi du 21 ventôse an VII).

D'autre part, l'ordonnance du 4 janvier 1843 qui a prononcé à l'encontre des notaires d'importantes prohibitions a créé, par le fait de ces prohibitions, une incompatibilité entre les fonctions notariales et les professions de commerçant, banquier, courtier et administrateur de sociétés.

Le fait, pour un notaire en exercice d'accepter des fonctions nouvelles incompatibles avec celles de notaire impliquerait, de sa part, renonciation immédiate à ses fonctions nota-

riales. A l'inverse, le fait pour une personne exerçant une profession comprise parmi celles indiquées ci-dessus comme incompatibles, d'être nommé notaire et de prêter serment en cette qualité entraîne, *ipso facto*, renonciation à ses fonctions antérieures.

PROHIBITIONS ÉDICTÉES A L'ENCONTRE DES NOTAIRES.

Ces prohibitions sont de deux sortes : les unes, prévues par la loi du 25 ventôse an XI, interdisent aux notaires d'instrumenter hors de certaines limites territoriales et à l'égard de certaines personnes ; les autres, édictées par l'ordonnance du 4 janvier 1843 et le décret du 30 janvier 1890, interdisent aux notaires certaines opérations qui ne rentrent pas dans l'exercice normal de leurs fonctions et dont la réalisation présenterait, tant pour le notaire lui-même que pour la clientèle, des risques sérieux.

Nous indiquerons brièvement les prohibitions du premier groupe ; nous nous étendrons plus longuement sur celles du second dont certaines se rapportent directement à l'objet même de notre étude et présentent, de ce chef, un intérêt primordial.

a) *Prohibitions édictées par la loi du 25 ventôse an XI.*

Elles sont au nombre de deux :

L'article 6 de la loi du 25 ventôse an XI interdit aux notaires d'instrumenter hors de leur ressort. L'étendue du ressort de chaque notaire est elle-même déterminée par l'article 5 de la susdite loi. Elle est variable suivant que le notaire a sa résidence dans une ville, siège d'une Cour d'appel, dans une ville où il n'y a qu'un tribunal de 1^{re} instance ou enfin dans tout autre commune. Dans le premier cas, le notaire peut exercer ses fonctions dans l'étendue du ressort de la Cour ; dans le second cas, dans l'étendue du ressort du tribunal de 1^{re} instance ; dans le troisième cas, dans l'étendue

du ressort de la justice de paix, sauf exception résultant de dispositions législatives spéciales notamment en cas de suppression de tribunaux ou de modifications territoriales apportées aux circonscriptions judiciaires.

La sanction de la prohibition d'instrumenter hors du ressort est déterminée par l'article 5 de la loi de ventôse ; le notaire doit être suspendu de ses fonctions pendant trois mois, être destitué en cas de récidive ; il peut enfin être condamné à tous dommages-intérêts à l'égard de ses confrères auxquels son intervention illégale hors de son ressort a pu porter préjudice.

Une seconde prohibition est édictée par la loi de ventôse an XI dans son article 8, qui dispose que « les notaires ne pourront recevoir des actes dans lesquels leurs parents ou alliés, en ligne directe, à tous les degrés et collatérale, jusqu'au degré d'oncle ou de neveu inclusivement, seraient parties, ou qui contiendraient quelque disposition en leur faveur ».

La jurisprudence décide d'une façon constante que la défense faite aux notaires de recevoir des actes dans lesquels leurs parents ou alliés seraient parties s'étend également aux actes dans lesquels ils seraient eux-mêmes parties intéressées, soit en leur propre nom, soit sous le nom d'une personne interposée.

La sanction de cette prohibition est la nullité de l'acte, en tant qu'acte authentique. On admet toutefois, s'il s'agit d'un acte intéressant des parents ou alliés au degré prohibé, que l'acte peut valoir comme acte sous seing privé. Si au contraire, il s'agit d'un acte intéressant le notaire lui-même, l'acte ne peut valoir ni comme acte authentique, ni comme acte sous-seing privé (1).

Bien entendu, la contravention à la prohibition de l'article 8 de la loi de ventôse, entraîne la responsabilité civile

(1) Cass., 27 novembre 1876. S. 77.1.109. D. 77.1857 ; Nancy, 21 déc. 1872. S. 73.2.83. D. 73.2.198 ; Paris, 29 nov. 1895, *Rev. not.*, n° 9503.

du notaire, à raison du préjudice subi par les parties du fait de la nullité de l'acte authentique.

Enfin, elle peut motiver des poursuites disciplinaires, par exemple la suspension contre le notaire contrevenant (1).

b) *Prohibitions édictées par l'ordonnance du 4 janvier 1843 et le décret du 30 janvier 1890.*

Ces prohibitions ont pour objet d'interdire aux notaires certains actes de caractères spéculatif ou de nature à présenter des dangers tant pour les clients des notaires que pour le bon renom de la corporation.

Les opérations qui sont ainsi interdites aux notaires ne sont pas, pour la plupart, repréhensibles en elles-mêmes. Mais le législateur les considère comme susceptible d'*exposer la clientèle des études à des risques que celle-ci ne pouvait prévoir.*

Aux termes de l'article 12 de l'ordonnance royale du 4 janvier 1843, il est interdit aux notaires :

1^o de se livrer à aucune spéculation de bourse ou opération de commerce, banque, escompte et courtage.

Il est à noter que les opérations de bourse ne sont interdites aux notaires que pour autant qu'elles revêtent un caractère spéculatif, elles restent parfaitement licites, s'il s'agit de simples placements.

Par contre, les opérations de commerce sont prohibées en toute hypothèse ainsi que les opérations de banque, escompte et courtage et nous aurons l'occasion de rencontrer ultérieurement (2) des conséquences fort importantes de cet ensemble de prohibitions à savoir l'impossibilité pour les notaires de créer ou endosser des lettres de change, puisque la lettre de change est réputée acte de commerce pour toutes personnes qui y apposent leur signature (art. 632 du C. com.) et aussi

(1) Metz, 27 avr. 1864, *Rev. not.*, n^o 1026. Trib. Laon, 29 oct. 1838, *J. not.*, art. 10.440.

(2) Voir *infra*, p. 79.

l'interdiction faite aux notaires de présenter des effets à l'escompte.

Les opérations de commerce, d'escompte et de courtage se conçoivent d'une manière précise et ces termes ne peuvent prêter à ambigüité. Il n'en est pas de même des opérations de banque.

La loi n'a pas défini ces opérations qui comprennent celles d'escompter et de courtage mentionnées par le décret de 1843. La question s'est posée de savoir si elles comprenaient aussi notamment le prêt à intérêts, opération des plus dangereuses. Le décret de 1890 n'a pas précisé cette notion mais il a interdit au notaire « de recevoir ou de conserver des fonds à charge d'en servir l'intérêt ».

Nous reparlerons plus loin de cette prohibition (1).

L'interdiction édictée à l'encontre des notaires de faire du commerce n'a pas pour but de protéger ceux-ci, mais d'empêcher qu'ils ne se livrent à des opérations peu compatibles avec leur profession. Il en résulte que les actes de commerce faits par un notaire ne sont pas entachés de nullité, mais ont seulement pour effet, d'une part, d'entraîner l'application de sanctions disciplinaires, et, d'autre part, lorsque le caractère habituel de ces actes est suffisamment établi, de faire acquérir au notaire la qualité de commerçant avec toutes ses conséquences et notamment celle d'être déclaré en faillite, s'il se trouve en état de cessation de paiements à l'occasion d'engagements commerciaux (2).

On conçoit, dans ces conditions (et nous aurons l'occasion de revenir sur cette idée) que les tiers et notamment les banques ont le plus grand intérêt à éviter de réaliser avec les notaires des opérations à caractère commercial.

2° de s'immiscer dans l'administration d'aucune société, entreprise ou compagnie de finances, de commerce ou d'industrie.

(1) Voir *infra*, p. 76.

(2) Amiens, 22 déc. 1893 et sur pourvoi Req., 15 janv. 1895. D. 95.1.40
Bourges, 17 déc. 1900. S. 1901.2.44.

Cette disposition interdit aux notaires de faire partie d'une société en nom collectif. Elle ne les empêche pas d'entrer dans une société en commandite à la condition qu'ils n'en soient pas gérants, et qu'ils ne prennent l'initiative d'aucun acte de gestion. De même, les notaires peuvent être propriétaires d'actions d'une société anonyme ou de parts d'une société à responsabilité limitée. Mais il leur est interdit d'intervenir dans l'administration de la société, soit en qualité de gérant, soit comme membre du Conseil d'administration.

3^o de faire des spéculations relatives à l'acquisition et à la revente des immeubles, à la cession de créances, droits successifs, actions industrielles et autres droits incorporels.

L'ordonnance de 1843 tend, par cette prohibition, à empêcher les notaires de profiter de leur situation pour réaliser des opérations spéculatives au préjudice de leurs clients.

Le danger qui pouvait être redouté était le suivant : Une personne propriétaire d'un immeuble ou titulaire d'une créance ou d'un droit incorporel quelconque, se trouvant pressée d'un besoin d'argent, chargeait son notaire de lui trouver un acquéreur ou un cessionnaire. Le notaire, profitant de la gêne de son client, se portait acquéreur ou cessionnaire à vil prix, pour son propre compte, dans le but de revendre ultérieurement l'immeuble ou de céder à nouveau la créance et de retirer, de la sorte, un gros profit de l'opération.

En vertu de l'article 12 de l'ordonnance du 4 janvier 1843, ces opérations spéculatives sont interdites aux notaires.

4^o de s'intéresser dans aucune affaire pour laquelle ils prêtent leur ministère.

Cette prohibition est à rapprocher de celle de la loi de ventôse an XI, en vertu de laquelle il est interdit aux notaires de recevoir des actes dans lesquels ils sont parties ou qui contiennent des dispositions en leur faveur (1).

5^o de placer, en leur nom personnel, des fonds qu'ils auraient reçus, même à la condition d'en servir l'intérêt.

(1) V. *supra*, p. 22.

Cette prohibition est devenue sans intérêt du fait des dispositions de l'article 1^{er} du décret du 30 janvier 1890 qui interdit aux notaires de recevoir ou conserver des fonds à charge d'en servir l'intérêt (1).

6° de se constituer garants ou cautions, à quelque titre que ce soit, des prêts qui auraient été faits par leur intermédiaire ou qu'ils auraient été chargés de constater par acte public ou privé.

Cette prohibition se justifie si l'on tient compte d'une part que le notaire ne peut avoir d'intérêt personnel, non plus du reste que ses proches parents ou alliés, dans les actes qu'il reçoit (loi du 25 ventôse an XI, art. 8) et d'autre part que de tels engagements l'exposeraient à de graves responsabilités susceptibles de compromettre sa situation et de nuire ainsi à l'ensemble de sa clientèle.

7° de se servir de prête-noms en aucune circonstance, même pour des actes autres que ceux désignés ci-dessus.

Le but de cette prohibition est ici encore de protéger les tiers contre toute manœuvre frauduleuse du notaire.

A cet ensemble de prohibitions, le décret du 30 janvier 1890 a ajouté de nouvelles interdictions qu'énumère l'article 1^{er} dudit décret.

Aux termes de cet article, il est interdit aux notaires :

1° de recevoir ou conserver des fonds à charge d'en servir l'intérêt.

2° d'employer, même temporairement, les sommes ou valeurs dont ils sont constitués détenteurs à un titre quelconque, à un usage auquel elles ne seraient pas destinées.

Cette double prohibition a été édictée dans le but de mettre fin aux pratiques de certains notaires, pratiques que le Garde des Sceaux dénonçait dans sa circulaire du 1^{er} mars 1890.

« Le notaire, est-il dit dans cette circulaire, accepte de ses « clients (qui croient la chose licite) des dépôts de fonds pro-

(1) V. *infra*, p. 26.

« ductifs d'intérêt à partir du jour du dépôt. Ces dépôts sont
« faits au notaire dans l'attente d'un placement hypothé-
« caire que l'officier public s'engage à réaliser ou même, sans
« condition, selon le degré de confiance des clients. Le notaire,
« s'il ne dispose pas des fonds à son profit personnel, s'il ne
« cherche pas à les faire fructifier dans des spéculations plus
« ou moins périlleuses, les emploie soit en obligations au
« porteur dans lesquelles il devient personnellement créan-
« cier, sous le nom d'un clerc ou de toute autre personne inter-
« posée, soit en prêts sur simples billets, quand il se croit
« assuré des garanties de solvabilité. Ces divers agissements,
« essentiellement contraires aux devoirs du notariat, trans-
« forment peu à peu les études de notaires en agences de
« spéculation et de banque. »

Le décret du 30 janvier 1890 tend à réprimer de telles pratiques, irrégulières et dangereuses.

3^o de retenir, même en cas d'opposition les sommes qui doivent être versées par eux à la Caisse des dépôts et consignations, dans les cas prévus par les lois, décrets ou règlements.

Cette prohibition se rattache à la règle édictée par l'article 2 du décret du 30 janvier 1890 aux termes duquel « les notaires ne peuvent conserver durant plus de six mois les sommes qu'ils détiennent pour le compte de tiers, à quelque titre que ce soit. Toute somme qui, avant l'expiration de ce délai, n'a pas été remise aux ayants droit, sera versée par le notaire à la Caisse des dépôts et consignations ».

Le but poursuivi par les auteurs du décret est ici encore d'empêcher que les notaires n'aient à leur disposition des sommes trop importantes. « Il est absolument nécessaire, dit la circulaire du Garde des Sceaux, de protéger les notaires contre les tentations multiples de spéculations qui les assaillent. »

4^o de faire signer des billets ou reconnaissances en laissant le nom du créancier en blanc.

On retrouve ici le souci du législateur d'empêcher le notaire de réaliser pour son propre compte des opérations avec

sa clientèle. Au surplus, la connaissance du créancier à l'égard duquel il va se trouver obligé est d'un intérêt capital pour le débiteur. La présente prohibition répond à cette double considération.

5° de laisser intervenir leurs clercs sans mandat écrit dans les actes qu'ils reçoivent.

Les clercs peuvent intervenir dans les actes au nom des parties, mais ils doivent agir en vertu d'un mandat écrit, lequel, dans le silence des textes, pourra être sous seing privé.

Les infractions à cet ensemble de dispositions sont sanctionnées non par la nullité de l'acte passé ou reçu en contravention des règles exposées ci-dessus, mais par des sanctions disciplinaires prononcées par la Chambre du ressort ou par le Tribunal civil, suivant la gravité du fait reproché au notaire.

SECTION III.

La discipline notariale.

LES CHAMBRES DE DISCIPLINE.

La loi du 25 ventôse an XI n'avait pas organisé la discipline intérieure du notariat. Elle s'était seulement bornée à déclarer, dans son article 50, que des chambres, spécialement chargées de cette discipline seraient ultérieurement établies par des règlements.

La création et l'organisation des Chambres de notaires a été l'œuvre d'un arrêté du 2 nivôse an XII, lequel a été, par la suite, abrogé et remplacé par l'ordonnance royale du 4 janvier 1843, elle-même modifiée, dans certaines de ses parties, par les décrets des 17 avril 1927 et 17 décembre 1935.

L'article 1^{er} de cette très importante ordonnance prévoit l'établissement près de chaque tribunal civil de première

instance d'une Chambre des notaires chargée du maintien de la discipline parmi les notaires de l'arrondissement.

Toutefois, le décret du 17 décembre 1935 dispose, par dérogation à la règle ci-dessus, que la juridiction d'une Chambre peut être étendue sur les notaires de l'ensemble des circonscriptions judiciaires du département ou de plusieurs d'entre elles, en vertu des délibérations concordantes prises par les notaires intéressés, en assemblée générale.

A) *Composition et fonctionnement des Chambres.*

Les Chambres de discipline se composent de notaires élus par leurs collègues de la circonscription réunis en Assemblée générale. La Chambre se renouvelle par tiers tous les ans, de telle manière qu'aucun membre ne puisse rester en fonctions plus de trois années consécutives (Ordonnance, 4 janv. 1843, art. 26). Les élections ont lieu chaque année dans la première quinzaine de mai ; elles se font au scrutin secret et à la majorité absolue (*id.*, art. 25).

Le nombre des membres composant la Chambre est variable selon l'importance du ressort.

Aux termes de l'article 4 de l'Ordonnance de 1843, modifié par le décret du 17 décembre 1935, la composition des Chambres est déterminée comme suit :

— Chambres dont le ressort comprend vingt notaires ou moins de vingt notaires : cinq membres :

— de vingt-et-un à quarante notaires : sept membres ;

— de quarante-et-un à soixante notaires : neuf membres ;

— de soixante-et-un à quatre-vingts notaires : treize membres ;

— de quatre-vingt-un à cent notaires : quinze membres ;

— plus de cent notaires : dix-sept membres.

La Chambre des notaires de Paris est composée de dix-neuf membres.

Les membres de la Chambre élisent entre eux un président,

un ou plusieurs syndics, un rapporteur, un secrétaire et un trésorier (Ord., 4 janv. 1843, art. 6 et 27).

Les Chambres de discipline tiennent séance, toutes les fois que le président ou le syndic jugent nécessaire de les convoquer. Elles ne peuvent valablement délibérer qu'autant que les membres présents et votants sont au moins au nombre de douze pour Paris, de neuf pour les Chambres composées de 17 ou de 15 membres, de sept pour les Chambres composées de 13 membres, de cinq pour les Chambres composées de neuf ou de sept membres et de trois pour les Chambres composées de cinq membres (Ord. de 4 janv. 1843, art. 5).

Les Chambres fonctionnent sous la surveillance du Ministère public qui peut se faire communiquer à tout moment le registre des délibérations (Ord. de 1843, art. 3, § 2).

B) *Attributions.*

Les attributions des Chambres de discipline peuvent être rangées en quatre groupes principaux : attributions disciplinaires, attributions conciliatrices, attributions consultatives, attributions administratives.

1^o *Attributions disciplinaires.* — Ce sont incontestablement les plus importantes. L'article 1^{er} de l'Ordonnance du 4 janvier 1843 les cite en tout premier rang :

« Les attributions de la Chambre sont : 1^o de prononcer et de provoquer suivant les cas l'application de toutes les dispositions de discipline. »

Le rôle principal des Chambres est donc d'exercer un contrôle disciplinaire sur tous les notaires du ressort, de veiller à l'observation des devoirs et obligations de la profession, au respect des interdictions et prohibitions, à l'application des règlements professionnels et au maintien de la dignité qui s'attache à l'exercice de la profession notariale. En cas d'infraction les Chambres peuvent prononcer contre le notaire contrevenant diverses peines, dont l'échelle varie selon la gravité de l'acte répressible.

Il importe d'ailleurs de signaler que l'action disciplinaire n'appartient pas exclusivement aux Chambres mais qu'elle est partagée entre celles-ci et les tribunaux de l'ordre judiciaire.

Le pouvoir disciplinaire des Chambres est limité, elles ne peuvent prononcer que les sanctions énumérées à l'article 14 de l'Ordonnance de 1843, savoir : le rappel à l'ordre, la censure simple, la censure avec réprimande du Président, la privation de voix délibérative dans l'Assemblée générale, l'interdiction de l'entrée de la Chambre pendant un temps qui ne peut excéder trois ans, pour la première fois et qui peut s'étendre à six ans en cas de récidive.

Si l'infraction commise par le notaire est de nature à entraîner une sanction plus grave, la suspension ou la destitution, la Chambre n'est pas qualifiée pour statuer, son rôle se borne, en ce cas, à émettre un avis sur l'application ou la non application de la peine. Si elle se prononce pour l'application, une expédition du procès-verbal de sa délibération est déposée au greffe du tribunal de 1^{re} instance et une autre expédition est remise au Procureur de la République (Ord. 4 janvier 1843, art. 15).

Quant aux tribunaux, ils tiennent leurs pouvoirs disciplinaires de l'article 53 de la loi du 25 ventôse an XI aux termes duquel « toutes suspensions, destitutions, condamnations d'amende et dommages-intérêts seront prononcées contre les notaires par le tribunal civil de leur résidence »...

2^o *Attributions conciliatrices.* — Les Chambres des notaires ont également pour mission : « de prévenir ou concilier tous différends entre notaires » ... comme aussi « toutes plaintes et réclamations de la part de tiers contre les notaires, à raison de leurs fonctions ».

3^o *Attributions consultatives.* — Aux termes de l'article 2, § 4 de l'Ordonnance du 4 janvier 1843, les Chambres sont qualifiées pour donner leur avis « sur les difficultés concernant le règlement des honoraires et vacations des notaires,

ainsi que sur tous différends soumis à cet égard au tribunal civil ». Cette disposition a perdu beaucoup de son importance du fait de la tarification par la loi des honoraires et vacations des notaires.

Par contre, les Chambres sont encore consultées par le Gouvernement sur toutes les questions qui intéressent la corporation notariale (Circ. Min. 6 mai et 11 juin 1830), les cas les plus pratiques sont ceux de la création ou de la suppression d'un office, d'une translation de résidence...

4^o *Attributions administratives.* — A côté d'attributions diverses, telles que la délivrance des certificats de stage et des certificats de moralité et de capacité aux aspirants aux fonctions notariales, attributions fort importantes en soi, mais sans grand intérêt à l'égard de l'objet précis de notre étude, nous rencontrons ici une catégorie particulière de dispositions, édictées par le décret du 30 janvier 1890 et qui présentent un intérêt capital, eu égard à notre sujet.

Aux termes de l'article 8 du décret précité, « les Chambres de discipline sont chargées de vérifier si la comptabilité des notaires est régulière et si la situation de la Caisse spéciale des dépôts est conforme aux énonciations des registres ; sans préjudice des droits de surveillance qui appartiennent également au Ministère public » (1).

« Pour exercer son contrôle, la Chambre désigne des délégués qui devront procéder à la vérification au moins une fois l'an dans chaque étude de l'arrondissement. Les délégués sont choisis parmi les membres ou anciens membres de la Chambre et les notaires honoraires... Chaque vérification est faite par deux délégués. »

« Les délégués ont le droit de se faire représenter, sans dépla-

(1) Signalons d'ores et déjà que le décret du 16 mars 1931 a établi, dans le ressort de chaque Cour d'Appel, une « Commission de contrôle » chargée d'assurer, au second degré, l'inspection de la comptabilité des notaires du ressort. La création des Commissions de contrôle n'a pas enlevé aux Chambres de discipline la mission de vérification dont les a investies l'art. 8 du décret du 30 janvier 1890 ; les deux contrôles se superposent.

cement et à toute réquisition, les registres de comptabilité et les actes qui ont pu être l'occasion d'un dépôt. Ils apposent leur visa sur le registre avec indication du jour de la vérification... Les délégués transmettent sans délai à la Chambre de discipline le compte rendu de leurs opérations » (décret 30 janv. 1890, art. 9).

« Le Président de la Chambre adresse au Procureur de la République un rapport constatant, pour chaque étude, les résultats de la vérification et accompagné de son avis motivé » (décret 30 janv. 1890, art. 10).

Nous aurons, à diverses reprises, à revenir sur les dispositions des articles 8, 9 et 10 du décret du 30 janvier 1890, dont l'application a soulevé un certain nombre de problèmes dans les rapports des notaires avec les Banques (1).

Signalons, en terminant, que les Chambres de notaires sont douées de la personnalité civile et qu'elles sont, à ce titre, capables d'avoir un patrimoine, d'acquérir à titre gratuit ou onéreux, pourvu toutefois qu'elles soient autorisées par le Gouvernement.

SECTION IV.

La comptabilité des notaires.

L'obligation pour les notaires de tenir une comptabilité date du décret du 30 janvier 1890.

La loi du 25 ventôse an XI, dans ses articles 29 et 30, prescrivait seulement aux notaires de tenir un répertoire de tous les actes reçus par eux, mais ni cette loi, ni l'ordonnance de 1843, ne leur imposaient le terme d'une comptabilité proprement dite et le Garde des Sceaux, dans son rapport sur le décret du 30 janvier 1890, constate qu'il existe encore à son époque « un certain nombre de notaires qui n'ont aucune comptabilité ou ne tiennent qu'une comptabilité incomplète ».

(1) V. *infra*, p. 46 et s. et 63 et s.

Et cependant, en raison des mouvements de fonds importants qui se produisent dans les plus petites études, la comptabilité était devenue absolument indispensable pour le bon exercice des fonctions notariales. C'est en s'inspirant de cette considération que le décret du 30 janvier 1890 l'a déclarée obligatoire.

Les dispositions du décret du 30 janvier 1890 relatives à la comptabilité des notaires ont été récemment modifiées en partie par l'important décret du 16 mars 1931 complété par un arrêté du même jour du Garde des Sceaux.

Aux termes de l'article 3 du décret du 30 janvier 1890, modifié par l'article 19 du décret du 16 mars 1931, « chaque notaire doit tenir une comptabilité destinée à constater les recettes et dépenses en espèces, ainsi que les entrées et sorties de valeurs effectuées pour le compte de ses clients ».

REGISTRES OBLIGATOIRES.

Le décret impose la tenue obligatoire de six registres.

1° Un livre journal des espèces, qui doit mentionner, jour par jour par ordre de dates, sans blancs, lacunes, ni transports en marge, notamment : a) les noms des parties ; b) les sommes dont le notaire aura été constitué détenteur et leur destination, ainsi que les recettes de toute nature et les sorties de fonds. Chaque article aura un numéro d'ordre et contiendra un renvoi au folio du grand livre où se trouve reportée, soit la recette, soit la dépense ;

2° un registre de frais d'actes, ou registre d'étude, lequel contient dans l'ordre chronologique des actes reçus par le notaire, sous le nom du client débiteur, le détail des frais et honoraires de chaque acte ;

3° un grand livre des espèces, où chaque client a son compte formé par le relevé de toutes les recettes et dépenses effectuées par lui et portées, dans l'ordre chronologique, au livre journal.

4° un livre de dépôts de titres et valeurs ou livre spécial des valeurs. Sur ce livre, le notaire mentionne, jour par jour, par

ordre de dates, sans blancs, lacunes ni transports en marge, les entrées et sorties de titres et valeurs au porteur ou nominatives, avec l'indication de leurs numéros et immatricules, les noms et demeures des clients et le motif pour lequel chaque dépôt a eu lieu ;

5° un grand livre des valeurs, qui joue, pour les mouvements de titres, le même rôle que le grand Livre des espèces pour les mouvements de fonds. Chaque client y a son compte obtenu par le relevé de toutes les entrées et sorties de valeurs effectuées pour lui ;

6° un registre spécial de balances trimestrielles, où le solde des comptes du Grand Livre des espèces est reporté quatre fois par an, les 31 mars, 30 juin, 31 octobre et 31 décembre. Les comptes eux-mêmes doivent être balancés au Grand Livre au moins une fois par an, le 31 décembre.

Les modèles de ces différents registres ont été établis par des arrêtés du Garde des Sceaux, en date du 15 février 1890 et du 16 mars 1931.

Le livre journal des espèces et le livre des dépôts de titres et valeurs doivent être cotés et paraphés par le Président du Tribunal.

LE CARNET A SOUCHES.

Le décret du 22 octobre 1910 modifiant le décret du 30 janvier 1890 a rendu obligatoire, pour chaque notaire, la délivrance pour toutes sommes ou valeurs reçues par lui, d'un reçu extrait d'un carnet à souches revêtu, tant au talon qu'au reçu, d'un numéro d'ordre et dont les folios sont cotés et paraphés par le Président du Tribunal.

Cette prescription a pour but d'empêcher les notaires de dissimuler la véritable situation de leur caisse, en n'inscrivant pas sur leurs livres toutes leurs opérations.

Grâce au carnet à souches, et du fait de l'obligation de détacher du dit carnet un reçu pour toute somme ou valeur encais-

sée, la fraude devient impossible ; elle serait immédiatement décelée par simple rapprochement des souches avec les opérations portées sur les livres.

L'institution du carnet à souches, comme, du reste, l'ensemble des dispositions réglementant la comptabilité des notaires, tout en visant à faciliter la gestion des études, tend essentiellement à assurer le respect des prescriptions relatives à l'étendue des opérations notariales et notamment à empêcher que les notaires ne reçoivent des fonds, hors les cas permis.

Aussi, le même décret du 22 octobre 1910 dispose-t-il que sur le reçu délivré, devront figurer diverses énonciations destinées à rappeler à la clientèle les prohibitions édictées à cet égard, à l'encontre des notaires : interdiction de recevoir ou conserver des fonds à charge d'en servir intérêt, interdiction de placer en leur nom personnel des fonds qu'ils auraient reçus de leurs clients, de se constituer garants ou cautions des prêts qui auraient été faits par leur intermédiaire (art. 12 de l'ord. de 1843 et art. 1^{er} du décret du 30 janv. 1890).

SECTION V.

Du contrôle et de l'inspection des études.

Nous avons vu précédemment, en étudiant les attributions des chambres de discipline (1) que celles-ci étaient notamment chargées en vertu de l'article 8 du décret du 30 janvier 1890, de vérifier la comptabilité des notaires du ressort.

Le décret du 16 mars 1931, complété par un arrêté du Garde des Sceaux du même jour, a créé un nouvel organisme de contrôle des études.

Aux termes de l'article 1^{er} dudit décret, il est institué, dans le ressort de chaque cour d'appel, une Commission de contrôle

(1) Voir *supra*, p. 28.

chargée d'assurer l'inspection de la comptabilité des notaires du ressort.

Le contrôle exercé par les Commissions est indépendant de celui attribué aux chambres de discipline par l'article 9 du décret du 30 janvier 1890 ; les attributions de vérification de ces dernières leur sont formellement maintenues par l'article 1^{er} du décret de 1931.

Les notaires sont donc actuellement soumis à un double contrôle :

1^o un contrôle du premier degré exercé par la Chambre des notaires ;

2^o un contrôle du second degré confié à la Commission de contrôle.

I. LE CONTROLE DES CHAMBRES DE DISCIPLINE.

Nous en avons déjà indiqué les principales caractéristiques (1). Rappelons simplement que les chambres de discipline exercent leurs attributions sur toutes les études situées dans leur ressort le quel, normalement, est limité à l'arrondissement ; que le contrôle des chambres s'exerce par l'intermédiaire de délégués désignés par chaque chambre parmi ses membres ou anciens membres ou parmi les notaires honoraires ; que les délégués doivent procéder, au moins une fois par an, à la vérification de toutes les études du ressort ; que chaque inspection doit être faite par deux délégués ; enfin que le Président de la Chambre doit transmettre au Procureur de la République un rapport constatant, pour chaque étude, les résultats de la vérification.

L'ensemble de ces dispositions résulte des articles 8 à 10 du décret du 30 janvier 1890.

II. LES COMMISSIONS DE CONTROLE.

a) *A quel but répondent-elles ?*

Les Commissions de contrôle exercent sur les études une

(1) Voir *supra*, p. 28 et s.

vérification du second degré, se superposant à celle des Chambres de discipline.

Quelles raisons ont motivé la création de ce second organisme de contrôle ?

L'expérience avait démontré que les délégués des Chambres de discipline exerçant leurs fonctions parmi leurs collègues de l'arrondissement n'avaient pas toujours l'indépendance et l'autorité nécessaires pour assurer, dans des conditions irréprochables, leur mission de vérification. Les commissions de contrôle issues sans doute du notariat comme les chambres elles-mêmes mais se recrutant et fonctionnant dans le cadre plus large du ressort de la Cour d'Appel, présentent à cet égard une garantie incontestablement supérieure.

Toutefois, il y a un intérêt certain à conserver, nonobstant la création des commissions de contrôle, la vérification du premier degré dévolue aux délégués des chambres. Fonctionnant dans un ressort aussi étendu que celui de la Cour d'Appel, les Commissions ne peuvent matériellement assurer le contrôle de chaque étude qu'à des intervalles passablement éloignés. Un contrôle intermédiaire s'impose donc et il appartient aux chambres de discipline de l'assurer. La vérification des commissions de contrôle intervenant à des dates plus éloignées se superpose ainsi à l'inspection des Chambres et en assure la sincérité.

b) *Composition des Commissions.*

Les Commissions de contrôle sont composées uniquement de notaires, élus par les Chambres de discipline du ressort de la Cour d'Appel, parmi les notaires en exercice, membres ou anciens membres de ces chambres (décret du 16 mars 1931, art. 1^{er} modifié par décret du 24 mai 1933).

Il est nommé un délégué par les chambres représentant des compagnies comptant 25 membres au plus ; deux délégués, si la Compagnie compte de 25 à 40 membres ; 3 délégués si elle compte de 41 à 100 membres ; 4 délégués si la Compagnie compte plus de 100 membres (décret 16 mars 1931, art. 2).

Enfin, aux termes de l'article 2 du décret du 17 décembre 1935, les chambres départementales ou celles groupant plusieurs arrondissements nomment un nombre de délégués égal à celui auquel avaient droit les chambres fusionnées.

Les délégués élus par les chambres pour constituer la Commission de contrôle sont élus pour quatre ans et renouvelés par moitié tous les deux ans ; ils sont rééligibles (décret 16 mars 1931, art. 3).

La commission élit chaque année son bureau composé d'un Président, d'un ou plusieurs vice-présidents, d'un secrétaire et d'un trésorier (décret 16 mars 1931, art. 4, modifié par décret du 24 mai 1933).

La Commission se réunit au moins une fois par an, en juin, sur la convocation de son Président ; les chambres de discipline se réunissant en mai, elles auront donc pu, à cette date, procéder à l'élection de leurs délégués à la Commission.

c) *Fonctionnement de l'inspection.*

Au cours de sa réunion de juin, la Commission de contrôle règle, par ses délibérations, tout ce qui concerne l'Inspection des études comprise dans le ressort de la Cour, pour l'année suivante calculée de juin à juin.

Le quart au moins des études doit être inspecté chaque année, et la totalité des études du ressort dans une période de quatre années (décret 16 mars 1931, art. 8). Rappelons, à cette occasion, que l'inspection des chambres de discipline est annuelle (1).

Des inspections supplémentaires peuvent être ordonnées, en cours d'année, par la Commission ou le Bureau, soit d'office, soit à la demande des chambres de discipline ou du parquet.

Les inspecteurs sont choisis parmi les notaires en exercice ; la liste en est établie chaque année ; le nombre d'inspecteurs est déterminé par la Commission d'après les besoins du service.

(1) Voir *supra*, p. 32.

En principe, l'inspection de chaque étude est faite par un seul inspecteur qui est choisi en dehors de la Compagnie à laquelle appartient le notaire inspecté (1). Mais la Commission peut, en outre, désigner des inspecteurs adjoints qui peuvent être choisis parmi les notaires honoraires. Enfin, des comptables et employés spécialisés sont mis à la disposition des inspecteurs par la Commission de contrôle (décret du 16 mars 1931, art. 11).

Les Commissions de contrôle fonctionnent sous la surveillance du parquet et de la chancellerie.

Le règlement intérieur délibéré par la Commission doit être approuvé par le Garde des Sceaux ; les procès-verbaux des délibérations doivent être communiqués au Procureur Général ; la liste annuelle des inspecteurs et inspecteurs-adjoints, celle des comptables et employés spécialisés doivent être approuvées par le Procureur général. En outre, le Parquet peut provoquer des inspections supplémentaires et la circulaire du Ministre de la Justice, en date du 23 avril 1931, recommande aux procureurs d'user de cette faculté aussi souvent qu'ils le jugeront utile, à la suite de renseignements parvenus à leur connaissance. Enfin, le procureur général doit être avisé sans délai des irrégularités constatées par les inspecteurs (décret 16 mars 1931, art. 15) et l'ensemble des rapports des inspecteurs doit lui être communiqué dans la quinzaine de la clôture de la session (id., art. 16).

III. POUVOIRS DES INSPECTEURS (Chambres de discipline et Commissions de contrôle).

Les pouvoirs des inspecteurs sont déterminés par l'article 11, § 3 du décret du 16 mars 1931 : « Les inspecteurs ont les droits de recherche, de communication et de vérification les plus étendus sur les minutes, répertoires, registres, titres, valeurs, espèces, pièces comptables de toute nature dont ils jugent la

(1) Rappelons que la vérification confiée aux chambres de discipline doit être assurée par deux délégués, *supra*, p. 32.

représentation utile à leur mission. Les pièces comptables leur sont présentées, classées par mois et dans l'ordre des écritures du livre journal ».

Les articles 12, 13 et 14 du décret précisent, en outre, les détails de la vérification matérielle des registres. Ils doivent notamment vérifier la concordance des sommes portées en recette avec les talons des quittances du carnet à souches, et des sommes portées en dépense avec les pièces comptables justificatives des sorties, effectuer les mêmes vérifications pour les valeurs, suivre sur les registres les dépôts effectués depuis leur entrée jusqu'à leur sortie, etc...

Les inspecteurs ont donc un pouvoir de contrôle et d'investigation très étendu. Leur rôle est, en somme, de s'assurer, par tous moyens, de la parfaite régularité des opérations de l'étude.

Aux termes de l'article 21 du décret du 16 mars 1931, les mêmes pouvoirs appartiennent aux délégués des chambres de discipline chargés d'effectuer l'inspection annuelle des études par l'article 8 du décret du 30 janvier 1890.

La stricte réglementation du contrôle notarial résultant du décret du 16 mars 1931, l'indépendance des inspecteurs vis-à-vis des notaires inspectés et les pouvoirs très étendus d'investigation qui leur sont reconnus doivent permettre la suppression de certaines prohibitions qui, comme nous nous proposons par la suite de le montrer, sont parfois extrêmement gênantes pour les notaires.

SECTION VI.

Des caisses communes de garantie.

Depuis longtemps, des vœux avaient été formulés pour que soient institués des organismes collectifs destinés à garantir les clients contre la défaillance des notaires auxquels ils auraient remis leurs fonds. Dès le 22 octobre 1910, un arrêté du

Garde des Sceaux nommait une commission chargée notamment d'examiner les mesures à prendre en vue de l'établissement d'une responsabilité collective des notaires au moyen d'une bourse commune.

Les travaux de cette commission ont finalement abouti au vote de la loi du 25 janvier 1934, complétée par un règlement d'administration publique du 12 juillet 1934, et dont le but est de garantir le remboursement des dépôts effectués dans les études notariales.

Nous n'étudierons pas en détail l'ensemble des dispositions de cette loi et du décret qui en a précisé l'application. Nous serions ainsi entraînés très au delà du cadre que nous nous sommes fixés. Néanmoins, dans le souci de présenter dans ce chapitre un ensemble complet, quoique très résumé, des règles qui régissent l'organisation notariale, nous rapporterons très brièvement les dispositions essentielles de ces deux importants textes.

DES CAISSES RÉGIONALES DE GARANTIE.

Il est institué dans le ressort de chaque cour d'appel, une caisse commune de garantie constituée entre tous les notaires en exercice dans ce ressort. Le ressort de la Cour d'Appel de Paris est divisé en deux sections pourvues d'une Caisse distincte (1).

Les Caisses régionales ont, en principe, leur siège au chef-lieu de ressort de la Cour d'appel. Elles sont administrées par un Conseil de trois membres élus pour six ans par l'assemblée générale des délégués des compagnies de notaires du ressort.

Chaque caisse est dotée de la personnalité civile (2).

Les ressources de la Caisse régionale sont assurées par :

1^o une cotisation annuelle à la charge de ses membres ; le

(1) Loi du 25 janvier 1934, art. 1^{er} ; décret du 12 juillet 1934, art. 4.

(2) Loi du 25 juillet 1934, art. II ; décret du 12 juillet 1934, art. 4 *in fine*.

taux de cette cotisation a été déterminé par l'article 6 du décret ;

2° les sommes à recouvrer sur les notaires débiteurs ou leurs successions, du chef des paiements effectués par la Caisse en leur acquit ;

3° les intérêts des sommes et les revenus des valeurs composant l'actif de la Caisse ;

4° les dons, legs ou constitutions qui pourraient lui être faits.

La mission des Caisses régionales est d'assurer en cas de défaillance d'un notaire, le remboursement des sommes d'argent, titres et valeurs, reçus par lui « à l'occasion des actes de son ministère ou des opérations dont il aurait été chargé à raison de ses fonctions et en qualité d'officier public » (1).

Les termes qu'emploie le décret sont importants car ils tendent à limiter la garantie de la Caisse aux opérations régulières des notaires à l'exclusion de toutes opérations ne rentrant pas dans le champ légal de leurs attributions.

Du reste, le décret après avoir indiqué que bénéficient notamment de cette garantie les dépôts reçus tant pour l'établissement ou l'exécution d'actes authentiques qu'à l'occasion des opérations dont les notaires sont chargés en raison de leurs fonctions ou comme mandataires de justice, ajoute : « la garantie ne s'applique pas aux dépôts qui seraient reçus par les notaires en dehors des cas prévus ci-dessus » (2).

Cette disposition est à rapprocher de celle de l'ordonnance de 1843 et du décret du 30 janvier 1890 édictant certaines incompatibilités et prohibitions à l'encontre des notaires, notamment celle de se livrer à aucune opération de commerce ou de banque, de recevoir ou conserver des fonds à charge d'en servir intérêt. Pour renforcer ces prohibitions, le décret du 12 juillet 1934 exclut de la garantie assurée par la Caisse, le remboursement des sommes qui auraient été remises aux notaires, en dépôt des susdites prohibitions.

(1) Décret du 12 juillet 1934, art. 1^{er}.

(2) Décret du 12 juillet 1934, art. 1^{er}.

DE LA CAISSE CENTRALE DE GARANTIE.

Cette Caisse est constituée entre tous les notaires de France. Elle a son siège à Paris. Elle jouit également de la personnalité civile.

Son administration est assurée par un Conseil de six membres nommés pour six ans par l'Assemblée des délégués des Conseils d'Administration des Caisses régionales, à raison d'un délégué par Caisse régionale.

Les ressources de la Caisse centrale sont assurées par un versement unique effectué par chaque notaire au moment de la constitution de la Caisse et par chaque nouveau notaire au moment de sa prestation de serment.

Le rôle de la Caisse centrale est de procurer aux Caisses régionales, en cas d'insuffisance de leurs ressources, les avances nécessaires pour leur permettre de faire face immédiatement et en totalité aux responsabilités par elles encourues.

CONTROLE DES CAISSES.

L'article 19 du décret du 12 juillet 1934 dispose que les Caisses régionales et la Caisse centrale sont placées sous le contrôle du Ministre de la justice et du Ministre des finances.

Des vérifications peuvent être faites par des fonctionnaires désignés par le Ministre des finances sur la demande du Ministre de la justice.

GESTION DES FONDS DES CAISSES.

Aux termes de l'article 18 du décret du 12 juillet 1934, modifié par le décret du 5 août 1935 « les fonds disponibles des
« Caisses régionales et de la Caisse centrale sont obligatoire-
« ment déposés à la Banque de France ou à la Caisse des dé-
« pôts et consignations. La moitié de ces fonds doit être placée
« en titres nominatifs d'emprunts sur l'Etat français ou garan-
« tis par lui, et un quart en sus doit être placé soit en titres no-

« minatifs de même nature, soit en titres au porteur d'em-
« prunts de l'Etat français ou garantis par lui, ou en bons du
« Trésor ou de la Défense Nationale.

« Les valeurs au porteur et les bons du Trésor ou de la Dé-
« fense Nationale constituant ce quart seront déposés à la
« Banque de France ou à la Caisse des dépôts et consignations
« qui en délivreront un récépissé nominatif au nom des
« Caisses. »

CHAPITRE II

Des répercussions de l'organisation notariale sur les relations des notaires avec les banques lorsque les notaires agissent pour le compte de leurs clients (opérations bancaires des études).

Nous diviserons cette partie en 4 sections :

Dans la première nous étudierons l'ouverture et le fonctionnement des comptes.

Dans la seconde le fonctionnement des comptes dans certains cas particuliers.

Dans la troisième le droit d'investigation des contrôleurs et inspecteurs des études.

Et dans la quatrième le pouvoir d'enquête des Chambres de discipline.

SECTION I.

Ouverture et fonctionnement des comptes des études.

IMMATRICULE DES COMPTES.

Selon l'usage constant des Banques, les comptes réservés aux opérations des études sont ouverts au nom patronymique du notaire, sans mention spéciale, comme s'il s'agissait d'un compte personnel.

Il eut pu, cependant paraître préférable d'immatriculer le compte sous une forme plus impersonnelle, par exemple : « Etude X... » ou encore « Etude de Me X... ». Une telle façon de procéder eut permis de déterminer catégoriquement la nature et la destination du compte en question.

A notre connaissance, aucun des établissements autorisés ne pratique ainsi. La Banque de France notamment a pour règle d'ouvrir le compte au nom personnel du notaire.

L'usage ainsi adopté par les Banques est, du reste, conforme au désir exprimé par les Chambres de discipline.

Il présente un inconvénient sérieux qui apparaît tout de suite. Il n'existe en effet, de la sorte, aucun moyen de déterminer, *a priori*, si le compte ouvert au notaire fonctionne pour ses besoins personnels ou pour ceux de son étude. En fait, il arrive fréquemment que le compte serve à un double usage et que des fonds appartenant en propre au notaire s'y trouvent confondus avec d'autres détenus pour le compte de la clientèle.

Sans doute on pourra faire remarquer que le fait d'ouvrir le compte au nom de « Etude X... » n'empêcherait pas le notaire d'y déposer des fonds dont il serait personnellement propriétaire et qu'au surplus la question n'intéresse pas les banques mais seulement les notaires eux-mêmes.

Mais à cela il convient de répondre que si les comptes étaient ouverts au nom de l'étude, il existerait pour le moins une présomption que les fonds qui s'y trouvent déposés appartiennent à la clientèle et non au notaire et s'il est exact que la question est, en soi, sans intérêt pour les banques, nous verrons par contre qu'elle est capitale en ce qui concerne le droit d'investigation des contrôleurs (1).

(1) Les contrôleurs ont le droit de se faire communiquer les comptes en banque des notaires inspectés, mais seulement en ce qui concerne les opérations effectuées pour le compte de la clientèle. Ce droit d'investigation n'existe pas pour les opérations personnelles du notaire. Voir *infra*, p. 72.

FONCTIONNEMENT DES COMPTES.

Le compte fonctionne bien entendu sur la signature du notaire. Il n'y a à cet égard aucune difficulté. Mais il convient d'examiner ici les errements adoptés en ce qui concerne le fonctionnement des comptes sur la signature de mandataires.

Rien ne s'oppose bien entendu à ce que le notaire constitue un ou plusieurs mandataires et leur donne pouvoir d'effectuer soit ensemble, soit séparément, toutes opérations en ses lieu et place.

Mais si, en droit, il n'apparaît pas qu'il y ait lieu à cet égard, de s'écarter du droit commun, en fait, des usages ont été adoptés par les notaires et par les Banques qui tendent tantôt à restreindre, tantôt à étendre les principes du droit commun.

Une circulaire du Président de la Chambre des Notaires de Paris, adressée le 6 août 1931 aux banques et établissements autorisés à recevoir les dépôts des études, précise que, conformément à une décision prise par ladite Chambre, décision obligatoire pour tous les membres de la Compagnie, c'est-à-dire tous les notaires de Paris et de la Seine, la procuration, tant pour les mouvements de fonds que pour les retraits de titres, est autorisée, mais à la condition d'être donnée obligatoirement à deux employés qui ne pourront agir que conjointement et non séparément.

La circulaire ne vise que les mouvements de fonds et les retraits de titres, ce qui donne lieu de croire que la procuration même donnée à deux mandataires conjoints n'est pas autorisée pour d'autres opérations et notamment pour des ventes, achats ou souscriptions de valeurs.

La décision de la Chambre des Notaires de Paris n'est obligatoire qu'à l'égard des notaires de Paris et de la Seine. A défaut de toute restriction analogue s'appliquant aux notaires de Province, il faut admettre que ceux-ci peuvent constituer des mandataires uniques et leur donner des pouvoirs en vue de toutes opérations généralement quelconques.

A l'inverse de la mesure restrictive signalée ci-dessus, mesure qui émane, il importe de le noter, des notaires eux-mêmes, les banques et notamment la Banque de France, accordent, dans certains cas, aux notaires, des facilités plus larges qu'à l'ensemble de leurs clients.

C'est ainsi qu'en ce qui concerne les retraits de valeurs, qu'il s'agisse de valeurs achetées ou souscrites ou encore de valeurs déposées, la Banque de France accepte de se dessaisir des titres entre les mains d'un clerc quelconque de l'étude, sous la seule réserve que ce mandataire occasionnel présente une décharge signée du notaire ou de ses mandataires réguliers et soit, en outre, porteur d'une lettre du notaire autorisant la Banque à lui remettre les titres dont il s'agit.

Il convient de signaler, en terminant la présente section, une difficulté d'une nature assez particulière, qui a fait l'objet d'une question écrite posée au Ministère des Finances par M. DE GRAMONT-LESPARRE, député (1).

L'honorable parlementaire envisage l'hypothèse suivante : lorsqu'un notaire a été chargé par son client de remplir, pour son compte, les formalités nécessaires pour la vente d'un titre nominatif, le notaire après avoir inscrit l'entrée du titre sur le registre de dépôts de valeurs doit ensuite, lorsqu'il a remis le titre à l'intermédiaire choisi par lui pour réaliser l'opération, en mentionner la sortie. La reconnaissance de dépôt qui lui aura été délivrée par l'intermédiaire (Banque, Perception, etc.) lui permettra de justifier de cette sortie auprès de ses Inspecteurs, ainsi que l'exige l'article 12, *in fine*, du décret du 16 mars 1931 (2).

Or, certains intermédiaires, notamment les Percepteurs et aussi la Banque de France, exigent que la reconnaissance de dépôt leur soit restituée lors du versement des fonds provenant de la vente.

Comment dans ces conditions le notaire sera-t-il à même

(1) *J. O.*, 14 nov. 1931, Débats parl. Ch., p. 3868.

(2) Voir *supra*, p. 41.

de justifier de la sortie du titre, conformément aux prescriptions du décret du 16 mars 1931 ?

La même question peut se poser dans l'hypothèse inverse, lorsque le notaire remet à son banquier des fonds en vue d'effectuer un achat ou une souscription de titres pour le compte d'un de ses clients. La Banque de France notamment, en pareil cas, exige que le reçu constatant le dépôt des fonds lui soit restitué au moment de la délivrance des valeurs. Le notaire ne sera donc pas à même de justifier régulièrement de la sortie des fonds sur ses livres.

C'est pour éviter cet inconvénient et permettre aux notaires de se conformer aux prescriptions du décret du 16 mars 1931, que la Banque de France accepte depuis quelques années de délivrer non plus un seul, mais deux reçus, un original et un duplicata. Le notaire restitue uniquement l'original et conserve le duplicata comme pièce justificative de sortie.

SECTION II.

Du fonctionnement des comptes des études dans certains cas particuliers.

Nous étudierons ici, les diverses questions qui se posent à l'égard des banques, en cas de survenance de certains événements propres à apporter un trouble au fonctionnement normal des comptes.

Nous examinerons successivement les hypothèses suivantes : décès du notaire ou de sa femme, notaire malade ou aliéné, démission, suspension ou destitution du notaire.

DÉCÈS DU NOTAIRE.

En cas de décès d'un notaire il peut s'écouler un temps plus ou moins long jusqu'à la nomination de son successeur. Dans

l'intervalle, la gestion de l'étude sera assurée par un confrère du notaire décédé, nommé administrateur provisoire par ordonnance du Président du Tribunal civil de la résidence.

L'article 61 de la loi du 25 ventôse an XI dispose qu'immédiatement après le décès du notaire et jusqu'à la nomination de l'administrateur provisoire, les minutes et registres doivent être mis sous scellés par le juge de paix de la résidence.

Dès la nomination de l'administrateur provisoire les scellés sont levés, l'administrateur provisoire prend possession des minutes et registres et assume la gestion de l'étude dans les mêmes conditions que le notaire décédé.

Mais certaines difficultés sont susceptibles de se produire, notamment en ce qui concerne les comptes ouverts en banque au nom de l'étude.

La difficulté résulte ici de la pratique que nous avons signalée d'ouvrir les comptes au nom patronymique du notaire, ce qui enlève toute possibilité de déterminer *a priori* si les fonds qui s'y trouvent déposés appartiennent aux clients de l'étude, où sont la propriété du notaire. Il est très évident que, dans le second cas, il ne saurait être question de laisser à l'administrateur provisoire la libre disposition du compte, en raison des droits des héritiers du notaire sur les sommes déposées.

En règle générale donc, en cas de décès d'un notaire titulaire de compte et en raison de l'incertitude où elle se trouve relativement à l'origine et à la propriété des fonds ou valeurs déposés, la Banque bloque le compte et provoque sa liquidation. Le retrait est effectué sur la signature de l'administrateur provisoire représentant les clients de l'étude et sur celles des ayants droit du notaire décédé, après justification de leurs qualités héréditaires. La Banque effectue à l'Enregistrement la déclaration exigée en vue de la perception des droits successoraux ; il appartient aux intéressés eux-mêmes de fournir à l'Administration toutes justifications propres à établir que les fonds appartiennent en tout ou partie aux clients de l'étude

et que par suite les droits ne doivent pas être perçus ou ne doivent l'être que partiellement.

Une telle façon de procéder ne va pas sans présenter de sérieux inconvénients. Durant tout le temps que vont se prolonger les opérations successorales, les fonds figurant au compte du notaire décédé restent indisponibles, ce qui peut évidemment entraîner une fâcheuse perturbation dans la gestion de l'étude et provoquer une gêne à l'égard de la clientèle.

Il faut bien admettre cependant que telle est la seule façon pour le banquier de dégager de façon certaine sa responsabilité.

Mais à défaut de la libre disposition du compte précédemment ouvert au notaire décédé, il faut par contre reconnaître à l'administrateur provisoire le droit de demander et d'obtenir l'ouverture d'un *nouveau* compte, complètement indépendant de l'ancien, pour les besoins de l'étude dont il assume provisoirement la gestion.

Un tel droit découle nécessairement des pouvoirs de gestion très étendus qu'il tient de sa qualité d'administrateur de l'étude, et en fait, les banques ne font aucune difficulté pour le lui reconnaître.

A ce nouveau compte pourront notamment être portées les sommes qui figuraient à l'ancien, ou du moins celles d'entre elles appartenant à la clientèle de l'étude, après que le retrait en aura été effectué par l'administrateur provisoire et les ayants-droit du notaire décédé et que ceux-ci auront exercé leurs droits successifs.

L'administrateur provisoire pourra également y verser les fonds reçus par lui depuis le début de sa gestion et non encore soumis à la consignation.

Généralement ce nouveau compte est ouvert sous l'intitulé suivant : « Etude de M^e X... décédé, M^e Y... administrateur provisoire ».

La Banque se fait remettre une copie certifiée conforme de l'ordonnance ayant nommé l'administrateur provisoire et, sur cette justification, elle laisse fonctionner le compte sur la seule signature dudit administrateur.

Telles sont les règles qui s'imposent habituellement aux banques en cas de décès d'un notaire titulaire de compte.

Il se peut toutefois qu'aucun doute n'existe quant à l'origine et à la propriété des fonds déposés ; des documents établissent de façon positive que lesdits fonds appartiennent en totalité aux clients de l'étude et qu'aucune somme appartenant en propre au notaire ne s'y trouve confondue. La chose peut notamment résulter, comme il arrive fréquemment, d'un procès-verbal de levée de scellés.

Dans ce cas, le banquier peut, sans risque, laisser reprendre le fonctionnement du compte, provisoirement suspendu à l'annonce du décès, sur la signature de l'administrateur provisoire.

Tei est notamment l'usage adopté par la Banque de France qui se fait remettre, en pareil cas, les justifications ci-après :

1^o une copie certifiée conforme de l'ordonnance de nomination de l'administrateur provisoire.

2^o Une lettre des ayants droit du notaire décédé dans laquelle ceux-ci déclarent reconnaître qu'ils n'ont aucun droit sur les fonds.

Le libellé du compte est modifié de la façon suivante : « Etude de Me X..., Me Y... administrateur provisoire ».

Bien entendu, soit qu'un nouveau compte ait été ouvert, soit tout simplement que le fonctionnement de l'ancien ait été laissé à l'administrateur provisoire, cet état de choses transitoire est appelé à se régulariser définitivement au moment de la nomination du successeur du notaire décédé. Le nouveau notaire, après sa prestation de serment, prend possession de son étude et l'administrateur provisoire est alors dessaisi de tous ses pouvoirs. L'intitulé du compte ouvert au nom de l'étude et fonctionnant sur la signature de l'administrateur provisoire, est alors modifié et définitivement établi au nom patronymique du nouveau titulaire.

DÉCÈS DE LA FEMME DU NOTAIRE.

Le décès de la femme du notaire est également susceptible d'entraîner certaines difficultés. En effet, ainsi qu'il a été précédemment signalé, la Banque est dans l'impossibilité de déterminer *a priori* si les sommes et valeurs qu'elle détient au nom du notaire sont ou non la propriété exclusive des clients de l'étude.

De ce fait, il convient de la considérer comme justement en droit de présumer, au cas où le notaire et sa femme seraient mariés sous un régime de communauté ou comportant une société d'acquêts, que les dites sommes ou valeurs sont, en totalité ou partiellement, des biens communs ou même des propres de la femme déposés par le mari, en vertu de ses pouvoirs d'administration. Dans ces conditions la Banque est amenée, pour sauvegarder sa responsabilité, à se préoccuper des droits éventuels des héritiers de la femme. En règle générale donc, en cas de décès de la femme d'un notaire titulaire de compte, la Banque doit bloquer le compte et provoquer sa liquidation sur la signature du notaire lui-même et des ayants droit de l'épouse décédée, après justification de leurs qualités héréditaires.

Rien ne s'oppose, du reste, à ce qu'un nouveau compte soit ouvert au notaire pour les besoins de son étude, soit après, soit même avant le règlement de l'ancien.

Par ailleurs, il est bien évident que si le notaire était à même de justifier, par toutes pièces régulières et notamment par la production d'un procès-verbal d'inventaire, que les fonds et valeurs déposés par lui, sont la propriété exclusive de sa clientèle, la Banque ne courrait aucun risque en lui rendant, sans autre formalité, la libre disposition de son compte. Tout au plus, serait-il bon qu'elle se fît couvrir par les ayants droit de l'épouse décédée en leur demandant de lui confirmer par écrit qu'ils reconnaissent n'avoir aucun droit sur les sommes et valeurs en questions.

Des difficultés analogues se produisent en cas de divorce ou de séparation de biens du notaire et de sa femme. Dans l'un et l'autre cas, il appartient à la Banque de bloquer le compte en attendant qu'on lui justifie soit que les sommes et valeurs qu'elle détient appartiennent en totalité aux clients de l'étude soit que la liquidation des reprises de la femme a été régulièrement effectuée et que cette dernière n'a plus, par conséquent, aucun droit à prétendre sur les sommes et valeurs dont il s'agit.

NOTAIRE MALADE OU ALIÉNÉ.

En cas de maladie ou d'aliénation mentale d'un notaire, il est pourvu le plus rapidement possible à la nomination d'un administrateur provisoire par ordonnance du Président du Tribunal civil de la résidence. L'administrateur provisoire a pour mission d'assurer la gestion de l'étude en attendant soit la guérison du notaire, soit la désignation de son successeur. Quels sont les pouvoirs de l'administrateur provisoire en ce qui concerne le fonctionnement des comptes ouverts au nom du notaire dont il assume les fonctions ?

La pratique des établissements autorisés et notamment de la Banque de France est, à cet égard, la suivante : Si l'administrateur provisoire en fait la demande, un nouveau compte peut lui être ouvert. L'immatricule de ce compte est établie au nom de : « Etude de Me X..., Me Y... administrateur provisoire ». Il fonctionne, tant au débit qu'au crédit, sur la signature de l'administrateur provisoire, lequel, bien entendu, doit au préalable, justifier de sa nomination régulière en remettant à la Banque une copie de l'ordonnance du Président.

Pourquoi les banques, en pareil cas, ne donnent-elles pas, purement et simplement, à l'administrateur provisoire, la libre disposition du compte précédemment ouvert au notaire titulaire ?

Les raisons qu'elles invoquent sont les mêmes que celles que nous avons déjà rencontrées ; elles ignorent si une partie

des fonds déposés n'est pas la propriété personnelle du notaire et elles craignent de s'exposer à des réclamations de la part de ce dernier ou de ses représentants personnels.

L'ouverture d'un compte nouveau au nom de l'administrateur provisoire leur donne, à cet égard, toutes garanties.

Si la maladie du notaire est de courte durée, la bonne marche de l'étude ne se trouvera que faiblement affectée par la suspension du fonctionnement de l'ancien compte. Mais il en sera autrement si cette maladie se prolonge et il peut, en ce cas, y avoir nécessité pour l'administrateur provisoire, à disposer des sommes précédemment déposées par le notaire. Si ce dernier est à même de donner une signature, le plus simple, semble-t-il, est de lui faire signer un ordre de virement total ou partiel de son ancien compte au compte de l'administrateur provisoire. S'il est hors d'état de signer, les choses deviennent plus compliquées. La solution qui nous paraît préférable, en cette hypothèse, est la suivante.

L'administrateur provisoire demandera au Président du Tribunal civil l'autorisation de disposer, en tout ou partie, du solde du compte ouvert au nom du notaire malade ou aliéné. Le Président n'accordera, bien entendu, cette autorisation, qu'après examen de la comptabilité du notaire et avis de la Chambre de discipline, de façon à s'assurer que les fonds dont la disposition est demandée par l'administrateur provisoire appartiennent bien à la clientèle. Si le notaire est en état d'aliénation mentale et si son internement ou son interdiction ont été prononcés, il serait bon, au surplus, de s'assurer, en vue de l'opération, le consentement de son tuteur ou de son administrateur.

De toute façon, la banque, opérant son désaisissement en vertu d'une autorisation de justice, verra sa responsabilité entièrement dégagée.

DÉMISSION DU NOTAIRE.

La démission du notaire titulaire de compte n'entraîne pas les mêmes difficultés que celles qui se rencontrent dans les

différentes hypothèses que nous avons précédemment examinées : décès du notaire ou de sa femme, maladie ou aliénation mentale du notaire. En effet le notaire démissionnaire, s'il perd, du fait de sa démission, le pouvoir d'administrer son étude, conserve par contre, l'intégralité de ses droits civils et notamment celui de disposer de son compte, puisque ce dernier est ouvert à son nom patronymique et fonctionne comme un compte personnel.

En attendant que soit désigné un titulaire nouveau à la charge vacante, et que celui-ci ait prêté serment, un gérant intérimaire est nommé par ordonnance du Président du Tribunal civil de la résidence. Ainsi que nous l'avons précédemment exposé, les pouvoirs de cet administrateur provisoire comprennent sans aucun doute celui de se faire ouvrir un compte dans un des établissements autorisés, pour les besoins de l'office notarial dont il est chargé d'assumer la gestion. Ce compte sera ouvert au nom de l'étude et non, bien entendu, au nom personnel de l'administrateur provisoire. Telle est, du reste, la pratique suivie par les établissements et notamment par la Banque de France qui donnent aux comptes ouverts dans de telles conditions l'intitulé suivant : « Etude de M^e X... notaire démissionnaire, M^e Y... gérant ».

Le notaire gérant de l'étude a qualité pour faire à ce compte toutes opérations que comporte l'administration normale d'un office notarial : dépôts et retraits de fonds, émission de chèques, virements de compte à compte, etc .. Il convient de noter, à cet égard, que l'administrateur provisoire n'agit pas comme mandataire de son confrère démissionnaire : celui-ci en effet, par le fait de sa démission n'a plus qualité pour conférer un mandat se rapportant, même dans un domaine restreint, à la gestion de l'étude. C'est en vertu de ses pouvoirs propres de gérant, pouvoirs qu'il tient de l'ordonnance qui l'a nommé à ces fonctions, que l'administrateur provisoire administre l'étude et, en particulier, demande l'ouverture et assure le fonctionnement d'un compte destiné à faciliter les opérations de caisse de l'étude.

Quant à l'ancien compte ouvert au nom du notaire démissionnaire, son règlement ne présente aucune difficulté, pour la raison, déjà exposée, que le compte, conformément à l'usage bancaire, a été ouvert sous forme de compte personnel. Le notaire, quoique démissionnaire conserve donc toute faculté d'effectuer le retrait des sommes qui y sont inscrites. Théoriquement même on devrait, semble-t-il, lui reconnaître le droit de conserver ledit compte et d'en continuer le fonctionnement. Mais ce serait pousser trop loin la rigueur du principe car si le compte, en sa forme, présente les apparences d'un compte personnel, il n'en est pas moins vrai qu'il y a tout lieu de présumer que les fonds déposés appartiennent, au moins pour partie, à la clientèle. Il apparaît donc prudent, pour la banque, de demander au notaire démissionnaire d'arrêter son compte et d'en retirer le solde. Et si ce solde est de quelque importance, nous estimons que pour dégager pleinement sa responsabilité, la banque agirait sagement en faisant concourir à ce retrait l'administrateur provisoire de l'étude. En droit, ce concours ne paraît pas indispensable ; en fait, il sera très prudent pour le banquier de l'exiger afin de se garder des risques qu'il encourrait en cas de détournement par le notaire démissionnaire de fonds appartenant à la clientèle.

Il va de soi que la question ne se poserait pas, si le notaire démissionnaire demandait purement et simplement le virement de son solde au nouveau compte ouvert à l'administration provisoire.

Bien entendu, en cas de retrait, les fonds appartenant aux clients de l'étude qui figuraient éventuellement au compte peuvent être versés par le gérant au crédit du nouveau compte dont il a obtenu l'ouverture.

SUSPENSION OU DESTITUTION DU NOTAIRE.

La suspension et la destitution sont les peines disciplinaires les plus graves dont peuvent être frappés les notaires, coupables, soit d'une infraction de droit commun, soit d'un man-

quement à la discipline notariale. On sait (1) que ces sanctions ne peuvent être prononcées que par le Tribunal de première instance et sur avis de la Chambre de discipline du ressort.

Elles ont entre elles ceci de commun, à savoir qu'elles entraînent pour le notaire contrevenant, l'une à titre seulement temporaire, l'autre d'une façon définitive, le dessaisissement de ses fonctions notariales et, par suite, de la gestion de son étude.

En cas de suspension ou de destitution d'un notaire titulaire d'un compte en banque, nous estimons que le banquier doit immédiatement bloquer le compte en question. Sans doute, en principe, le notaire suspendu ou destitué conserve-t-il le droit de disposer de son compte, puisque celui-ci est ouvert sous forme de compte personnel et que ni la suspension ni la destitution ne privent le notaire contrevenant du plein exercice de ses droits civils. Mais en fait il est bien évident que le banquier est justement fondé à présumer que les fonds qu'il détient au nom du notaire sont, au moins partiellement la propriété des clients de l'étude et il encourrait par suite, une lourde responsabilité si, laissant au notaire suspendu ou destitué, la libre disposition de son compte, celui-ci en profitait pour détourner des fonds appartenant à la clientèle. Une telle mesure de prudence s'impose d'autant plus, en la circonstance, qu'il s'agit d'un notaire frappé d'une peine disciplinaire particulièrement grave, suffisante pour mettre en doute son intégrité morale et son honnêteté.

En attendant que soit expiré le délai de suspension, ou s'il s'agit d'une destitution, qu'un successeur ait été nommé à l'office vacant et ait prêté serment en cette qualité, un administrateur provisoire est nommé par ordonnance du Président du Tribunal civil de la résidence, comme dans les différentes hypothèses déjà envisagées ci-dessus.

D'une façon générale, il n'est pas possible de donner à

(1) Voir *supra*, p. 31.

l'administrateur provisoire la disposition du compte préalablement ouvert au notaire suspendu ou destitué. En effet, ainsi que nous l'avons déjà exposé, ce compte peut comporter à la fois des fonds appartenant à la clientèle et d'autres qui sont la propriété personnelle du notaire ou de sa femme et sur lesquels l'administrateur provisoire ne peut être investi d'aucun droit.

Si l'administrateur provisoire en fait la demande, un compte *nouveau* peut lui être ouvert, compte spécialement réservé aux opérations de l'étude et ouvert au nom de cette dernière : « Etude de Me X..., Me Y... administrateur provisoire » (1).

Quant à l'ancien compte, il convient d'en provoquer la liquidation. Si le notaire suspendu ou destitué demande que le solde soit purement et simplement viré au nouveau compte ouvert à l'administrateur provisoire, son ordre peut être exécuté sans difficulté. Si, au contraire, il en demande le retrait et s'il s'agit d'un solde de quelque importance, nous estimons qu'il est prudent pour le banquier de demander le concours de l'administrateur provisoire à ce retrait en lui faisant signer également la décharge.

Signalons, en terminant que si la banque pouvait s'assurer et obtenir la preuve, par toutes pièces régulières et notamment par la production d'un procès-verbal de levée de scellés, que le compte ouvert sur ses livres au notaire suspendu ou destitué, est exclusivement un compte d'étude et ne comporte aucune somme personnelle, elle pourrait, sans inconvénient, le laisser fonctionner à nouveau sur la signature de l'administrateur provisoire, sans être tenu d'ouvrir un compte spécial à ce dernier.

(1) Il va de soi que comme dans les cas précédemment envisagés, la banque devra se faire remettre une copie de l'ordonnance du Président aux termes de laquelle l'administrateur provisoire a été investi de ses fonctions.

SECTION III.

Du droit d'investigation des contrôleurs et inspecteurs sur les comptes ouverts en banque aux études notariales.

Nous avons vu dans notre chapitre I (1) que les Notaires sont soumis à un double contrôle :

1^o un contrôle du premier degré exercé par les Chambres de discipline ;

2^o un contrôle du second degré exercé par les Commissions de contrôle instituées par le décret du 16 mars 1931.

Les Chambres de discipline exercent leurs attributions sur l'ensemble des études de leur ressort. Leur inspection a lieu, dans chaque étude, au moins une fois par an ; elle est effectuée par deux délégués de la Chambre désignés parmi ses membres ou anciens membres ou parmi les notaires honoraires.

Quant aux Commissions de contrôle, elles fonctionnent dans le cadre plus large du ressort de la Cour d'Appel. Leur vérification se superpose à celle des Chambres de discipline. Elles désignent des inspecteurs choisis parmi les notaires en exercice. Ces inspecteurs doivent vérifier, au moins une fois tous les quatre ans, la comptabilité de chaque étude du ressort.

Les pouvoirs des Inspecteurs désignés par les Commissions de contrôle sont définis par l'article 11 § 3 du décret du 16 mars 1931 : « les Inspecteurs » ont les droits de recherche, de communication et de vérification les plus étendus sur les minutes répertoires, registres, titres, valeurs, espèces, pièces comptables de toute nature dont ils jugent la représentation utile à leur mission. Les pièces comptables justificatives des entrées et des sorties leur sont présentées, classées par mois et dans l'ordre des écritures du livre Journal. »

L'article 21 du même décret dispose que les prescriptions ci-dessus rapportées sont également applicables aux inspec-

(1) Voir *supra*, p. 37.

tions faites par les délégués des Chambres de discipline, conformément à l'article 8 du Décret du 30 janvier 1890.

Inspecteurs de la Commission de contrôle et délégués des Chambres de discipline jouissent donc des mêmes pouvoirs d'investigation et l'ensemble de nos développements ultérieurs s'appliquera de ce fait, indifféremment aux uns comme aux autres.

Ces pouvoirs comprennent-ils celui de prendre communication des comptes ouverts aux notaires soumis à leur inspection ?

Telle est la question que nous sommes amenés à examiner et qui se révèle, nous le verrons, assez délicate.

Il est certain que ni le décret du 30 janvier 1890 chargeant les Chambres de discipline de vérifier la comptabilité des notaires, ni le décret du 16 mars 1931 instituant les commissions de contrôle n'ont expressément conféré aux Inspecteurs le droit d'exercer leurs investigations chez des tiers et notamment chez les Banquiers.

Nous ne pensons pas cependant que ce droit puisse leur être refusé, en principe.

L'examen du compte du notaire inspecté peut, en effet, être utile pour le contrôle des livres de l'étude ; la comparaison des écritures portées sur les livres de la banque et de celles inscrites sur les registres du notaire peut permettre de vérifier l'exactitude ou l'inexactitude de ces dernières. Sans doute le notaire doit présenter aux Inspecteurs les pièces justificatives des entrées et des sorties ; mais ces pièces peuvent être maquillées ou falsifiées et qu'advient-il si elles sont perdues ou ont été détruites ?

Il est certain que l'examen du relevé de compte du notaire est un précieux moyen de contrôle pour les inspecteurs et, à cet égard, il semble bien que le droit de procéder à cet examen puisse être considéré comme une conséquence des pouvoirs généraux qui leur sont reconnus.

Au surplus, quels risques ou quels reproches le banquier encourt-il en se prêtant à cet examen ?

Si celui-ci a pour effet d'établir la régularité de la comptabilité du notaire, la Banque ne peut être critiquée de l'avoir permis.

Si, au contraire, l'examen du compte fait apparaître des irrégularités dans la comptabilité du notaire, on ne voit pas qu'on puisse reprocher à la banque d'avoir prêté son concours à la découverte d'une infraction.

Nous sommes donc amenés à conclure sans hésitation que les pouvoirs d'investigation et de contrôle reconnus aux inspecteurs désignés par les commissions de contrôle comme aux délégués des Chambres de discipline, aux termes du décret du 16 mars 1931 comprennent celui de se faire communiquer le relevé des comptes ouverts aux notaires pour les besoins de leur étude.

Tel est le principe. Mais la portée de ce principe est assez fortement affaiblie par une considération dont nous avons volontairement fait abstraction jusqu'ici : le droit de communication doit être accordé aux inspecteurs s'il s'agit de comptes ouverts pour les besoins de l'étude mais un tel droit n'existe pas pour les comptes personnels du notaire.

Il est certain qu'en l'état actuel de la législation, le droit d'investigation des contrôleurs ne porte que sur la comptabilité de l'étude et ne peut être étendu aux opérations personnelles du notaire. Les termes du décret du 16 mars 1931 ne prêtent, sur ce point, à aucune équivoque.

Partant de là, il faut admettre que les inspecteurs n'ont aucun droit d'examen sur les comptes ouverts aux notaires pour leurs opérations personnelles.

Or, nous avons maintes fois déjà signalé que, dans la plupart des cas, les comptes ouverts au nom des notaires fonctionnaient à la fois pour leurs besoins personnels et pour ceux de l'étude ou tout au moins qu'il y avait impossibilité pour le banquier de déterminer *a priori* si les fonds figurant aux comptes étaient la propriété personnelle du notaire ou celle des clients de l'étude. Dans ces conditions, quelle doit être l'attitude du Banquier saisi d'une demande de communica-

tion émanant de la commission de contrôle ou de la Chambre de discipline ? Déferer purement et simplement à cette demande serait susceptible de constituer de sa part, une violation du secret professionnel auquel il demeure astreint, même vis-à-vis des inspecteurs, en ce qui concerne les opérations personnelles du notaire, son client ; opposer, à l'inverse, une fin de non-recevoir, ce serait méconnaître les dispositions rappelées plus haut qui donnent aux inspecteurs le droit de se faire communiquer les relevés des opérations bancaires réalisées par les notaires pour les besoins de leur étude.

Nous estimons que la meilleure solution pour sortir de ce dilemme consiste pour le Banquier à demander à son client l'autorisation écrite de déferer à la demande de communication dont il est saisi. Si le notaire accorde cette autorisation, soit que son compte fonctionne uniquement pour les besoins de son étude, soit qu'il ne voit aucun inconvénient à ce que les inspecteurs aient connaissance des opérations personnelles qui y sont enregistrées, la question se trouve résolue sans difficulté. Mais si le notaire refuse d'accorder l'autorisation demandée, le banquier sera, quant à lui, tenu de respecter ce *veto*. Il appartiendra aux Inspecteurs d'en référer au Parquet qui prendra toutes mesures utiles et qui pourra notamment, grâce aux pouvoirs d'enquête que lui accorde la loi, obtenir régulièrement de la Banque les renseignements sollicités.

Telle est du reste la pratique que suivent, à cet égard, les établissements autorisés et notamment la Banque de France, pratique approuvée par les notaires eux-mêmes et par leurs chambres.

SECTION IV.

Pouvoirs d'enquête des chambres de discipline.

La question que nous allons examiner ici est très voisine de celle que nous avons envisagée dans la section précédente ; elle ne se confond cependant pas tout à fait avec elle.

Dans la section précédente, nous avons étudié l'étendue du droit d'investigation à l'égard des banques, des Chambres de discipline et des commissions de contrôle, relativement à l'exercice de leurs pouvoirs d'inspection. Dans la présente section nous examinerons le droit d'enquête qui appartient aux Chambres de discipline, en raison de leurs attributions disciplinaires.

Dans l'hypothèse précédemment envisagée, le droit d'investigation ne pouvait être exercé qu'à l'occasion d'une tournée d'inspection effectuée soit par les deux délégués de la Chambre de discipline soit par l'inspecteur désigné par la Commission de contrôle dans les conditions prévues par les articles 8 à 10 du décret du 30 janvier 1890 d'une part et par le décret du 16 mars 1931 d'autre part.

Mais en dehors de tout fonctionnement de l'inspection les Chambres de discipline possèdent des pouvoirs généraux d'enquête qu'elles tiennent de leurs attributions disciplinaires telles qu'elles sont définies par l'ordonnance du 4 janvier 1843.

Nous savons (1) que les Chambres de discipline ont principalement pour mission de veiller au maintien de la discipline notariale dans toute l'étendue de leur ressort et particulièrement au respect des incompatibilités et prohibitions édictées par les lois ou décrets.

Conformément aux dispositions de l'article 13 de l'ordonnance du 4 janvier 1843, toutes infractions à la discipline et notamment toutes contraventions aux prohibitions édictées par l'article 12 dudit décret (2) sont poursuivies, lors même qu'il n'existerait pas partie plaignante et sanctionnées par des peines prononcées, selon la gravité de l'infraction, soit par la Chambre de discipline, soit par le Tribunal civil.

Bien entendu, lorsque la Chambre de discipline est saisie d'une infraction à la discipline commise par un notaire de son ressort, elle se livre à une enquête destinée à lui permettre de

(1) Voir *supra*, p. 30.

(2) Voir *supra*, p. 28.

vérifier la véracité des faits imputés au notaire et il se peut que cette enquête l'amène à effectuer des investigations auprès des tiers, notamment des Banquiers.

Ceux-ci sont-ils tenus de déférer aux demandes de renseignements dont ils seraient éventuellement saisis, dans de telles conditions, par une Chambre de discipline ?

Remarquons, à cet égard, que les textes qui ont organisé la discipline notariale ne donnent pas expressément aux officiers des Chambres le pouvoir d'exercer leurs pouvoirs d'enquête auprès des tiers et de se faire délivrer par ceux-ci des renseignements concernant les opérations effectuées par les notaires contre lesquels une action disciplinaire est engagée.

Mais l'article 6 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 prévoit que toute instance disciplinaire contre un notaire doit comporter la présentation à la Chambre d'un rapport et que le rapporteur doit « recueillir à cet effet, les renseignements imputés aux notaires ».

Comment le rapporteur serait-il à même de procéder à une instruction complète s'il n'avait pas la possibilité de connaître les opérations faites en banque par l'inculpé et de rapprocher les écritures portées au compte de la banque de celles inscrites sur les livres de l'étude.

Au surplus, comme nous l'avons déjà exposé dans la section précédente en examinant le droit d'investigation des contrôleurs, on ne voit pas bien quelles critiques le banquier encourrait en déférant aux demandes d'enquête de cette nature. Si la communication sert à faire établir la bonne foi de l'inculpé, ce dernier ne saurait en tenir grief à la banque ; si au contraire elle permet de vérifier l'exactitude des faits reprochés au notaire, qui songerait à reprocher à la Banque d'avoir prêté son concours à la découverte d'une infraction ?

En tout état de cause donc, nous estimons que les Chambres de discipline possèdent en raison de leurs attributions disciplinaires, le droit de procéder à des enquêtes auprès des tiers et notamment dans les banques où le notaire inculpé est titulaire de compte et que le banquier, saisi d'une demande

d'enquête de cette nature, soit par le Président soit par le Syndic, soit par le Rapporteur de la Chambre, est tenu d'y déférer.

Jusqu'en 1890 les attributions disciplinaires des Chambres leur permettaient seules d'exercer des investigations sur les livres des banquiers. Depuis le décret du 30 janvier 1890, qui a organisé les pouvoirs d'inspection des Chambres des notaires et surtout depuis le décret du 16 mars 1931 qui a précisé les pouvoirs des inspecteurs, les développements qui précèdent ont perdu une grande partie de leur intérêt.

CHAPITRE III

Des répercussions de l'organisation notariale sur les relations des notaires avec les banques lorsque les notaires agissent pour leur compte personnel (opérations bancaires personnelles des notaires).

Nous avons étudié, dans notre chapitre second, les répercussions de l'organisation notariale sur les opérations bancaires des études. Nous avons vu que, du fait de cette organisation, les opérations des études se trouvent soumises à certaines restrictions, exposées à de fréquentes difficultés et assujetties à un contrôle dont les conditions d'exercice étaient insuffisamment précisées et de nature à soulever, elles-mêmes, certaines difficultés.

Nous allons voir, dans le présent chapitre, que les répercussions de l'organisation notariale se font encore plus sévèrement sentir sur les opérations bancaires personnelles des notaires.

Du fait des nombreuses prohibitions et incompatibilités édictées à l'encontre des notaires, ceux-ci se trouvent en effet assujettis à une rigoureuse réglementation qui restreint notablement leur liberté dans leurs rapports avec les banques.

Nous diviserons cette étude en 5 sections.

Dans la première nous étudierons le principe de la liberté des opérations bancaires personnelles des notaires.

Dans la seconde nous rappellerons des principales prohibitions édictées à l'encontre des notaires.

Dans la troisième nous traiterons des conditions dans lesquelles les notaires sont à même de réaliser des opérations bancaires pour leur compte personnel.

Dans la quatrième nous examinerons les divers événements susceptibles d'affecter les comptes personnels des notaires.

Enfin dans la cinquième nous traiterons du droit de regard des contrôleurs et des pouvoirs d'enquête des Chambres de discipline sur les comptes ouverts aux notaires pour leurs besoins personnels.

SECTION I

Du principe de la liberté des opérations bancaires personnelles des notaires.

Nous avons vu qu'en ce qui concerne les opérations bancaires des études, les notaires étaient soumis à certaines prescriptions restrictives, notamment en ce qui concerne le choix de leur banquier (1). Nous savons également (2) que la nature des opérations bancaires des études est elle-même strictement limitée, ces opérations ne pouvant jamais consister qu'en « comptes de dépôts » destinés à recevoir les fonds reçus par le notaire à l'occasion d'actes passés par son ministère et non encore soumis à la consignation et en « dépôts de titres » comprenant les valeurs éventuellement détenues par les notaires, notamment à l'occasion du règlement d'une succession.

Ces limitations ne sont pas applicables aux opérations personnelles des notaires qui jouissent en principe d'une complète liberté :

— liberté dans le choix du banquier. Le notaire choisit comme il l'entend et comme le ferait un quelconque particulier, son banquier personnel. Les raisons de prudence qui ont

(1) Voir *supra*, p. 9.

(2) Voir *supra*, p. 23.

motivé une désignation restrictive des établissements autorisés à recevoir les fonds des études, n'ont plus de raison d'être lorsqu'il s'agit de fonds personnels du notaire,

— liberté dans la nature des opérations de banque susceptibles d'être effectuées par le notaire pour son compte personnel.

Non seulement en effet, il peut se faire ouvrir un compte de dépôts, soit de fonds soit de titres, mais aucune disposition ne l'empêche d'effectuer, comme tout client du banquier, des opérations de crédit, notamment des avances sur titres, de se faire consentir la location d'un coffre-fort, de réaliser des opérations de bourse, etc... Comme chaque particulier, le notaire doit pouvoir assurer, au mieux de ses intérêts la gestion de son patrimoine personnel.

Mais à ce principe de la liberté des opérations bancaires personnelles des notaires, les lois ou décrets d'une part, certaines pratiques bancaires de l'autre, ont apporté d'importantes restrictions.

Il y a lieu, en effet, de tenir compte des nombreuses incompatibilités et prohibitions édictées par les lois ou décrets sur le notariat. Ces prohibitions et incompatibilités, vues du point de vue spécial qui nous intéresse, ont pour résultat d'interdire rigoureusement aux notaires certaines opérations bancaires particulièrement importantes. Nous verrons notamment que l'article 12 de l'Ordonnance royale du 4 janvier 1843 qui interdit aux notaires de se livrer à aucune spéculation de bourse ou opérations de commerce, banque, escompte et courtage, de faire des spéculations relatives à l'acquisition d'actions industrielles et autres droits incorporels, a des conséquences importantes sur la nature et l'étendue des opérations bancaires que peuvent réaliser les notaires.

L'ensemble de ces questions sera repris en détail au cours des sections suivantes.

Mais nous exposerons, ici même, une pratique, assez contestable du reste, adoptée par certains établissements de banque, qui apporte une limitation importante à la portée du

principe de la liberté des opérations bancaires personnelles des notaires.

Cette pratique émane des établissements où les notaires sont autorisés à déposer les fonds de leur clientèle et spécialement de la Banque de France. Les notaires, en grande majorité, ont sur les livres de la Banque de France, un compte destiné à enregistrer les opérations régulières de leur étude. Nous savons qu'en l'état actuel de la réglementation notariale rien ne les empêche d'utiliser également ce compte pour leurs besoins personnels et nous avons vu d'ailleurs quelles difficultés pouvaient résulter de ce manque de netteté concernant la nature et la véritable destination des comptes ainsi ouverts aux notaires, de cette confusion de fait, dans les écritures d'un même compte, entre des fonds appartenant à la clientèle et d'autres appartenant en propre aux notaires.

Certains notaires, dans un souci de clarté et dans le but de faciliter la tenue de leur comptabilité, voulant par ailleurs, bénéficier pour leur compte personnel des garanties de sécurité dont jouissent les titulaires de compte à la Banque de France et des facilités qui leur sont accordées, ont été ainsi amenés à demander à la Banque de France, l'ouverture d'un deuxième compte destiné à enregistrer leurs opérations personnelles, le premier restant exclusivement affecté à celles de l'étude (1).

On ne voit pas *a priori* quels inconvénients serait de nature à présenter une telle pratique. Tel n'est pas cependant l'avis

(1) Remarquons que l'ouverture d'un deuxième compte réservé aux opérations personnelles ne suffirait pas, en l'état actuel de la réglementation notariale, à supprimer les difficultés que nous avons signalées.

L'existence de deux comptes, *théoriquement* affectés, l'un aux opérations de l'étude, l'autre aux opérations personnelles du notaire, constituerait, en l'absence de toute réglementation sur ce point, une distinction purement bénévole, dépourvue de tout caractère officiel. Elle ne dispenserait pas la Banque, en cas de décès, démission, destitution ou suspension du notaire, d'observer les diligences que nous avons exposées dans notre chapitre I^{er} à l'occasion de l'examen de ces diverses éventualités. Voir *infra*, p. 117 et s. les solutions proposées pour remédier à ces difficultés.

de la Banque de France qui refuse, en principe, d'accorder aux notaires l'ouverture, sur les livres d'un même comptoir, de deux comptes distincts, l'un destiné à enregistrer les opérations de son étude, l'autre possédant exclusivement le caractère de compte personnel.

Les raisons par lesquelles la Banque motive son refus sont les suivantes : En exécution tant du décret du 30 janvier 1890 que du décret du 16 mars 1931, la Banque peut être amenée, sous réserve de l'approbation du notaire intéressé, à donner communication aux inspecteurs délégués, soit par la Chambre de discipline, soit par la Commission de contrôle, des comptes ouverts sur les livres au nom des notaires.

Ce droit d'investigation est limité aux opérations traitées par les études et il n'affecte pas les opérations personnelles du notaire. L'existence sur les livres de la Banque de deux comptes distincts, non uniformément soumis au Contrôle des Inspecteurs, pourrait donc, à l'occasion précisément de ce contrôle, soulever des contestations ou des difficultés que la Banque estime préférable d'éviter.

Il est certain que l'existence de deux comptes au nom du même notaire est de nature à favoriser la fraude, en permettant au notaire de dissimuler à son compte personnel, des opérations qui ne seraient pas absolument régulières ou même des opérations prohibées. Mais ce danger existe de la même façon si le notaire possède son compte personnel dans un autre établissement. Au surplus il n'affecte pas le banquier.

En ce qui concerne notamment l'exercice du contrôle, qui est le principal argument qu'invoque la Banque de France, nous savons que la Banque, lorsqu'elle est saisie d'une demande d'investigation ou de communication du compte de la part des inspecteurs, est tenue, avant d'y déférer, de demander l'accord de son client. Si celui-ci refuse, en arguant que le compte n'enregistre que des affaires personnelles, la Banque ne peut que s'incliner devant ce refus. Nous avons vu (1) que cette interprétation était admise par les Chambres des dis-

(1) Voir *supra*, p. 64.

cipline elles-mêmes. Le banquier n'est donc susceptible d'encourir aucun risque, aucune critique. C'est aux inspecteurs mêmes (Chambre de discipline ou Commission de contrôle), s'ils ont des doutes sur les allégations de l'Officiel ministériel et s'ils pensent que ce compte soi-disant personnel, sert, en fait, à masquer des opérations irrégulières, qu'il appartient de saisir du différend le Ministère public. Celui-ci prescrira une enquête devant laquelle la Banque devra s'incliner.

On ne voit pas, en tout cela, quel risque court la Banque et on ne comprend pas bien pourquoi la Banque de France considère les quelques difficultés que cette pratique serait de nature à soulever, comme suffisantes pour motiver son attitude de refus.

Sans doute la coexistence de deux comptes au même nom pourrait donner lieu à des erreurs d'imputation, la Banque portant par erreur au compte d'étude des écritures destinées au compte personnel et vice-versa ; même dans une administration aussi ordonnée et aussi bien contrôlée qu'est la Banque de France, de telles erreurs sont évidemment possibles. Mais il suffirait que la banque se fasse couvrir par son client, en insérant dans les conditions d'ouverture du deuxième compte, une clause expresse la déchargeant de toute responsabilité pour le cas où des erreurs d'imputation d'écritures viendraient à se produire entre les deux comptes. C'est du reste ainsi que la banque pratique quand elle est appelée à ouvrir deux comptes au nom du même client. On ne voit pas ce qui l'empêcherait d'appliquer la même méthode à l'égard des notaires.

Quoi qu'il en soit, tel est, sur ce point, l'usage suivi par la Banque de France et signalons, en terminant, que le refus d'ouvrir un deuxième compte s'applique aussi bien à l'ouverture d'un compte de dépôts qu'à celle d'un compte d'avances, en raison de ce que les comptes d'avances consentis par la Banque de France fonctionnent comme de véritables comptes courants et sont susceptibles d'enregistrer toutes sortes d'opérations.

SECTION II.

Rappel des principales prohibitions édictées à l'encontre des notaires.

Dans notre chapitre 1^{er}, réservé à l'organisation notariale, nous avons rapidement passé en revue les incompatibilités et prohibitions édictées à l'encontre des notaires. Il nous paraît utile, au moment où nous sommes amené à étudier les répercussions de l'organisation notariale sur les opérations bancaires personnelles des notaires de reprendre l'examen de ces prohibitions ou du moins de celles d'entre elles, fort importantes, qui ont une incidence directe sur la nature et l'étendue des opérations bancaires susceptibles d'être réalisées par les notaires, pour leur compte personnel.

Les prohibitions que nous sommes ainsi amené à étudier sont, au premier chef, celles qu'édicte l'article 12 (1^{er} paragraphe) de l'*Ordonnance royale du 4 janvier 1843* aux termes duquel « il est interdit aux notaires soit par eux-mêmes, soit par personnes interposées, soit directement, soit indirectement, de se livrer à aucune spéculation de bourse ou opération de commerce, banque, escompte et courtage ».

Il nous paraît intéressant de reprendre pour les approfondir, chacun des termes de cette prohibition.

SPÉCULATIONS DE BOURSE.

L'Ordonnance de 1843 n'interdit pas aux notaires les opérations de bourse mais « les spéculations » de bourse.

La distinction est d'importance : le notaire peut donc acheter, vendre des valeurs, dès lors qu'il ne s'agit, de sa part, que de réaliser un placement ou d'assurer la gestion normale de son portefeuille. Ce qui lui est interdit c'est de spéculer, c'est-à-dire d'acheter des valeurs avec l'intention arrêtée d'avance de les revendre (au besoin, avant même d'en avoir

pris livraison) de façon à réaliser, le plus rapidement possible, un bénéfice, en raison de la hausse des cours qui est présumée devoir se réaliser, ou encore d'effectuer des opérations de vente à découvert, dans l'intention de bénéficier d'une baisse probable des cours (1).

La spéculation n'est pas interdite, en soi ; elle constitue une opération parfaitement licite, tout au moins lorsqu'elle ne s'accompagne pas d'« accaparement » ou de « manœuvres ». Mais il est certain qu'elle présente des dangers : dangers d'ordre pécuniaire d'une part, car les pronostics de hausse ou de baisse sur lesquels le spéculateur détermine son action peuvent se trouver controuvés par les faits et alors le spéculateur, non seulement voit s'évanouir ses espoirs mais risque de laisser dans l'opération des sommes souvent importantes, surtout si, comme c'est souvent le cas, l'opération est pratiquée à découvert ; dangers d'ordre moral, d'autre part, car elle entretient chez celui qui la pratique ce goût du risque, cet amour du jeu dont il n'est pas besoin de rappeler à quelles conséquences ils peuvent entraîner.

Ce sont là les considérations qui ont motivé cette prohibition de spéculer ainsi faite aux notaires, considérations de prudence à l'égard d'hommes qui, pour être notaires, n'en restent pas moins hommes et qui sont d'autant plus exposés à la tentation qu'ils ont à leur disposition des sommes considérables et dont la confiance de leurs clients les laisse pratiquement libres de disposer.

Ce souci d'empêcher les notaires de spéculer se retrouve dans le 3^e paragraphe de l'article 12 de l'Ordonnance de 1843, qui interdit aux notaires « de faire des spéculations relatives à l'acquisition et à la revente des immeubles, à la cession des créances, droits successifs, *actions industrielles et autres droits incorporels* ». La dernière partie de ce texte confirme et renforce la prohibition des « spéculations de bourse » faite par l'alinéa 1^{er} du même article. La sanction de cette prohibi-

(1) Cf. Bourges, 29 juin, 1892. D. P. 92.2.607.

tion ne consiste d'ailleurs qu'en peines disciplinaires ; elle n'affecte pas la validité des opérations spéculatives réalisées par le notaire en contravention aux dispositions de l'article 12 de l'Ordonnance de 1843.

Nous verrons, au cours de notre section IV (1), quelles conséquences doivent être tirées, du point de vue des opérations bancaires des notaires, de la prohibition qui leur est faite de se livrer à la spéculation.

OPÉRATIONS DE COMMERCE.

Si les opérations de bourse ne sont interdites aux notaires que lorsqu'elles constituent des spéculations, les opérations de commerce, quelles qu'elles soient, sont par contre toujours prohibées. Ici encore c'est un souci de maintenir la dignité de la fonction notariale qui a motivé cette prohibition. Un notaire ne doit pas être un marchand. C'est en vertu de considérations du même ordre d'ailleurs, que le commerce est également interdit : aux magistrats, aux avocats, aux avoués, aux huissiers, aux consuls, etc... (2). S'agissant des notaires, cette prohibition se fonde encore sur l'idée que les notaires, s'ils faisaient le commerce, pourraient être tentés de disposer pour leurs opérations commerciales, des fonds appartenant à leurs clients et qu'ils risqueraient de les dilapider dans des opérations hasardeuses.

La prohibition édictée par l'article 12 de l'Ordonnance de 1843 a donc pour effet d'interdire aux notaires l'ensemble des opérations visées par l'article 632 du Code de commerce, opérations que la loi répute commerciales par nature.

Dans la pratique, les cas qui se sont présentés le plus fréquemment sont ceux de notaires se livrant à des opérations de banque, de courtage ou d'agences d'affaires ; des arrêts, par exemple, ont fait application de l'article 12 de l'Ordon-

(1) Voir *infra*, p. 111.

(2) Cf. LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, t. II, n° 215.

nance de 1843 à l'encontre de notaires qui recevaient en dépôt, moyennant intérêt, des sommes importantes au moyen desquelles ils se livraient à des spéculations ou encore qui leur servaient à consentir des avances à des tiers (1) ; de notaires qui se livraient à une circulation d'effets, comme eut pu le faire un banquier ou un agent d'affaires, qui s'étaient fait ouvrir des crédits par des contrats spéciaux afin de parer aux besoins que leur créaient le commerce de l'argent et les opérations spéculatives auxquelles ils s'adonnaient habituellement (2).

Il convient d'ailleurs de se demander dans quelles conditions s'applique la prohibition de l'article 12 de l'Ordonnance de 1843, en d'autres termes, quand un notaire peut être considéré comme « se livrant à des opérations de commerce ».

Remarquons tout d'abord que l'Ordonnance indique bien *opérations* de commerce et non *actes* de commerce. Un acte de commerce isolé ne constitue pas nécessairement une opération commerciale et, par suite, ne tombe pas obligatoirement sous le coup de la prohibition (3).

Pour qu'un notaire puisse être regardé comme « se livrant à des opérations de commerce » il faut qu'il réalise un ensemble d'actes de commerce se rapportant au même objet, concourant au même résultat ; il faut aussi que ses agissements présentent une certaine continuité.

Evidemment, la prohibition s'appliquerait sans coup férir si le notaire tenait ouvertement boutique ou s'octroyait, au vu et au su de tout le monde, la qualité de commerçant (4).

(1) Bourges, 29 juin 1892. D. P. 92.2.607. Bourges, 17 décembre 1900, S. 1901.2.44.

(2) Req., 15 janvier 1895. D. P. 95.1.40.

(3) Nous verrons ultérieurement quelles conséquences on peut tirer de cette distinction, notamment en ce qui concerne les effets de commerce. Voir *infra*, p. 101.

(4) En raison de ce que l'article 12 de l'ordonnance de 1843 interdit aux notaires de se livrer à des opérations de commerce soit par lui-même, soit par personnes interposées, soit directement soit indirectement, on décide qu'un notaire tomberait sous le coup de la prohibition de l'ar-

Mais c'est là une éventualité bien peu probable et, en fin de compte, la question de savoir si le notaire se livre à des opérations de commerce sera le plus souvent du domaine d'appréciation des tribunaux.

Demandons-nous maintenant quelle est la sanction de cette prohibition.

Elle est purement disciplinaire. Le notaire qui se livre à des opérations de commerce est passible des sanctions prévues par la loi de Ventôse an XI et par l'Ordonnance de 1843 et qui, selon la gravité de l'infraction, peuvent aller du rappel à l'ordre jusqu'à la destitution (1).

Mais les contrats passés par le notaire restent valables et produisent tous leurs effets. Il y a à cet égard, une différence importante entre la prohibition édictée à l'encontre des notaires par l'article 12 de l'Ordonnance de 1843 et l'incapacité légale de faire le commerce, édictée contre les mineurs, les interdits et les femmes mariées. Les actes faits par ces derniers sont, en effet, frappés de nullité, alors que ceux passés par les notaires restent valables.

De ce que les opérations de commerce réalisées par un notaire ne sont pas nulles, découle une conséquence fort importante et dont les effets à l'égard des tiers sont particulièrement graves. Si ces opérations présentent une continuité suffisante pour permettre de considérer que le notaire en fait sa profession habituelle, celui-ci est réputé commerçant et peut, dès lors, être déclaré en faillite s'il est en état de cessation de paiements à l'occasion d'engagements commerciaux. Cette solution a été affirmée par de nombreux arrêts (2).

C'est là une conséquence de la plus haute importance, no-

ticle 12 de l'ordonnance de 1843, s'il laissait sa femme exercer un commerce « alors surtout que cette dernière n'aurait pas de domicile séparé et que la séparation de bien ne serait pas prononcée entre les époux » (*Rép. Fuzier-Hermann* v^o *Notaire*, n^o 597 ; cf. Trib. Mende, 8 octobre 1845, *J. not.*, art. 12989).

(1) Voir *supra*, p. 28.

(2) Angers, 3 déc. 1889. D. P. 1891.2.3 ; Bourges, 29 juin 1892. D. P. 1892.2.607. Req., 15 janvier 1895. D. P. 1895.1.40.

tamment pour les tiers amenés à traiter avec un notaire et particulièrement pour les banquiers. Nous verrons ci-après l'intérêt primordial qu'elle présente, principalement en ce qui concerne les opérations sur effets de commerce.

OPÉRATIONS DE BANQUE, ESCOMPTE ET COURTAGÉ.

Cette prohibition fait double emploi avec la précédente. Les opérations de banque, escompte et courtage constituent en effet, des actes de commerce par nature (art. 632 du Code de commerce).

Il est même intéressant de constater que l'application de la prohibition de faire le commerce et la déclaration de faillite qui est la conséquence de sa violation ont été principalement prononcées à l'encontre de notaires qui se livraient habituellement à des opérations de banque, escompte ou courtage (1).

A la prohibition de faire des opérations de banque, il convient de rattacher celle de recevoir ou conserver des fonds à charge, d'en servir intérêt, édictée par le décret du 30 janvier 1890.

La prohibition de se livrer à des opérations d'escompte présente pour notre sujet un intérêt particulier. Elle a, en effet, pour résultat, d'interdire aux notaires non seulement de négocier des effets de commerce mais même d'en souscrire ou d'en endosser, à moins toutefois qu'il ne s'agisse d'un acte isolé. Nous verrons ultérieurement toute la portée de cette prohibition, relativement aux opérations bancaires des notaires.

La prohibition de faire le courtage a également une répercussion importante sur la nature des opérations bancaires que peuvent ou ne peuvent pas réaliser les notaires.

Le courtier est celui qui s'entremet entre deux personnes pour leur permettre de réaliser l'opération juridique qu'elles ont en vue. Ainsi le notaire agit comme courtier quand il

(1) Cf. Bourges, 29 juin 1892 précité ; Req., 15 janv. 1895 précité.

met en rapport deux personnes dans le but de les amener à conclure un bail, une cession de créance, une vente amiable, un prêt hypothécaire ou sur billets. Agit également comme courtier, le notaire qui sert d'intermédiaire pour le placement des valeurs mobilières dans le public.

Est-ce à dire que toutes ces opérations sont illicites et tombent sous le coup de la prohibition de l'Ordonnance de 1843 ?

On considère généralement que l'interdiction édictée par l'article 12 de l'Ordonnance de 1843, ne joue que si le courtage présente un caractère commercial, la prohibition de se livrer à des affaires de courtage n'étant, comme celles de faire des opérations de banque ou d'escompte, qu'une application particulière de la prohibition générale de faire le commerce.

C'est ainsi qu'on lit dans le *Répertoire* de Fuzier-Hermann (V^o notaire, n^o 598) : « quant au courtage, il ne constitue un acte illicite que si le notaire a en vue une opération commerciale ».

Cette distinction conduit à considérer comme régulières les opérations de courtage présentant un caractère purement civil, telles que celles ayant pour but la réalisation d'une vente d'immeubles, d'un transport de créances, d'un prêt hypothécaire, d'un bail et même la vente d'actions qui ne se transmettent pas par voie d'endossement (1).

C'est dans ce sens qu'il a été notamment jugé qu'un notaire ne fait pas d'opérations de courtage lorsqu'il sert d'intermédiaire à ses clients pour effectuer, moyennant rétribution, des prêts sur billets à ordre, pourvu que cette pratique ne dégénère pas en habitude (2).

Ainsi donc, selon l'opinion générale, ne tomberaient sous le coup de la prohibition que les opérations de courtage ayant un but commercial. Pratiquement il n'en serait ainsi qu'en cas

(1) En ce sens DELACOURTIE et ROBERT, *Traité pratique de la discipline des notaires*, n^o 219 ; LEFEBVRE, *Traité de la discipl. notariale*, n^{os} 261 et suiv.

(2) Rennes, 9 janv. 1868, *J. not.*, 20031.

de courtage d'effets de commerce ou lorsque les opérations de courtage dégénèreraient en habitude (1).

A vrai dire, la distinction entre le courtage ayant un caractère commercial et celui ayant un caractère civil n'apparaît aucunement dans l'Ordonnance de 1843 qui se contente d'interdire aux notaires de se livrer à « aucune opération de courtage ». Et si même, on admet que cette prohibition ne doit être considérée que comme une application particulière de la prohibition générale de faire le commerce, il ne faut pas perdre de vue qu'aux termes de l'article 632 du Code de commerce, les opérations de courtage sont réputées actes de commerce par nature, de sorte qu'une opération de courtage, même lorsqu'elle a un but civil, comme par exemple, une vente d'immeuble, n'en constitue pas moins un acte de commerce.

Comment, en ce cas, concilier les termes de l'article 12 de l'Ordonnance du 4 janvier 1843 et le souci de permettre aux notaires de réaliser certaines opérations d'entremise comme par exemple, celles ayant pour but la conclusion d'une vente d'immeuble, d'un bail, d'une cession de créance qui constituent des opérations de courtage, au sens précis du mot et qui, cependant n'en sont pas moins considérées aujourd'hui comme parfaitement régulières et comme rentrant dans l'exercice normal et légitime de la profession notariale.

Certains auteurs sont allés jusqu'à contester la légalité de l'Ordonnance de 1843 (2).

Nous pensons quant à nous, que l'Ordonnance de 1843 est parfaitement légale et que, dans l'esprit de ses auteurs la prohibition de se livrer à des opérations de courtage, avait une portée absolument générale et visait aussi bien les actes de courtage à caractère civil que ceux tendant à un but commercial.

Il ne faut pas perdre de vue en effet, que l'Ordonnance de 1843 remonte à près d'un siècle, et qu'à cette époque la

(1) Cf. FAVIER-COULOMB cité par LEFEBVRE, *op. cit.*, n° 267.

(2) DELACOURTIE et ROBERT, *op. cit.*, n° 213.

sphère de l'activité notariale était fort loin d'avoir pris l'extension qu'elle connaît de nos jours. Les notaires d'alors se cantonnaient bien plus que ceux d'aujourd'hui dans l'exercice de leurs attributions légales, telles que les définit la loi de ventôse an XI : « recevoir les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions ». La prohibition de se livrer à des opérations de courtage, aussi bien civiles que commerciales, visait précisément à les contraindre de rester strictement dans le cadre des attributions fixées par la loi de ventôse.

Par la suite, les notaires ont étendu progressivement le domaine de leur activité et cette extension s'est réalisée généralement au mépris des prohibitions édictées à leur encontre. Cela est si vrai qu'il a fallu en 1890 instituer le contrôle des Chambres de discipline et renforcer les prohibitions et que, dans ses diverses circulaires aux Procureurs généraux, le Garde des Sceaux insistait chaque fois sur la nécessité de veiller à l'application rigoureuse de la discipline notariale.

Parmi ces opérations nouvelles réalisées par les notaires, certaines, peu à peu, ont cessé d'être regardées comme irrégulières ; telles sont précisément ces démarches par lesquelles un notaire s'entremet entre deux personnes pour les amener à conclure une vente d'immeuble, un bail, un prêt hypothécaire, un transport de créance. Comme ces contrats, une fois conclus, donnent lieu à l'établissement d'un acte que dresse le notaire lui-même, on a été amené peu à peu à considérer les démarches effectuées par ce dernier pour mettre les parties en rapport comme entrant dans le cadre légal de ses attributions ; on a cessé de faire la discrimination entre l'acte dressé par le notaire et les démarches qui l'ont précédé. Mais il n'en reste pas moins vrai que seul l'établissement de l'acte fait partie des attributions légales du notaire ; les démarches effectuées par ce dernier constituent en droit strict des opérations de courtage prohibées par l'Ordonnance de 1843. Il est inexact de dire qu'elles ne sont que l'exercice normal et

légitime de la profession. Si aujourd'hui on les considère comme telles, c'est en raison de cette sorte de confusion qui s'établit entre les démarches elles-mêmes et l'acte qui les couronne, en raison aussi de ce qu'elles se trouvent consacrées par une longue pratique notariale contre laquelle on ne s'est jamais élevé parce qu'elle ne présente, au fond, que bien peu de dangers.

Quant aux opérations de placement de valeurs mobilières, elles constituent également, à n'en pas douter, des opérations de courtage. Si on estime cependant qu'elles ne tombent pas sous le coup de la prohibition de l'Ordonnance de 1843, c'est en raison de ce que l'Etat semble les considérer lui-même comme régulières, puisqu'il sollicite l'intervention des notaires pour le placement des emprunts qu'il émet.

En résumé, nous estimons, quant à nous, que la prohibition de faire le courtage avait, dans l'esprit des auteurs de l'Ordonnance de 1843, une portée absolument générale, portée qu'elle a perdue par la suite ainsi que nous l'avons exposé.

Seules aujourd'hui sont considérées comme prohibées les opérations de courtage de caractère commercial. Quant aux opérations à caractère purement civil, telles que celles ayant pour but la conclusion d'une vente amiable, d'une cession de créance, d'un bail, d'un prêt hypothécaire..., on les considère comme faisant partie de l'exercice normal et régulier de la profession et il en est de même des opérations de placement de valeurs mobilières auxquelles peuvent se livrer les notaires, tant pour le compte de l'Etat que pour celui d'autres établissements.

Toutefois un arrêt récent de la Cour d'Orléans, intervenu au cours des affaires Stavisky, a décidé que le placement des valeurs mobilières par un notaire constituait un acte de courtage tombant sous le coup de la prohibition de l'Ordonnance de 1843.

Il s'agissait d'un notaire qui avait offert à ses clients des bons du Crédit municipal d'Orléans, puis des bons du Crédit Municipal de Bayonne. Après avoir obtenu la souscription

de ses clients, il se faisait verser les fonds, les envoyait à l'établissement émetteur qui lui adressait, en retour, les titres à remettre aux souscripteurs.

La Cour d'Orléans a jugé que ces agissements constituaient des opérations de courtage illicites susceptibles de motiver des sanctions disciplinaires à l'encontre du notaire.

Il nous paraît intéressant de reproduire les principaux attendus de cet arrêt, qui confirment nettement la thèse que nous avons exposée ci-dessus relativement à la portée de la prohibition des opérations de courtage.

« Attendu, dit la Cour d'Orléans, qu'en recevant les fonds
« et en les expédiant, puis en recevant les titres et en les
« remettant, le notaire a fait acte de mandataire, mais que
« l'acceptation et l'exécution de ce mandat ne font pas dis-
« paraître le courtage qui l'avait précédé ;

« Attendu que l'on ne saurait faire une distinction entre
« les actes de courtage destinés à favoriser la spéculation qui
« seraient seuls prohibés par l'Ordonnance du 4 janvier 1843
« et les autres ; que le texte ne fait pas cette discrimination,
« qu'elle serait d'ailleurs contraire à son esprit puisque l'or-
« donnance a formellement interdit aux notaires tout acte de
« commerce et que toute opération de courtage est un acte
« de commerce aux termes de l'article 632 du Code de com-
« merce, sans que l'on ait à se préoccuper de la nature civile
« ou commerciale de l'acte pour lequel le courtier sert d'in-
« termédiaire ; qu'il s'ensuit que les notaires ne peuvent
« consentir à servir d'intermédiaires pour le placement, dans
« leur clientèle, de valeurs mobilières ;

« Attendu que s'il est exact qu'à plusieurs reprises le Garde
« des Sceaux ait invité les notaires à favoriser le placement
« des titres d'Etat, rentes françaises et bons de la Défense
« Nationale, ce n'est que par une dérogation implicite, mais
« certaine à l'Ordonnance du 4 janvier 1843, dans un intérêt
« supérieur de défense ou de restauration nationales (1). »

(1) Orléans, 3 juillet 1934, *J. Not.*, 1935, art. 38231.

Nous sommes tout à fait d'accord du point de vue strictement juridique, avec la thèse de la Cour d'Orléans.

Mais nous devons bien reconnaître que l'application rigoureuse de cette thèse n'est plus guère justifiable de nos jours.

Du moment qu'on admet que c'est à bon droit, que les notaires prêtent leur concours pour le placement des fonds d'Etat, pourquoi leur dénierait-on le droit de participer à tous autres placements ? De deux choses l'une, ou bien les placements de valeurs mobilières sont interdits aux notaires et alors ce n'est pas le Garde des Sceaux, au moyen d'une simple circulaire, qui a qualité pour les dispenser de tenir compte de cette interdiction, ou bien ils sont permis et en ce cas ils doivent l'être sans exception.

Au surplus, l'application stricte de la thèse adoptée par la Cour d'Orléans conduirait à faire regarder comme illicite, le fait par un notaire de mettre en rapport acheteur et vendeur, bailleur et preneur, prêteur et emprunteur..., alors que nul aujourd'hui, ne conteste la régularité de telles opérations.

En réalité, ces diverses opérations, y compris les placements de valeurs mobilières, constituent sans doute des opérations de courtage, au sens strict du mot, mais, de nos jours, et en raison d'un long usage bien établi, il convient de les considérer comme régulières dès l'instant qu'elles n'ont pas le caractère commercial et qu'elles ne tendent pas à un but spéculatif.

La décision de la Cour d'Orléans s'explique surtout par ce fait qu'elle a été rendue en pleine affaire Stavisky à laquelle du reste, elle se rattachait et qu'un acquittement du notaire eut sans doute été mal interprété par l'opinion publique.

Nous bornerons à cet examen de l'article 12 (1^{er} paragraphe) de l'Ordonnance de 1843, notre étude des diverses prohibitions édictées à l'encontre des notaires. Ce n'est pas à dire que les autres prohibitions prononcées tant par l'Ordonnance de 1843 que par le décret du 30 janvier 1890, soient dépourvues de tout intérêt et nous serons sans doute amenés à nous y référer dans nos développements ultérieurs, mais il est incon-

testable que les prohibitions de l'article 12 (1^{er} paragraphe) sont de beaucoup les plus importantes et, au surplus, les seules, qui soient en rapport étroit avec notre sujet comme ayant une répercussion directe sur les opérations bancaires des notaires.

C'est pourquoi nous avons cru devoir les étudier plus attentivement.

SECTION III.

Des conditions dans lesquelles les notaires sont à même de réaliser des opérations bancaires pour leur compte personnel.

Nous envisagerons, une à une, les diverses opérations bancaires que toute personne est susceptible de réaliser et nous examinerons dans quelles conditions ces opérations peuvent être effectuées par les notaires pour leur compte personnel, compte tenu des prohibitions édictées à leur égard.

A. COMPTES COURANTS. COMPTES DE DÉPÔTS. COMPTES DE CAISSE.

Aucune disposition législative ou réglementaire, aucune prescription disciplinaire n'interdit aux notaires de déposer chez un banquier leurs fonds personnels. Ils peuvent donc, sans aucune restriction, demander à un banquier de leur choix l'ouverture d'un compte courant, d'un compte de dépôts de fonds, d'un compte de caisse destiné à recevoir leurs deniers personnels.

Rappelons toutefois l'usage, très critiquable selon nous, adopté par la Banque de France qui ne consent pas à ouvrir sur les livres d'un même Comptoir deux comptes au nom du même notaire, l'un destiné à enregistrer ses opérations d'étude, l'autre réservé à ses opérations personnelles. Nous avons

exposé précédemment les raisons qu'invoque la Banque pour justifier cette décision et nous avons dit combien nous les considérons comme peu péremptoires (1).

En raison de l'usage général qui consiste à immatriculer indifféremment comptes personnels et comptes d'études au nom patronymique des notaires, l'ouverture d'un compte personnel peut permettre à certains notaires peu scrupuleux de dissimuler à ce compte des opérations d'études irrégulières. Il n'existe en l'état actuel des règlements notariaux et des pratiques bancaires, aucune possibilité de déterminer *à priori* si les comptes réservés théoriquement aux opérations personnelles des notaires, ne comprennent pas des sommes appartenant aux clients de l'étude, et, inversement, si des comptes, en principe réservés aux opérations de l'étude, ne comprennent pas des fonds personnels du notaire.

La distinction entre comptes personnels et comptes d'études est toute gratuite. Tout dépend du notaire lui-même, de son souci d'ordre, de ses scrupules professionnels. Sans doute un notaire consciencieux, soucieux d'une parfaite régularité de ses opérations et du bon ordre de sa comptabilité, s'abstiendra d'établir la moindre confusion entre ses opérations personnelles et ses opérations d'étude. Mais cette confusion est possible. Non seulement le banquier n'a pas les moyens de l'empêcher, mais il n'existe même aucune présomption que les sommes figurant au compte personnel ne sont composées que des fonds appartenant en propre aux notaires et que celles inscrites au compte d'étude appartiennent en totalité à la clientèle. Nous pensons que l'existence d'une telle présomption supprimerait bien des difficultés et nous envisagerons, dans notre dernier chapitre, comment elle pourrait être établie.

Quoi qu'il en soit et compte tenu de la confusion toujours possible, il faut reconnaître au Notaire le droit d'avoir un compte distinct de celui affecté aux opérations de son étude, compte auquel il pourra déposer ses fonds personnels, opérer

(1) Voir *supra*, p. 71 et 72.

des prélèvements à son profit ou au profit de tiers, notamment au moyen de chèques (1) effectuer toutes opérations de banque qui ne lui sont pas interdites, le tout dans les mêmes conditions que tous les autres clients du banquier.

Ce compte personnel sera, soit un compte courant, soit un compte de dépôts de fonds, soit un compte de caisse, compte de chèques, etc... La terminologie de ces comptes varie selon les établissements mais leur principe reste le même : ce sont des comptes uniquement destinés à recevoir des dépôts et à fonctionner au moyen de prélèvements opérés sur ces dépôts à l'exclusion de toute opération de crédit.

Le compte sera, bien entendu, immatriculé au nom patronymique du Notaire, et, comme il est d'usage d'indiquer dans l'immatricule la profession du client, la qualité de notaire sera mentionnée à la suite du nom : M^e X..., notaire à ... Or cette immatricule est exactement la même, nous le savons, que celle qui est employée pour les comptes théoriquement réservés aux opérations de l'étude. De là, la confusion toujours possible que nous avons signalée et les difficultés diverses qui peuvent en découler. Nous pensons que ces difficultés seraient aplanies ou, en tout cas, bien diminuées, si les comptes en question étaient revêtus d'immatricules différentes. Nous reprendrons cette question plus en détail dans notre prochain chapitre.

B. LOCATIONS DE COFFRES-FORTS.

Les Notaires ont toute capacité de louer, dans une banque, un compartiment de coffre-fort pour leurs besoins personnels.

Ils peuvent également en louer un pour les besoins de leur

(1) L'émission d'un chèque ne constitue pas, par sa nature, un acte de commerce. Elle ne tombe donc pas sous le coup de l'article 12 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 qui interdit aux notaires de se livrer à aucune opération de commerce. Les notaires ont donc toute liberté pour émettre des chèques. Nous verrons, au contraire, que la prohibition de l'ordonnance de 1843 a une répercussion importante en ce qui concerne les effets de commerce. Voir *infra*, p. 101.

étude, par exemple pour y déposer des titres appartenant à leur clientèle.

Il se peut que le même coffre soit à la fois utilisé par le notaire pour ses besoins personnels ou pour ceux de son étude.

Mais rien ne l'empêche d'avoir deux coffres distincts.

La Banque de France par exemple, qui n'admet pas l'existence sur ses livres de deux comptes différents au nom du même notaire, ne fait aucune difficulté, par contre, pour lui consentir la location de deux compartiments de coffre séparés. La raison d'ailleurs, en est purement pratique. Un compartiment de coffre peut devenir trop petit, incapable matériellement de contenir tout ce que le notaire est désireux d'y enfermer. Un compte au contraire est indéfiniment extensible : il suffit d'ajouter de nouvelles feuilles.

En tout cas, la Banque n'admet pas, quant à elle, la distinction entre coffre personnel et coffre affecté aux besoins de l'étude. Elle loue au notaire autant de compartiments distincts que celui-ci lui demande, mais elle les considère tous comme susceptibles d'être utilisés par le notaire tant pour les besoins de son étude que pour son usage personnel. Nous verrons, au cours de notre prochaine section, que la question présente un intérêt pratique en cas de survenance de certains événements de nature à affecter le fonctionnement normal des comptes ouverts aux notaires.

Mais bien entendu, le notaire est parfaitement libre d'établir lui-même une distinction entre ses différents compartiments de coffre : d'en affecter un exclusivement aux services de son étude et de réserver l'autre pour ses besoins personnels. Seulement cette discrimination est purement relative : elle ne vaut que pour lui ; la Banque l'ignore.

De même si le notaire déjà locataire d'un coffre dans une banque se fait consentir une seconde location dans une autre banque, en spécifiant que ce second coffre est rigoureusement réservé à son usage personnel, le banquier n'est pas lié par cette affirmation. Etant donné qu'il n'a ni le droit ni la possibilité de se faire justifier que tout objet déposé par le notaire

dans son coffre est bien sa propriété personnelle, il est fondé à présumer que le coffre peut contenir des valeurs appartenant aux clients de l'étude. La question présente un intérêt en cas de survenance de certains événements, tels que démission, suspension, destitution du notaire qui, sans enlever à ce dernier l'exercice de sa capacité civile, lui retirent le droit d'administrer son étude (1).

C. DÉPÔTS DE TITRES.

Nous n'envisageons ici que les dépôts qualifiés habituellement « dépôts libres », c'est-à-dire les véritables « dépôts » au sens juridique du mot, et non les dépôts de nature spéciale que sont les dépôts de garantie, ou « dépôts en nantissement » destinés à réaliser des avances sur titres ou des cautionnements.

De même que le notaire peut, en toute liberté, posséder un compte de dépôts de fonds pour son usage personnel, de même aucune disposition légale, aucune prescription disciplinaire ne lui interdit de remettre en dépôt chez son banquier des titres qui sont sa propriété personnelle.

D'autre part, la réception des valeurs en dépôt au nom du Notaire ne peut entraîner aucun risque pour le Banquier. Le dépôt est, en effet, un acte de simple administration. En admettant même que les valeurs déposées par le notaire ne soient pas sa propriété personnelle, qu'elles appartiennent en tout ou partie à ses clients, ceux-ci ne peuvent subir aucun préjudice du fait que le notaire, plutôt que de les conserver sous sa responsabilité directe et personnelle, a préféré en confier la garde et la gestion à un banquier.

Les banques peuvent donc accueillir et, en fait, accueillent sans difficulté les valeurs qui leur sont déposées par un notaire.

Nous avons vu (2) que les notaires peuvent également déposer en banque en attendant d'en faire la remise aux intéressés,

(1) Voir *infra*, p. 111 et s.

(2) Voir *supra*, p. 7.

les valeurs dont ils se trouvent être détenteurs pour le compte de leurs clients, notamment en cas de succession ou de constitution de dot.

Les mêmes risques de confusion, les mêmes difficultés que nous avons déjà signalés à propos des dépôts de fonds sont donc également susceptibles de se produire en matière de dépôts de titres. Toutefois, dans ce dernier cas, ils seront moins graves, car il est infiniment plus facile d'établir l'origine et la propriété d'une valeur que d'une somme d'argent. Ces risques et ces difficultés n'en subsistent pas moins ; toutefois, étant donné l'usage des banques d'immatriculer indifféremment au nom patronymique du notaire les dépôts effectués par celui-ci pour le compte de sa clientèle ou pour son compte personnel, il sera impossible de déterminer *à priori*, surtout s'il s'agit de titres au porteur, à qui, du notaire lui-même ou de ses clients, appartiennent les titres déposés.

Nous savons quelles difficultés peuvent en résulter notamment en cas de démission, suspension ou destitution du notaire, comme aussi à l'occasion de l'exercice du contrôle.

Quoi qu'il en soit, et en dépit de ces risques et difficultés, les notaires ont le droit sans aucune restriction, de déposer en banque, comme tout particulier, les valeurs qui leur appartiennent, que ces titres soient nominatifs ou qu'ils soient au porteur. Aucune disposition n'oblige en effet les notaires à ne posséder que des titres nominatifs. Certaines prescriptions de leurs Chambres, dont nous aurons prochainement l'occasion de reparler, ont posé comme règle que les notaires ne pourraient contracter des avances que sur des titres immatriculés à leur nom, mais ces prescriptions concernent exclusivement les avances et n'affectent en rien le droit des notaires de posséder des titres au porteur et de les remettre en dépôt chez leur banquier.

D. AVANCES SUR TITRES.

L'avance sur titres se décompose juridiquement en deux éléments : 1^o un emprunt ; 2^o une constitution de gage, un

nantissement (1). Si, comme il est souvent d'usage, l'avance est réalisée sous forme d'avance en compte courant (2) il s'ajoute un troisième élément : une convention de compte courant.

Aucune disposition législative, réglementaire ou disciplinaire, n'interdit aux notaires d'emprunter pour leur propre compte, de conférer des garanties mobilières ou immobilières sur leurs biens personnels, et nous avons déjà vu que rien ne les empêchait non plus d'avoir un compte courant dans une Banque. On doit donc en conclure que les notaires ont toute capacité de se faire consentir une avance sur titres pour leurs besoins personnels.

Cependant on aperçoit tout de suite un danger possible. Les notaires détiennent souvent des valeurs mobilières, en quantité parfois importante, pour le compte de leur clientèle (valeurs provenant d'une succession, titres constitués en dot, etc.). N'est-il pas à craindre que le notaire n'utilise ces titres pour emprunter pour son compte personnel ? Le danger serait certes grave, car les droits de nantissement conférés aux banquiers sur les titres en question feraient échec au droit de revendications des propriétaires.

Pour si grave que pût paraître ce danger, il n'a pas semblé suffisant pour interdire complètement aux notaires l'ouverture d'une avance sur titres à leur nom. Il a paru aux Chambres de discipline qu'il serait suffisant de prendre des précautions pour que les notaires ne puissent affecter en gage que des titres dont on aurait la certitude qu'ils seraient leur propriété personnelle.

(1) La double convention d'emprunt et de nantissement intervient généralement entre les mêmes personnes, mais il peut en être autrement lorsque, par exemple, le gage est constitué par une personne pour permettre à une tierce personne d'obtenir une avance.

(2) L'avance en compte-courant est celle qui donne à l'emprunteur, la disposition d'un compte qu'il peut utiliser au gré de ses besoins et convenances avec possibilité pour lui de rendre ce compte débiteur, à concurrence du crédit qui lui a été ouvert sur les valeurs déposées en nantissement.

A cet effet il a été décidé que les notaires ne pourraient remettre en garantie d'avances que des titres nominatifs immatriculés à leur nom. Sur la demande des Chambres de Discipline, la Banque de France (1) a fait de cette prescription une disposition réglementaire dont l'observation est obligatoire pour tous ses services et succursales (2).

Remarquons bien ici, ainsi que nous aurons l'occasion de le faire un peu plus loin, pour les opérations d'escompte et les signatures d'effets de commerce, que l'inobservation de la prescription édictée par les Chambres et par la Banque de France, n'entraînerait pas la nullité de l'opération. Une avance contractée par un notaire, sur des titres au porteur serait parfaitement valable du point de vue juridique. Il ne s'agit donc que d'une simple règle de discipline dont l'inobservation aurait pour seul effet d'entraîner des sanctions disciplinaires à l'égard du notaire contrevenant. Mais à l'égard du banquier, l'opération ne serait susceptible d'entraîner aucun risque. Si les banques et notamment la Banque de France appliquent néanmoins la prescription dont il s'agit, c'est uniquement pour se conformer au vœu des Chambres de discipline.

Remarquons aussi que l'immatriculation d'un titre au nom d'un notaire ne constitue pas une preuve péremptoire que ce titre est bien la propriété du notaire en question ; celui-ci a pu par exemple, acheter des valeurs avec des fonds ne lui appartenant pas et les faire mettre au nominatif à son nom. Cependant l'immatriculation du titre au nom du notaire, si elle ne constitue pas une preuve absolue, établit néanmoins une forte présomption de propriété et les Chambres ont estimé que cette présomption était suffisante. Décider que les notaires ne pourraient contracter une avance sur titres que si l'on avait la certitude rigoureusement absolue que les titres lui appartiennent, aurait pratiquement conduit à interdire tout nantissement au

(1) Les questions d'avances sur titres se posent surtout à l'égard de la Banque de France, dont elles constituent une des principales catégories d'opérations.

(2) Délibération du Conseil général de la B. de F. du 6 mai 1852.

nom d'un notaire. L'on n'a pas estimé devoir en venir jusque-là.

Dans la pratique, la Banque de France appliquait avec un certain libéralisme, l'interdiction faite aux notaires d'emprunter sur des titres au porteur. Considérant que le but poursuivi était d'empêcher que les notaires ne pussent contracter une avance sur des valeurs ne leur appartenant pas, elle acceptait en garantie des titres au porteur toutes les fois qu'elle n'avait aucun doute sur leur propriété, par exemple, lorsque le notaire pouvait justifier de sa propriété personnelle par un acte authentique : contrat de mariage, partage, etc...

Mais, en présence de certains abus et pour éviter toute possibilité de difficulté, la Chambre des notaires de Paris, dans sa séance du 21 janvier 1937, vient de prendre une décision renouvelant d'une manière absolument impérative, l'interdiction pour les membres de cette compagnie, d'emprunter sur des titres au porteur, et pour se conformer à cette prescription, la Banque de France a donné des instructions à ses comptoirs pour qu'aucune dérogation à la règle ne puisse désormais être admise.

Le notaire qui désire contracter une avance doit donc déposer des titres nominatifs ; s'il ne possède que des titres au porteur, il doit, au préalable, les faire convertir au nominatif.

En ce qui concerne les titres à ordre, non susceptibles de la forme nominative (1), ils doivent être libellés au nom du notaire intéressé et celui-ci devra en outre justifier qu'ils sont bien sa propriété personnelle, la simple mention de son nom sur le titre ne pouvant établir une présomption suffisante à cet égard, puisque cette mention peut être apposée par toute personne en possession du titre.

La restriction apportée par les règlements des Chambres de Discipline au droit pour les notaires de se faire consentir des avances sur titres s'applique, remarquons-le bien, à la constitution du nantissement et ne s'applique qu'à elle.

(1) Tels sont par exemple les bons et obligations du Trésor et les bons de la Défense nationale.

Il en résulte deux conséquences importantes :

En premier lieu, il est parfaitement possible qu'un notaire puisse contracter une avance sur titres sur des valeurs au porteur déposées par un tiers. Le procédé est relativement fréquent. Il est utilisé par toute personne qui désirant obtenir une avance et n'ayant pas de titres personnels obtient d'un tiers, généralement un parent ou un ami, qu'il consente à déposer lui-même des valeurs, réalisant de la sorte entre les mains du banquier un cautionnement réel au profit de l'emprunteur. Rien n'interdit aux notaires de se faire ainsi cautionner par un de leurs parents ou amis et, en ce cas, le tiers bailleur de gage peut, s'il n'est pas lui-même notaire, très valablement affecter des titres au porteur en garantie des avances demandées par le notaire.

En second lieu, et à l'inverse, il est permis aux notaires de déposer eux-mêmes des valeurs en garantie des avances contractées par un tiers, mais, conformément aux prescriptions des Chambres de discipline, ces valeurs devront être nominatives.

Il n'y a pas à distinguer, à cet égard, selon que le notaire emprunte personnellement ou que l'avance est contractée par un tiers sur des titres déposés par un notaire (1).

E. OPÉRATIONS DE BOURSE.

Nous envisagerons, sous cette rubrique, non seulement les opérations de bourse proprement dites, mais encore toutes opérations sur titres, telles que souscriptions ou encaissement de valeurs qui ne se réalisent pas à la bourse et ne nécessitent pas le ministère d'un agent de change.

Nous rencontrons ici diverses prohibitions édictées tant par

(1) La même règle est, du reste, applicable au cas où le notaire dépose des titres en garantie des escomptes d'un tiers et d'une façon générale toutes les fois qu'il constitue un nantissement sur des titres lui appartenant, quel que soit l'objet de ce nantissement.

l'ordonnance du 4 janvier 1843, que par le décret du 30 janvier 1890.

D'après l'article 12 de l'ordonnance de 1843, il est interdit aux notaires : 1^o de se livrer à aucune spéculation de bourse ou opération de ... courtage ; ... 3^o de faire des spéculations relatives à la cession des créances ... actions industrielles et autres droits incorporels ; ... 5^o de placer en leur nom personnel des fonds qu'ils auraient reçus, même à la condition d'en servir l'intérêt (1).

D'autre part, l'article 1^{er} du décret du 30 janvier 1890 stipule qu'il est interdit aux notaires : ... 2^o d'employer même temporairement, les sommes ou valeurs dont ils sont constitués détenteurs à un titre quelconque, à un usage auquel elles ne seraient pas destinées.

Telles sont les prohibitions dont nous avons à faire état dans la présente matière.

Ces prohibitions peuvent, en somme, se ramener à la double règle suivante :

1^o il est interdit aux notaires de faire des opérations spéculatives ;

2^o il leur est également interdit d'utiliser pour leurs opérations personnelles, les fonds de leur clientèle.

Dans quelles mesures ces prohibitions influent-elles sur les opérations bancaires des notaires ?

Remarquons tout d'abord, que sont seules interdites aux notaires, les opérations de bourse présentant le caractère de spéculations. Les opérations de nature non spéculative sont parfaitement autorisées.

Les notaires peuvent donc acheter et vendre des valeurs dès l'instant qu'il ne s'agit que de réaliser un placement ou de procéder à la gestion normale de leur portefeuille. Sans doute, ces opérations ne sont pas exemptes de possibilités de fraudes ?

Il se peut que les placements effectués par le notaire soient

(1) L'article 1^{er} du décret du 30 janv. 1890 interdit aux notaires de recevoir ou conserver des fonds à charge d'en servir l'intérêt.

réalisés au moyen de fonds appartenant à la clientèle, ce qui, nous le savons, est formellement prohibé, tant par l'ordonnance de 1843 que par le décret du 30 janvier 1890.

Le banquier chargé de servir d'intermédiaire pour réaliser l'opération non plus d'ailleurs que l'agent de change, n'ont de justification à demander quant à l'origine des fonds employés à l'achat.

Admettre le contraire eût entraîné des complications sans nombre et constitué une véritable brimade vis-à-vis des notaires honnêtes qui sont l'immense majorité. Si les fonds appartiennent à la clientèle et ont été détournés par le notaire de l'usage auquel ils étaient destinés, c'est affaire entre le notaire d'une part, ses clients et sa chambre d'autre part. Il encourt une responsabilité à la fois civile, pénale, même si le détournement est suffisamment caractérisé pour être constitutif du délit d'abus de confiance, voire d'escroquerie, et en tout cas disciplinaire, ou, pour le moins, une responsabilité purement disciplinaire, au cas où le détournement n'aurait été que temporaire et que, par la suite, le notaire ait restitué les fonds à leur destination régulière. Mais vis-à-vis des tiers, notons-le bien, la prohibition n'est assortie d'aucune sanction et l'opération reste entièrement valable.

D'un autre côté, il est également possible que les titres dont le notaire demande la vente ne lui appartiennent pas. Nous savons que les notaires sont souvent détenteurs de titres pour le compte de leurs clients et nous avons vu que pour éviter des risques de détournement les chambres de discipline leur interdisent d'emprunter sur des titres qui ne seraient pas immatriculés à leur nom. Les mêmes risques existent également en cas de vente de titres au porteur.

Est-il possible de les éviter, ainsi qu'il est fait en ce qui concerne les avances sur titres ?

La précaution est ici bien plus difficile à prendre. Remarquons, en effet, que si l'on décidait que les notaires ne pourraient vendre que des titres immatriculés à leur nom, cela reviendrait à leur interdire la possession des titres au porteur et

à établir pour eux, l'obligation de ne posséder que des titres nominatifs. Or, si le titre nominatif présente certains avantages, comme la réduction du chiffre de l'impôt cédulaire sur les coupons, il ne manque pas non plus d'inconvénients dont les principaux sont précisément la complication et la lenteur des procédés de transmission. Il eût été abusif de contraindre les notaires à ne posséder que des titres nominatifs. Les Chambres de discipline n'ont pas cru devoir le prescrire.

Dès lors, si l'on admet le droit pour les notaires de posséder des titres au porteur, il faut leur reconnaître la faculté de les aliéner librement.

On pourrait supposer un système selon lequel le notaire qui désire vendre un titre au porteur, devrait fournir la justification que ce titre lui appartient. Les Chambres n'ont pas cru devoir l'imposer, car il eut constitué une brimade regrettable à l'égard des notaires scrupuleux et honnêtes.

Les banquiers peuvent donc accepter, sans aucune justification, tous ordres de vente de titres au porteur qui leur sont remis par des notaires (1).

Si les titres ont été détournés par le notaire à qui ils avaient été confiés par la clientèle, le notaire verra sa responsabilité civile, pénale peut-être, et disciplinaire engagée, mais la validité de l'opération ne sera pas affectée.

Il convient d'envisager maintenant la prohibition de réaliser des opérations spéculatives, édictée par l'article 12 de l'ordonnance de 1843.

Le caractère spéculatif ou non d'une opération de banque n'apparaît pas toujours à première vue. C'est souvent une question d'intention. L'achat d'un titre dans le but bien arrêté de le revendre sous peu après hausse, constitue en somme une spéculation.

Cependant il est certaines opérations de bourse qui ne laissent aucun doute sur le but spéculatif du donneur d'ordre : ce

(1) Le règlement intérieur de la Banque de France prévoit formellement qu'il y a lieu d'accepter des notaires la vente de titres au porteur.

sont principalement les opérations à découvert : achats à terme sans versement du prix, avec intention de revendre avant l'échéance du terme ; ventes à terme, sans remise de titres, avec intention de racheter avant la livraison.

Nous estimons que le droit d'effectuer ces opérations, essentiellement spéculatives par nature, doit être refusé aux notaires.

Quant aux opérations à terme ordinaires, c'est-à-dire réalisées non à découvert mais avec dépôt de la provision, espèces ou titres, elles ne constituent pas nécessairement des spéculations. Nous pensons, par conséquent, qu'il ne saurait être question de les interdire systématiquement aux notaires. Ce n'est qu'en cas où leur importance et leur fréquence sembleraient établir que le notaire se livre à la spéculation qu'il conviendrait, croyons-nous, pour le banquier, d'attirer l'attention de son client sur la prohibition de l'ordonnance de 1843.

Remarquons d'ailleurs que le banquier n'est nullement tenu de le faire. Les chambres de discipline n'ont jamais, à notre connaissance, demandé aux banques de refuser aux notaires les opérations à terme même à découvert. Au surplus la sanction de l'article 12 de l'ordonnance de 1843 est, nous le savons, purement disciplinaire. Elle n'affecte en rien la validité de l'opération. Le Banquier n'encourt donc aucune responsabilité.

Nous sommes néanmoins d'avis qu'il doit :

- refuser aux notaires toutes opérations à découvert ;
- attirer leur attention sur la prohibition s'il lui paraît qu'ils réalisent, par son intermédiaire, des opérations spéculatives.

Les notaires peuvent effectuer des ordres de bourse, non seulement pour leur compte personnel, mais comme mandataires de leurs clients.

Nous savons qu'une circulaire du Garde des Sceaux du 1^{er} mars 1890 leur a expressément reconnu le droit de se char-

ger de la gestion des biens et de la fortune des propriétaires qui ne veulent ou ne peuvent eux-mêmes s'en occuper (1).

Cette gestion peut entraîner la réalisation d'ordres de ventes, d'encaissement, de remplois que le notaire pourra valablement effectuer. Si ces opérations portent sur des titres au porteur, le banquier ne demandera aucune justification. Mais si elles se rapportent à des valeurs nominatives au nom du client, il sera nécessaire de présenter la procuration en vertu de laquelle le notaire agit.

Les notaires peuvent être également amenés à acheter et vendre des titres, à titre de mandataires, en cas de remplois dotaux ou encore pour compte de tuteurs soucieux d'observer les formalités de la loi du 27 février 1880. Les mêmes règles que ci-dessus seront applicables.

Enfin, il nous reste à envisager la question des souscriptions à des émissions de valeurs.

Les notaires peuvent évidemment souscrire pour leur propre compte. Il n'y a pas de difficulté.

Mais peuvent-ils être admis à souscrire, comme intermédiaires de leurs clients ?

Nous avons déjà rencontré cette question (2) et nous avons indiqué qu'à notre avis les placements de valeurs mobilières constituaient, à n'en pas douter, des opérations de courtage, tombant par conséquent sous le coup de l'article 12 de l'ordonnance du 4 janvier 1843. Un arrêt de la Cour d'Orléans, dont nous avons rapporté les attendus, a récemment confirmé ce point de vue (2).

Toutefois, nous savons également que, dans la pratique, les notaires sont couramment agréés comme intermédiaires pour les émissions de valeurs mobilières et que l'Etat lui-même sollicite régulièrement leur entremise pour le placement des emprunts qu'il émet.

Il y a là un usage aujourd'hui bien établi qui constitue, à

(1) Voir *supra*, p. 26.

(2) Voir *supra*, p. 79.

notre avis, une entorse à la prohibition de faire le courtage, mais une entorse qui ne présente pas de grave inconvénient si on la limite aux placements des valeurs mobilières.

En conséquence, du moment que l'exemple leur en est donné par l'Etat lui-même, nous estimons que les banquiers peuvent valablement accueillir les notaires comme intermédiaires pour le placement des valeurs mobilières qu'ils sont chargés d'émettre dans le public. L'opération quoique théoriquement prohibée par l'ordonnance de 1843, est aujourd'hui, en vertu d'un long usage consacré par l'Etat lui-même, considérée comme parfaitement régulière. L'arrêt récent de la Cour d'Orléans en raison des circonstances spéciales qui l'ont entouré (1) ne saurait constituer un précédent à cet égard et ne semble pas appelé à faire jurisprudence.

F. OPÉRATIONS SUR EFFETS DE COMMERCE.

Nous abordons ici une matière où l'effet des prohibitions de l'ordonnance de 1843 se fait particulièrement sentir. Nous savons, en effet, que dans son article 12 : 1^o ladite ordonnance interdit aux notaires « de se livrer à aucune ... opération de commerce, banque, escompte et courtage ».

En ce qui concerne les effets de commerce, cette prohibition a des conséquences extrêmement importantes.

En premier lieu, elle interdit aux notaires toutes opérations d'escompte. L'article 12 l'indique expressément.

Mais, ce qui est encore bien plus grave, elle a pour effet d'interdire aux notaires non pas seulement d'escompter mais encore de créer, d'endosser ou d'accepter des lettres de change, puisqu'aux termes de l'article 632 du Code de commerce la lettre de change est réputée acte de commerce à l'égard de toutes personnes qui y apposent leur signature.

(1) Rappelons que cet arrêt qui a décidé que le placement par un notaire des bons du crédit municipal de Bayonne constituait une opération de courtage prohibée par l'ordonnance de 1843 a été rendu en pleine affaire Stavisky à laquelle du reste elle se rattachait. Voir *supra*, p. 83.

Les banquiers ont-ils à se préoccuper de cette prohibition ?

Doivent-ils refuser d'escompter des effets de commerce aux notaires et d'accepter de leurs cédants des effets créés, endossés ou acceptés par ces officiers ministériels ? Ou, en tout cas, s'ils consentent à effectuer de telles opérations, encourent-ils un risque quelconque ?

Ces questions nous amènent à examiner la sanction attachée à la prohibition de l'article 12 de l'ordonnance de 1843. Nous avons déjà abordé ce sujet dans notre section précédente (1) et nous avons eu l'occasion d'indiquer que cette sanction est purement disciplinaire.

Aux termes de l'article 13 de l'ordonnance de 1843, en effet, « les contraventions aux prohibitions portées en l'article précédent seront, ainsi que les autres infractions à la discipline, poursuivies, lors même qu'il n'existerait aucune partie plaignante, et punies, suivant la gravité, en conformité de la loi du 25 Ventôse an XI et de la présente ordonnance ». Le notaire contrevenant encourt des peines disciplinaires qui seront prononcées contre lui, soit par la chambre de discipline, soit par le Tribunal civil et qui pourront aller du rappel à l'ordre (peine minima) jusqu'à la destitution (peine maxima).

Telle est la sanction, et la seule, attachée aux prohibitions de l'article 12. L'Ordonnance de 1843 ne prévoit aucune sanction opposable aux tiers qui auraient réalisé avec un notaire des opérations effectuées en contravention avec ces prohibitions.

D'autre part, et c'est là surtout la question qui nous intéresse, les opérations réalisées par le notaire en dépit des dites prohibitions ne sont pas frappées de nullité ; elles conservent leur pleine validité.

Il en résulte qu'en droit les banquiers n'ont pas à se préoccuper de la prohibition de l'article 12. Ils n'encourent aucun risque particulier s'ils escomptent des effets présentés par un

(1) Voir *supra*, p. 74.

notaire ou s'ils acceptent de leurs cédants des effets revêtus de la signature de ces officiers ministériels.

Sans doute nous savons (1) qu'à défaut de sanction directe, il existe cependant, vis-à-vis des tiers, une sanction indirecte, particulièrement grave d'ailleurs, à savoir la possibilité pour le notaire d'être déclaré en faillite au cas où les opérations sur effets de commerce réalisées par lui auraient le caractère commercial (ce qui est le cas généralement) et présenteraient une continuité suffisante pour permettre de considérer qu'il en fait sa profession habituelle. Dans cette hypothèse le banquier porteur d'effets créés, endossés, acceptés ou négociés par un notaire, courrait en effet le risque de ne pouvoir recouvrer le montant de ses créances, au cas où ses recours contre les autres co-obligés se seraient eux-mêmes révélés inopérants. Il y a là certes un risque grave mais ce risque, le banquier le court pour tous les effets de commerce qu'il reçoit à l'escompte et non pas seulement pour ceux qui portent la signature d'un notaire.

On peut donc, en tout état de cause, dire que rien n'interdit en principe aux banquiers d'admettre les notaires à leurs escomptes ou d'accepter des effets créés, endossés ou acceptés par un notaire.

Il n'en est cependant pas ainsi, et, d'une façon très générale, les banquiers refusent d'effectuer de telles opérations. Il faut bien reconnaître, en effet, qu'il serait pour le moins surprenant que les tiers, notamment les banquiers, puissent permettre aux notaires de traiter avec eux des opérations qui leur sont interdites par leurs règlements. Sans doute les tiers ne sont pas chargés de faire respecter la discipline notariale, mais ils ne doivent pas non plus favoriser les infractions à cette discipline. Sans doute ils n'encourent aucune responsabilité personnelle, aucun risque particulier, mais l'absence de sanctions à leur égard ne saurait être une circonstance suffisante pour leur permettre d'accueillir des opérations formellement prohibées.

(1) Voir *supra*, p. 78.

Aussi les banques, du moins pour la plupart, à l'exception peut-être des officines louches pour lesquelles le profit compte seul et où les considérations d'honnêteté professionnelle ne sont que de bien peu de poids, refusent-elles, répondant au vœu des chambres de discipline, de réaliser des opérations qui seraient effectuées par un notaire en contravention aux prohibitions de l'ordonnance de 1843.

Il convient maintenant d'examiner l'importance et l'étendue de ces prohibitions en tant qu'elles frappent les opérations d'escompte d'une part, la création, l'endossement, ou l'acceptation d'effets de commerce d'autre part.

a) *Opérations d'escompte.* — Il est interdit aux notaires de présenter des effets à l'escompte. La prohibition est formelle ainsi que nous venons de l'indiquer et les banquiers, d'une façon très générale, s'y conforment rigoureusement.

La prohibition faite aux notaires de se livrer à des opérations d'escompte est-elle absolue ? Nous ne le pensons pas. Le but de l'ordonnance de 1843, nous le savons, a été d'interdire aux notaires toutes opérations de commerce considérées comme peu compatibles avec la dignité de leurs fonctions et susceptibles de provoquer des risques de détournement et le danger d'une mise en faillite. Sans doute, l'escompte en principe est une opération commerciale, mais on peut concevoir qu'il en soit autrement : tel est, par exemple, l'escompte d'un bon de la Défense Nationale, d'un bon du Trésor. A notre avis il faut, en dépit des termes généraux de l'ordonnance de 1843, reconnaître aux notaires le droit d'escompter des bons de la Défense Nationale ou des bons du Trésor. Il ne paraît y avoir aucune difficulté sur ce point.

Par contre, la prohibition subsiste rigoureusement à l'égard des opérations d'escompte portant sur des effets de commerce. Le règlement intérieur de la Banque de France, contient, à cet égard, une disposition catégorique : « les notaires, y est-il dit, ne peuvent, en raison de la nature de leur profession, être admis directement ou indirectement à l'escompte ». Le mot « in-

directement » renforce la portée de cette prescription (1). Non seulement le Notaire ne peut être admis personnellement à l'escompte, mais il ne peut, par exemple, passer les effets qu'il désire escompter à l'ordre d'un tiers qui les négocierait pour son compte.

b) *Création, endossement, acceptation d'effets de commerce.* — Ces opérations d'une manière générale, tombent, en raison de leur caractère commercial, sous le coup de la prohibition de l'article 12-1^o de l'ordonnance de 1843. Aussi, les banquiers refusent-ils, en principe, d'escompter à quelque personne que ce soit, ou même d'accueillir à l'encaissement, soit du notaire lui-même, soit de tout autre client, tous effets qui seraient revêtus à un titre quelconque, soit comme tireur, soit comme endosseur, soit comme accepteur, de la signature d'un notaire.

Il importe toutefois, à cet égard, d'établir certaines distinctions et de fournir quelques précisions.

La prohibition s'applique essentiellement aux lettres de change qui, on le sait, sont, aux termes de l'article 632 du Code du Commerce, réputées actes de commerce à l'égard de toutes personnes qui y apposent leur signature.

Toutefois nous ne pensons pas qu'il faille systématiquement et rigoureusement interdire aux notaires la possibilité de créer, endosser ou accepter une lettre de change. Comme nous l'avons déjà fait observer (2) l'ordonnance de 1843 ne prohibe pas tout acte de commerce, mais seulement les opérations commerciales. Nous estimons, en conséquence, qu'il n'est pas interdit aux notaires de créer, endosser ou accepter des lettres de change lorsqu'il s'agit simplement d'un fait isolé.

Mais, en pratique, le banquier qui reçoit à l'escompte ou à l'encaissement une traite revêtue de la signature d'un notaire n'est pas à même de déterminer si la création, l'endossement

(1) Il ne fait d'ailleurs qu'appliquer la prescription de l'article 12 de l'ordonnance de 1843 aux termes duquel « il est interdit aux notaires soit par eux-mêmes soit par personnes interposées, soit directement, soit indirectement : 1^o de se livrer, etc...

(2) Voir *supra*, p. 77.

ou l'acceptation de cette traite constitue pour le notaire un acte isolé ou fait partie d'un ensemble d'opérations du même ordre. Il se trouve donc amené, pour respecter la prohibition, à refuser systématiquement l'effet.

La souscription ou l'endossement d'un billet à ordre, ne constituent pas nécessairement pour les notaires des actes de commerce. Ils ne leur sont donc pas interdits *à priori*. Ils ne deviennent prohibés que s'ils ont le caractère commercial, c'est-à-dire s'ils se rapportent à une opération commerciale. Mais ici encore, le banquier n'a pas la possibilité de déterminer le caractère commercial ou civil des billets à ordre qui lui sont présentés et il lui sera sage, s'il tient à se conformer strictement à la prohibition, de refuser tout billet à ordre revêtu de la signature d'un notaire, soit comme souscripteur soit comme endosseur.

Nous sommes ainsi amenés à cette conclusion que les banques, ou du moins celles d'entre elles, et c'est le plus grand nombre, qui, conformément au vœu des chambres de discipline, tiennent à observer les prohibitions de l'ordonnance de 1843, doivent refuser systématiquement tous effets qui leur sont présentés par un quelconque de leurs clients et qui sont revêtus de la signature d'un notaire, à quelque titre que ce soit.

Cette prescription paraît rigoureuse, mais elle est conforme au désir exprimé par les chambres de discipline ; elle est très généralement observée par les banques et le règlement de la Banque de France contient, à cet égard encore, une disposition catégorique, puisqu'il déclare qu'il y a lieu de « refuser à l'escompte, tous effets revêtus de la signature d'un notaire ».

Cette sévère réglementation ne va pas sans entraîner, dans certains cas, à l'égard des notaires, une gêne sérieuse. Nous admettons bien, qu'en principe, on ne voit guère la nécessité ou même l'utilité qu'il pourrait y avoir, pour un notaire, à souscrire, endosser, accepter des effets de commerce et à réaliser des opérations d'escompte. De telles opérations sont sur-

tout utiles aux commerçants ; or, le notaire ne peut pas être un commerçant.

Néanmoins les effets de commerce présentent parfois une utilité certaine même pour les simples particuliers. L'acceptation d'une traite ou de plusieurs traites échelonnées est parfois un moyen commode d'effectuer un achat important à crédit ; c'est même un procédé de plus en plus couramment utilisé de nos jours. Il demeure interdit aux notaires puisque les banques refusent d'escompter les effets revêtus de l'acceptation d'un notaire ; à condition toutefois, il est vrai, que la qualité de l'accepteur soit connue d'elles.

Les inconvénients de la prohibition de l'article 12 se font plus particulièrement sentir à l'égard des notaires qui se trouvent être propriétaires d'un domaine agricole. L'exploitation d'un domaine agricole n'est pas interdite aux notaires, puisqu'elle ne constitue pas une entreprise commerciale. Et en fait, il existe un grand nombre de ces officiers ministériels qui possèdent des terres au soleil et qui assurent eux-mêmes la gestion de leur domaine, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un régisseur.

Les nécessités de l'exploitation pourraient rendre considérablement utile à ces notaires, l'usage des effets de commerce : tirage de traites en règlement du prix de vente des produits du domaine ; à l'inverse, acceptation d'effets correspondant aux achats de matériel agricole, de cheptel, d'engrais, etc...

Il pourrait également y avoir grand intérêt pour un notaire qui exploite un domaine agricole dont il est propriétaire à utiliser certains modes de crédit, d'usage courant aujourd'hui, tels que l'endossement d'un warrant, la souscription d'un billet à ordre en représentation d'un prêt consenti par le bénéficiaire, etc...

Il semblerait d'ailleurs que l'on dût considérer comme parfaitement licites de telles opérations, puisqu'il s'agit ici, d'effets qui n'ont pas le caractère commercial et qui ne tombent pas, par conséquent, sous le coup de la prohibition de l'article 12-1^o.

Cependant les règlements des Chambres de Discipline qui interprètent cette prohibition avec la plus extrême rigueur, interdisent aux notaires d'apposer leur signature sur tout effet de commerce, lors même que l'effet en question n'aurait pas strictement le caractère commercial et les banques, la Banque de France (1) notamment, se conforment strictement à cette prohibition, en refusant d'escompter ces effets.

Evidemment, les notaires peuvent se procurer par d'autres moyens, les crédits qui leur sont nécessaires. Ils peuvent obtenir des avances sur titres, mais encore faut-il qu'ils possèdent des titres. Ils peuvent aussi souscrire une reconnaissance de dette, mais telle personne, tel banquier, qui consentira volontiers un prêt contre remise d'un billet à ordre facilement transmissible par simple endossement, rapidement mobilisable par la voie de l'escompte, hésitera davantage à consentir ce même prêt s'il ne peut lui être remis qu'une simple reconnaissance dont la cession ne pourra être réalisée que par les formalités compliquées de l'article 1690 du Code civil.

La prohibition de l'article 12-1° de l'Ordonnance de 1843, telle du moins que l'appliquent les règlements des Chambres de discipline, présente, on le voit, de sérieux inconvénients à l'égard des notaires.

Nous reviendrons sur cette question dans notre prochain chapitre et nous essaierons de démontrer comment, grâce à une meilleure organisation du contrôle, il serait possible, selon nous, de supprimer la majeure partie de ces entraves qui restreignent si fâcheusement la capacité juridique du notaire et constituent à son égard une sorte de *capitis deminutio*.

(1) La Banque de France a, à diverses reprises, refusé d'escompter des billets à ordre souscrits par des notaires à l'ordre d'une Caisse régionale de Crédit Agricole, en représentation d'avances contractées pour les besoins de l'exploitation d'un domaine. La souscription de ces billets était cependant un acte purement civil.

AVALS.

Nous nous sommes jusqu'ici volontairement abstenus de parler des avals souscrits par un notaire. La question, en effet, bien que se rattachant étroitement à celles relatives aux effets de commerce présente cependant des particularités suffisantes pour qu'il semble préférable de l'envisager isolément.

Il n'est pas rare qu'un notaire puisse se trouver amené à donner son aval à l'appui d'un effet de commerce. Si l'utilisation directe d'un effet de commerce constitue pour des notaires une opération plutôt anormale du fait qu'il leur est interdit de faire le commerce, il n'en va pas de même de la souscription d'un aval. Il n'est nullement impossible que le notaire ait dans sa famille ou parmi ses amis, des personnes exerçant un commerce, une industrie. Ces personnes, pour se procurer des crédits, peuvent très raisonnablement songer à obtenir de leurs parents ou de leurs amis, qu'ils consentent à donner leur signature pour servir de garantie à leurs opérations d'escompte. Si ce parent ou cet ami est un notaire, lui sera-t-il possible de donner sa garantie, notamment sous forme d'aval qui est le procédé le plus couramment utilisé en pareil cas ?

Un premier point est certain : de même que la création, l'endossement, l'acceptation ou la négociation d'un effet de commerce, quoique prohibés constituent des opérations valables juridiquement, de même un aval souscrit par un notaire ne serait pas nul et engagerait celui-ci.

Mais la question se pose de savoir si la souscription d'un aval fait partie des opérations interdites aux notaires par application de l'article 12-1^o de l'Ordonnance de 1843 ?

Il y a lieu, en principe, de répondre par l'affirmative.

Si l'aval est donné à l'appui d'une lettre de change, soit sur l'effet lui-même soit par acte séparé, il constitue sans aucun doute, un acte de commerce et tombe, en conséquence,

sous le coup de la prohibition à condition toutefois ainsi que nous l'avons déjà indiqué, qu'il ne constitue pas un acte isolé, mais fasse partie d'une succession d'actes de même nature.

Si l'aval s'applique à un billet à ordre, il ne sera commercial et par suite prohibé, que si le billet à ordre est lui-même commercial.

Nous retrouvons ici les mêmes distinctions qu'en matière de création, endossement ou acceptation d'effets de commerce.

Il semblerait donc, à première vue, qu'il fût possible à un notaire de souscrire un aval, toutes les fois que l'opération que cet aval aurait pour objet de garantir, ne présenterait pas un caractère commercial (1).

En fait, les banques ont généralement tendance à refuser systématiquement de faire état de tout aval souscrit par un notaire.

La Banque de France a consenti parfois, des exceptions lorsque le notaire s'engageait pour faciliter l'exploitation d'un domaine agricole ou encore d'une affaire de famille, mais seulement dans des cas très rares et lorsque les renseignements sur la solvabilité et l'honorabilité du notaire en question étaient assez certains pour qu'il fût possible d'écarter tout risque de difficultés quelconques.

Ce qui est à craindre, en effet, et c'est ce qui, en somme, justifie la rigueur avec laquelle les Chambres de discipline, appliquent, dans leurs règlements particuliers, les prohibitions de l'article 12 de l'ordonnance de 1843, c'est que le notaire ne consacre au remboursement des sommes dues au banquier,

(1) Il n'est pas toujours facile de déterminer si l'aval a ou non un caractère commercial. Un arrêt de la Cour de Bourges a établi, à cet égard, une présomption vis-à-vis des notaires qui se livrent habituellement au commerce. Il a été jugé en effet que l'aval donné par un notaire qui réalise habituellement des opérations commerciales doit être considéré comme donné dans l'intérêt de son commerce et par suite comme une obligation dont le non-paiement doit entraîner la faillite, en l'absence de circonstances contraires et spéciales, établissant une autre cause au dit engagement.

Bourges, 29 juin 1892. D. P. 1892.2.607.

les fonds dont il est seulement dépositaire pour le compte de sa clientèle.

SECTION IV.

Des divers événements susceptibles d'affecter le fonctionnement normal des comptes personnels des notaires.

Ainsi que nous l'avons fait pour les comptes d'étude, nous examinerons ici les questions qui se posent vis-à-vis des banques en cas de survenance des événements suivants : décès du notaire ou de sa femme, maladie ou aliénation mentale du notaire, démission, suspension ou destitution du notaire.

Nous verrons, du reste, que dans ces diverses hypothèses, le banquier se trouvera pratiquement dans la plupart des cas, dans la même situation que s'il s'agissait d'un compte d'étude en raison de l'impossibilité, maintes fois déjà signalée, où l'on se trouve de déterminer *a priori* si le compte est utilisé pour les besoins de l'étude ou pour les besoins personnels du notaire.

DÉCÈS DU NOTAIRE OU DE SA FEMME.

Le décès du notaire ou de sa femme entraîne, bien entendu, le blocage du compte ouvert au notaire pour ses besoins personnels. Nous avons vu (1) qu'en règle générale, la même mesure s'imposait en ce qui concerne les comptes d'étude. *A fortiori* doit-il en être ainsi s'il s'agit d'un compte personnel.

En principe, l'Administrateur provisoire nommé, en cas de décès du notaire, pour assurer la gestion de l'étude n'a aucun droit sur le compte en question. Toutefois, nous savons que des fonds ou des titres appartenant aux clients de l'étude peuvent figurer aux comptes théoriquement réservés aux besoins personnels du notaire.

(1). Voir *supra*, p. 50.

Nous estimons donc qu'il sera prudent pour le banquier de n'opérer son dessaisissement que contre décharge donnée conjointement par les héritiers du notaire et par l'administrateur provisoire.

Il devra en être ainsi également en ce qui concerne l'ouverture du ou des compartiments de coffre-fort loués au notaire décédé. Nous avons vu que les banques ne faisaient aucune distinction entre ceux affectés aux opérations de l'étude et ceux loués par le notaire pour son usage personnel. Il conviendra donc, en cas de décès, de n'autoriser l'ouverture qu'en présence de tous les héritiers et de l'administrateur provisoire.

Cependant on pourrait, à notre avis, ainsi que nous l'avons admis, mais en sens inverse, au sujet du règlement des comptes d'étude, se contenter d'une lettre de l'administrateur provisoire déclarant reconnaître que le compte ouvert au notaire ne comporte aucune somme ni aucune valeur appartenant aux clients de l'étude. Le retrait pourrait alors être effectué sur la seule signature des héritiers.

Il pourrait également en être ainsi au cas où le compte à régler serait une avance sur titres garantie par des valeurs nominatives immatriculées au nom du notaire. Il va de soi que l'intervention de l'administrateur provisoire au retrait de ces titres ne serait aucunement nécessaire. Mais ce cas est pratiquement le seul où il soit possible de déterminer *a priori* la propriété des fonds ou des titres déposés par le notaire.

NOTAIRE MALADE OU ALIÉNÉ.

S'agissant d'un compte réservé par hypothèse aux besoins personnels du notaire, il ne saurait être question, en cas de maladie ou d'aliénation mentale de ce dernier, de donner la libre disposition du compte à l'administrateur provisoire.

Les diligences imposées aux banquiers en pareil cas, seront celles de droit commun ; le compte ne sera bloqué que s'il y a incapacité juridique du notaire, c'est-à-dire si son interdiction ou son internement sont prononcés. Le retrait des fonds ou des

valeurs sera alors opéré par le tuteur à l'interdiction ou par l'administrateur provisoire de l'interné, auxquels il conviendra pour les raisons déjà exposées, de joindre le concours de l'administrateur provisoire de l'étude.

DÉMISSION, SUSPENSION OU DESTITUTION DU NOTAIRE.

Ces trois cas ont ceci de commun qu'ils dessaisissent le notaire de l'administration de son étude sans toutefois lui enlever le plein exercice de sa capacité civile.

Par conséquent, il semblerait, en principe, que le banquier n'eût aucune diligence spéciale à effectuer en ce qui concerne les comptes personnels ouverts aux notaires. En principe ces comptes sont réservés à l'usage particulier du notaire et ne comportent aucune opération d'étude. La démission, suspension ou destitution n'affectant que la gestion de l'étude notariale, mais laissant intacte la pleine capacité juridique du notaire, ce dernier devrait, semble-t-il, pouvoir sans aucune formalité ni justification, continuer à disposer librement de son compte personnel.

Tel est le point de vue théorique de la question. Pratiquement, celle-ci se complique du fait de la confusion que nous avons maintes fois déjà signalée entre les opérations personnelles du notaire et celles de son étude. Le banquier est dans l'impossibilité de savoir si le compte qu'il a ouvert au notaire ou le coffre qu'il lui a loué, ne comprennent pas ou ne renferment pas des sommes ou des titres appartenant à la clientèle. Il est même parfaitement fondé à présumer qu'il puisse en être ainsi.

Dès lors les diligences qui s'imposent sont les mêmes que celles que nous avons exposées en étudiant le fonctionnement des comptes d'étude. Le banquier doit immédiatement bloquer le compte et provoquer sa liquidation. Si le compte présente une certaine importance, nous estimons qu'il sera bon de faire concourir l'administrateur provisoire au retrait, con-

jointement avec le notaire démissionnaire, suspendu ou destitué.

Bien entendu, dans le cas où l'on n'aurait aucun doute quant à la propriété des sommes ou valeurs déposées, par exemple dans le cas où l'administrateur provisoire déclarerait par écrit reconnaître que ces sommes et valeurs sont la propriété exclusive du notaire, ou encore s'il s'agissait d'une avance sur titres, gagée soit par des valeurs nominatives au nom du notaire, soit par des valeurs déposées par un tiers, le banquier pourrait laisser purement et simplement au notaire la libre disposition de son compte, sans avoir à lui demander aucune autre justification.

SECTION V.

Du droit de regard des contrôleurs et des pouvoirs d'enquête des chambres de discipline sur les comptes ouverts aux notaires pour leurs besoins personnels.

Ici encore nos explications se borneront à un simple rappel la question ayant déjà été envisagée dans son entier, à propos du contrôle des comptes d'étude (1).

Nous savons que les pouvoirs d'investigation des inspecteurs désignés soit par la Chambre de discipline, soit par la Commission de Contrôle sont strictement limités aux opérations de l'étude. En particulier, les contrôleurs n'ont aucun droit de regard sur les comptes ouverts aux notaires pour leurs besoins personnels.

La règle paraît simple, mais la difficulté provient, nous l'avons vu, de la confusion qui existe en fait, entre comptes personnels et comptes d'études ou plus exactement de l'impossibilité où les tiers et notamment le banquier se trouvent le plus souvent de pouvoir affirmer que tel compte fonctionne

(1) Voir *supra*, p. 61.

uniquement pour les besoins de l'étude et tel autre pour les besoins personnels du notaire.

La solution, nous l'avons déjà indiqué, consistera, pour le banquier saisi d'une demande de vérification, d'obtenir, avant d'y déférer, l'accord de son client. Si le compte dont les inspecteurs demandent communication est strictement un compte personnel, le notaire sera en droit de refuser son consentement et le banquier devra se conformer à cette défense. Si les inspecteurs insistent pour avoir communication du compte, il leur appartiendra de déférer l'affaire au Parquet.

Ce que nous venons de dire s'applique uniquement aux tournées d'inspection organisées soit par les Chambres, soit par les Commissions de contrôle. Mais nous savons qu'outre les pouvoirs de vérification que possèdent les contrôleurs, il y a lieu de tenir compte des pouvoirs d'enquête que les Chambres de discipline tiennent de leurs attributions générales. Leur rôle, tel qu'il est défini par l'Ordonnance du 4 janvier 1843, est principalement de veiller au maintien de la discipline notariale, au respect des incompatibilités à l'observation des prohibitions. Lorsque la Chambre a connaissance d'une infraction commise par un notaire de son ressort, il lui appartient d'en poursuivre la répression et d'appliquer les sanctions. A cet effet, elle se livre à une enquête et nous avons exposé au cours de notre précédent chapitre (1) que selon nous, ce pouvoir d'enquête lui donnait le droit d'exercer ses investigations chez les tiers et notamment dans les banques.

Il n'y a pas, à cet égard, à distinguer selon qu'il s'agit d'un compte personnel ou d'un compte d'étude. Les pouvoirs d'enquête des Chambres de discipline s'étendent aussi bien aux uns qu'aux autres, puisqu'il s'agit non de vérifier la comptabilité du notaire ; mais de rechercher si celui-ci a ou non commis une infraction à la discipline. Or, les infractions

(1) Voir *supra*, p. 61 et s.

peuvent être aussi bien révélées par un compte personnel que par un compte d'étude (ex. : violation de la prohibition de se livrer à des spéculations, ou à l'escompte, etc...).

Remarquons bien la différence entre le pouvoir d'investigation des inspecteurs d'une part, et le droit d'enquête des Chambres de discipline de l'autre.

Dans le premier cas, il s'agit simplement de vérifier la comptabilité du notaire. Cette vérification est effectuée par des tournées périodiques d'inspection. Elle ne suppose, en soi, aucune infraction commise ; il se peut qu'elle en révèle ; il est même possible qu'une tournée d'inspection n'ait été décidée, que parce que l'on soupçonne le notaire d'avoir commis quelque irrégularité. Mais cela n'est ni fatal, ni indispensable. Généralement, l'Inspection n'est pas autre chose qu'une simple vérification administrative, mesure de précaution comme en connaissent toutes les administrations.

Au contraire, les enquêtes effectuées par les Chambres de discipline supposent qu'une infraction a été commise ou tout au moins qu'il existe, à cet égard, de fortes présomptions. Il ne s'agit donc plus de tournées périodiques, réglées à l'avance, mais d'une enquête motivée par la découverte d'une irrégularité. Ce n'est plus une simple vérification administrative, mais plutôt une investigation analogue à une enquête judiciaire.

On conçoit donc que, dans cette seconde hypothèse, les pouvoirs des enquêteurs soient plus étendus et notamment que ces pouvoirs puissent s'exercer aussi bien sur les comptes personnels que sur les comptes d'étude.

CHAPITRE IV

Conclusion.

Nous avons terminé l'étude de l'organisation notariale considérée spécialement du point de vue des rapports des notaires et des banquiers. Nous avons examiné les répercussions souvent importantes que cette organisation entraîne à l'égard tant des opérations bancaires des études, que des opérations bancaires personnelles des notaires.

Il nous appartient maintenant d'essayer de donner une conclusion à cette étude, de rechercher si des améliorations ne pourraient pas être apportées à la réglementation ou à la pratique actuelles, améliorations qui seraient susceptibles de supprimer, en partie tout au moins, les difficultés et les inconvénients de toute nature dont nous avons souligné la fâcheuse existence.

* * *

Nous nous attacherons spécialement à deux points différents parce qu'aussi bien, ce sont, à notre sens, les plus importants, ou plus exactement ceux d'où découlent le plus grand nombre de difficultés et les inconvénients les plus sérieux : nous voulons parler d'une part de la confusion de fait qui existe entre les comptes personnels des notaires et les comptes d'étude, de l'impossibilité où l'on se trouve le plus souvent de déterminer *a priori*, la véritable destination du compte et d'autre part des si importantes et fâcheuses restrictions apportées à la liberté des opérations bancaires per-

sonnelles des notaires, du fait des prohibitions édictées par l'article 12 : 1° de l'Ordonnance du 4 janvier 1843 et de certaines décisions des Chambres de discipline.

Sur le premier point nous pensons qu'il serait possible d'apporter, au moins partiellement, remède aux difficultés nombreuses que la pratique actuelle ne permet pas d'éviter, en adoptant des immatricules différentes pour les comptes personnels et les comptes d'étude.

En ce qui concerne la seconde question, nous sommes d'avis que la nouvelle organisation du contrôle notarial résultant du décret de 1931 permet de supprimer sinon toutes les prohibitions de l'Ordonnance de 1843 et toutes les restrictions édictées par les Chambres de discipline, du moins un certain nombre d'entre elles, et notamment les plus fâcheuses.

Nous examinerons successivement les points suivants :

1° Immatriculation différente des comptes d'étude et des comptes personnels ;

2° Suppression de certaines prohibitions.

SECTION I.

Immatriculation différente des comptes d'étude et des comptes personnels.

Nous savons que, d'après la pratique actuelle, comptes personnels et comptes d'étude sont indifféremment immatriculés au nom patronymique du notaire « Me X..., notaire à ... » aucune distinction ne se révèle dans l'intitulé du compte.

Il en résulte que les notaires peuvent utiliser leurs comptes d'étude pour leurs besoins personnels et inversement porter à leurs comptes personnels des sommes ou des titres appartenant à leurs clients. Les tiers, les banquiers notamment n'ont aucun moyen de déterminer *a priori*, la véritable destination

du compte. La distinction entre comptes personnels et comptes d'étude est purement théorique. En fait, il y a confusion entre les deux catégories.

Au cours de nos chapitres précédents, nous avons maintes fois fait ressortir les difficultés de toute nature provoquées par cette confusion de fait.

Rappelons-les brièvement.

En cas de décès du notaire ou de sa femme, le banquier doit bloquer le compte et provoquer sa liquidation. L'administrateur provisoire chargé d'assurer la gestion de l'étude, se verra refuser la disposition du compte, en raison de la possibilité d'y voir figurer des fonds personnels au notaire. Il pourra en résulter une gêne considérable pour l'administrateur provisoire, celui-ci pouvant, en effet, avoir besoin des fonds dont on lui refuse la disposition.

Inversement, s'agissant d'un compte théoriquement personnel, le banquier ne pourra restituer les fonds ou les titres aux héritiers qu'en faisant concourir l'administrateur provisoire au retrait.

En cas de démission, suspension ou destitution du notaire, des difficultés analogues surgissent que nous avons exposées dans nos précédents chapitres (1).

D'autre part, nous savons qu'au point de vue de l'exercice du contrôle, la confusion de fait qui existe entre les comptes personnels et comptes d'étude peut entraîner des complications gênantes.

Le banquier, en tout état de cause, ne peut déférer à la demande d'investigation des contrôleurs qu'avec l'accord préalable de son client. Si celui-ci refuse son autorisation, les inspecteurs peuvent saisir le parquet. On voit ainsi les difficultés que cette situation peut créer et on comprend l'intérêt que présenterait la suppression de la confusion que nous avons signalée.

Nous estimons qu'un moyen très simple de supprimer ces

(1) Voir *supra*, p. 56, 58 et 113.

difficultés consisterait à prévoir des immatricules différentes pour les comptes d'étude et les comptes personnels. Seuls ces derniers continueraient à être immatriculés au nom patronymique du notaire ; une immatricule plus impersonnelle serait adoptée pour les comptes d'étude telle, par exemple, que : Etude X... ou « Etude de M^e X... » Ou bien encore, on conserverait pour les deux catégories de comptes, l'immatricule actuellement utilisée, mais on apposerait sur le compte d'étude une mention apparente destinée à préciser sa véritable destination.

On aurait ainsi les intitulés de comptes suivants :

A) *Comptes personnels*

M^e X..., notaire à...

B) *Comptes d'étude.*

Etude X..., notaire à...

ou :

Etude de M^e X..., notaire à...

ou : M^e X..., notaire à... — *Comptes d'étude.*

En d'autres termes, ce que nous préconisons c'est que la distinction entre comptes personnels et comptes d'études, au lieu d'être uniquement théorique et de dépendre purement et simplement de la volonté ou de la fantaisie du notaire, devienne positive et soit officiellement établie ; qu'il soit formellement admis que le notaire ne déposera à son compte personnel que des sommes ou valeurs lui appartenant en propre et, à son compte d'étude, des sommes ou valeurs appartenant à ses clients, la distinction entre les deux catégories de comptes devenant, par ailleurs, aisée, du fait de l'adoption de deux immatricules distinctes.

Il semble que ce résultat pourrait être aisément obtenu par un accord entre les Chambres de discipline et les banques,

celles-ci adoptant l'emploi de deux immatricules différentes, celles-là prescrivant à leurs membres de respecter scrupuleusement, pour leurs opérations bancaires, la distinction entre les deux comptes.

Sans doute, en dépit de cette prescription, il pourra arriver que des notaires versent à leur compte d'étude des fonds personnels ou *vice-versa*. Il n'existe aucun moyen d'empêcher ces confusions. Mais la solution que nous préconisons présente l'avantage suivant : elle permettrait d'établir la présomption que toute somme figurant au compte d'étude appartient à la clientèle. Cette présomption ne pourrait être détruite que par la preuve contraire à la charge du notaire ou de ses héritiers.

En d'autres termes notre système aboutit à un renversement de la charge de la preuve. Alors qu'à l'heure actuelle en cas de décès, démission, suspension ou destitution du notaire, comme aussi à l'occasion du contrôle, les banques présument que le compte du notaire peut contenir à la fois des fonds personnels et des fonds de la clientèle et n'acceptent de rendre le compte à la disposition de l'administrateur provisoire ou d'en donner communication aux contrôleurs que s'il leur est établi, soit par des pièces régulières, soit par une déclaration du notaire lui-même, que le compte en question ne renferme pas de fonds personnels, avec la pratique que nous exposons, elles présumeraient, au contraire, que le compte immatriculé au nom de l'étude ne contient que des fonds appartenant à la clientèle.

Dès lors, disparaissent un grand nombre des difficultés que fait naître la pratique actuelle.

En cas de décès du notaire ou de sa femme, la banque bloquera le compte personnel du notaire, mais n'apportera aucune entrave au libre fonctionnement du compte d'étude dont elle laissera l'entière disposition à l'administrateur provisoire ou au notaire lui-même, sauf aux héritiers la faculté de fournir la preuve que le compte contient en réalité, des fonds personnels tombés dans la succession.

De même en cas de démission, suspension ou destitution

du notaire, le compte d'étude passera automatiquement et de plein droit à la disposition de l'administrateur provisoire et, ultérieurement, du successeur du notaire démissionnaire ou destitué. Si le compte contient des fonds personnels, c'est au notaire lui-même d'en fournir la preuve.

En ce qui concerne l'exercice du contrôle, les banques ne seront plus tenues d'obtenir l'accord préalable de leur client pour permettre aux contrôleurs de prendre communication des comptes d'études. Cette communication leur sera accordée de plein droit. Bien plus, le notaire en ce cas, n'a même pas la faculté d'empêcher l'exercice du contrôle en établissant la preuve que le compte renferme des fonds personnels. En effet, d'après notre point de vue, l'interdiction d'établir une confusion entre les deux catégories de comptes devrait faire l'objet d'une prescription des Chambres et être sanctionnée par une peine disciplinaire. Si, à la suite du contrôle il était établi que le notaire n'a pas respecté la distinction entre son compte d'étude et son compte personnel, une sanction pourrait lui être appliquée.

On aperçoit ainsi les avantages que présenterait cette pratique nouvelle.

Dans les différentes hypothèses où la Banque, sous le système actuel, bloque le compte (décès, maladie, démission, suspension, destitution du notaire) ce qui, on le conçoit, peut apporter une gêne sérieuse au fonctionnement régulier de l'étude, désormais la libre disposition du compte serait laissée à l'administrateur provisoire. Le compte d'étude cesserait d'être attaché à la personne même du notaire et de suivre le sort de cette personne, pour être attaché désormais à l'étude elle-même. Quelle que soit la personne chargée de la gestion de l'étude, le compte d'étude sera toujours à sa disposition.

Le contrôle, de son côté, cesserait de faire naître des difficultés. Plus d'autorisation à demander aux notaires ; plus, par conséquent, de recours au Parquet, en cas de refus du

notaire. Le contrôle s'exercerait de plein droit sur les comptes d'étude.

Convient-il d'établir la même présomption à l'égard des comptes qui seraient ouverts au nom personnel des notaires ? Doit-on, à l'inverse de ce que nous préconisons pour les comptes d'études, poser en principe, que toute somme figurant à un compte personnel sera réputée appartenir en propre au notaire, sauf à celui-ci, à l'administrateur provisoire, au successeur désigné ou à la Chambre de discipline, ou enfin aux clients de l'étude, à fournir la preuve qu'en réalité, ce compte contient des fonds appartenant à la clientèle ?

L'adoption d'une telle présomption simplifierait évidemment beaucoup les choses. Elle permettrait, en cas de décès de notaire, de remettre le solde du compte aux héritiers sans le concours de l'administrateur provisoire, en cas de démission, suspension ou destitution du notaire, de laisser à celui-ci la libre et entière disposition de son compte personnel.

Néanmoins, nous ne croyons pas qu'il soit possible, ni même souhaitable, d'établir vis-à-vis des comptes personnels la même présomption que nous préconisons à l'égard des comptes d'études.

La raison en est la suivante :

S'agissant des comptes d'études, cette présomption ne présente que des avantages, ou plus exactement, si elle présente quelque inconvénient, ce n'est qu'à l'égard du notaire lui-même, au cas où, ayant versé à son compte d'étude des fonds personnels il serait tenu d'en établir la preuve pour éviter que ces fonds ne soient mis à la disposition de l'administrateur provisoire. En tout cas, le notaire a un moyen très simple d'éviter cet inconvénient, c'est de respecter scrupuleusement la distinction entre les deux catégories de compte.

Si, au contraire, on envisage les comptes personnels, la présomption risquerait de favoriser la fraude. Le notaire démissionnaire, suspendu ou destitué pourrait avoir dissimulé à son compte personnel des fonds appartenant à ses clients. Le banquier pourrait se rendre involontairement com-

plice de cette fraude, s'il laissait alors au notaire ou à l'ex-notaire la libre disposition de son compte.

Nous estimons donc, qu'en ce qui concerne les comptes personnels, il convient de maintenir la pratique actuelle.

SECTION II.

Suppression de certaines prohibitions.

Dans l'état actuel du contrôle des notaires tel qu'il résulte du décret de 1931, il nous paraît possible de supprimer les prohibitions suivantes :

— prohibition de se livrer à aucune opération d'escompte édictée par l'Ordonnance du 4 janvier 1843.

— prohibition d'apposer leur signature sur aucun effet de commerce, édictée par les règlements des Chambres.

— prohibition de se livrer à aucune opération de courtage (Ordonnance de 1843).

— prohibition de demander des avances sur titres au porteur (délibération du Conseil général de la Banque de France du 6 mai 1852, délibération de la Chambre des notaires de Paris du 21 janvier 1937).

Les prohibitions dont nous envisageons la suppression ne sont peut-être pas très nombreuses mais elles sont, nous l'avons vu, parmi les plus gênantes.

Les autres prohibitions de l'Ordonnance de 1843 doivent subsister, notamment celle de se livrer au commerce et d'effectuer des opérations spéculatives. Ces prohibitions nous paraissent suffisantes pour assurer la dignité et l'honnêteté des études.

Nous allons examiner brièvement l'une après l'autre les quatre prohibitions visées ci-dessus et nous tâcherons de montrer que l'on peut en envisager la suppression.

Prohibition de se livrer à aucune opération d'escompte :

Cette prohibition, dans l'état actuel de la réglementation notariale, n'est qu'un renforcement de la prohibition de faire le commerce. Et cependant, nous l'avons vu, si l'escompte est le plus souvent une opération commerciale, il peut n'en être pas ainsi. Pourquoi, en ce cas, ne pas se contenter de la prohibition générale de faire le commerce ? L'escompte commercial restera interdit aux notaires mais l'escompte sans caractère commercial leur sera permis.

Prohibition de créer, endosser, accepter tout effet de commerce.

Nous avons vu que les Chambres de discipline, interprétant avec les plus extrêmes rigueurs l'article 12 de l'Ordonnance du 4 janvier 1843, interdisent aux notaires d'apposer leur signature, à un titre quelconque, sur tout effet de commerce, ce qui conduit les banques et notamment la Banque de France à refuser d'escompter tout effet revêtu de la signature d'un notaire.

Cette prohibition des Chambres de discipline est également fondée sur la prohibition générale de se livrer à des opérations commerciales. Cependant, la signature d'un effet de commerce, la création ou l'endossement d'un billet à ordre par exemple, n'est pas nécessairement un acte de commerce. Mais, comme il en est souvent ainsi, les Chambres de discipline voulant d'avance éviter toute difficulté, prohibent systématiquement l'utilisation des effets de commerce. Ainsi, on est plus sûr du résultat.

Nous ne reviendrons pas sur les inconvénients multiples qu'une prohibition aussi rigoureuse entraîne vis-à-vis des notaires, notamment de ceux qui exploitent un domaine agricole leur appartenant.

Nous avons longuement fait ressortir ces inconvénients dans notre chapitre précédent (1).

C'est à cause de ces inconvénients multiples que nous pro-

(1) Voir *supra*, p. 107.

posons de supprimer purement et simplement cette prohibition. Les notaires auront ainsi toute liberté d'utiliser les effets de commerce sous la seule condition que cette utilisation ne se rattache pas à une opération commerciale.

Le contrôle actuel doit permettre de s'assurer que le notaire, bien qu'ayant utilisé des effets de commerce pour son usage personnel, a respecté scrupuleusement la prohibition de se livrer à aucune opération commerciale.

Prohibition de se livrer à aucune opération de courtage.

Nous avons vu précédemment (1) qu'en dépit des termes généraux de l'article 12 de l'Ordonnance de 1843, sont seules considérées aujourd'hui comme prohibées les opérations de courtage présentant un caractère commercial. Par contre, on regarde généralement comme permises les opérations de courtage à caractère civil, telles que celles qui aboutissent à une vente d'immeubles, un transport de créance, un prêt hypothécaire, etc...

De même, et malgré la prohibition, on considère comme licites les placements de valeurs mobilières réalisés par les notaires pour le compte de leur clientèle.

Dès lors, pourquoi laisser subsister la prohibition de se livrer à aucune opération de courtage ? Si l'on admet qu'elle ne vise que les opérations de courtage à caractère commercial, la prohibition générale de faire le commerce suffit amplement.

Le maintien de la prohibition visant spécialement le courtage ne peut, au contraire, provoquer que des difficultés, car il peut toujours, comme cela s'est produit récemment (2), se trouver un tribunal pour déclarer que cette prohibition est générale et vise aussi bien le courtage civil que le courtage commercial, ce qui peut être extrêmement fâcheux pour un notaire qui, confiant dans l'interprétation généralement donnée aujourd'hui à la prohibition, n'avait pas cru outre-

(1) Voir *supra*, p. 79.

(2) Arrêt de la Cour d'Orléans du 3 juillet 1934, voir *supra*, p. 84.

passer ses droits en réalisant des actes de courtage purement civils.

Prohibition de demander des avances sur titres au porteur.

Avec la défense qui leur est faite d'apposer leur signature sur tout effet de commerce, cette prohibition est peut-être la plus gênante de celles qui s'imposent aux notaires.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, cette prohibition est motivée par la crainte que l'on a de voir un notaire contracter un emprunt sur des titres appartenant à ses clients. Comme il serait difficile pour le banquier de lui demander, pour chaque titre remis en nantissement, une justification de propriété, on a trouvé plus simple d'exiger du notaire qu'il ne puisse contracter une avance que sur des titres nominatifs à son nom.

La précaution est peut-être bonne mais elle est fort gênante. L'immatriculation d'un titre nécessite, en effet, des délais assez longs, incompatibles avec un besoin immédiat d'argent. En outre, le titre nominatif, s'il présente quelques avantages sur le titre au porteur, possède surtout des inconvénients, notamment en ce qui concerne les formalités de transmission.

La suppression de la prohibition de demander des avances sur titre au porteur présenterait donc un intérêt certain.

Nous pensons qu'elle est possible quitte à prévoir l'obligation, pour les notaires titulaires d'une avance sur titres, de justifier aux inspecteurs de leur propriété sur les titres remis en nantissement.

De la sorte, les notaires ne verraient plus leur liberté si fâcheusement restreinte sur ce point et pourraient, comme tout particulier, contracter des avances pour leurs besoins personnels, tant sur titres au porteur que sur titres nominatifs.

Suppression de la confusion actuelle entre les comptes personnels et les comptes d'études et abrogation de certaines

prohibitions particulièrement gênantes, telles sont les mesures dont nous préconisons la réalisation comme conclusion de cette étude sur l'organisation du notariat considérée du point de vue des opérations bancaires des études et des opérations bancaires personnelles des notaires.

Vu : le Président de la thèse,

JULLIOT DE LA MORANDIÈRE.

Vu : le Doyen

G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

TABLE ANALYTIQUE

(Les numéros renvoient aux pages).

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE I. — <i>La profession notariale, sa réglementation</i>	12
Section I : Notions générales	12
Section II : Des incompatibilités et prohibitions édictées à l'en- contre des notaires	20
Section III : La discipline notariale	28
Section IV : La comptabilité des notaires	33
Section V : Du contrôle et de l'inspection des études	36
Section VI : — Des caisses communes de garantie	41
CHAPITRE II. — <i>Des répercussions de l'organisation notariale sur les opérations bancaires des Etudes</i>	46
Section I : Ouverture et fonctionnement des comptes des Etu- des	46
Section II : Du fonctionnement des comptes des Etudes dans cer- tains cas particuliers	50
Section III : Du droit d'investigation des contrôleurs et inspec- teurs sur les comptes ouverts en banque aux Etudes nota- riales	61
Section IV : Pouvoirs d'enquête des chambres de discipline	64
CHAPITRE III. — <i>Des répercussions de l'organisation notariale sur les opérations bancaires personnelles des notaires</i>	68
Section I : Du principe de la liberté des opérations bancaires per- sonnelles des notaires	69
Section II : Rappel des principales prohibitions édictées à l'en- contre des notaires	74
Section III : Des conditions dans lesquelles les notaires sont à même de réaliser des opérations bancaires pour leur compte personnel	86
Section IV : Des divers événements susceptibles d'affecter le fonc- tionnement normal des comptes personnels des notaires	111

Section V : Du droit de regard des contrôleurs et des pouvoirs d'enquête des chambres de discipline sur les comptes ouverts aux notaires pour leurs besoins personnels	114
CHAPITRE IV. — <i>Conclusion</i>	117
Section I : Immatriculation différente des comptes d'étude et des comptes personnels	118
Section II : Suppression de certaines prohibitions	124

2846. — Imprimerie Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 11-1939
